

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA
RÉHABILITATION
COMMERCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 22 Décembre 1903, à 1 heure 1/2

PAR

Louis CIVAL

Avocat

Sous la présidence de M. PERCEROU, *professeur*.

Suffragants { MM. BAILLY, *doyen*.
 ROUX, *professeur*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

—
1903

LA
RÉHABILITATION
COMMERCIALE

UNIVERSITÉ DE DIJON -- FACULTÉ DE DROIT

LA
RÉHABILITATION
COMMERCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Mardi 22 Décembre 1903, à 1 heure 1/2



PAR

Louis CIVAL

Avocat

Sous la présidence de M. PERCEROU, *professeur*.

Suffragants { MM. BAILLY, *doyen*.
Roux, *professeur*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

—
1903

A MES PARENTS

A MES AMIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS. — Précis de Droit romain, 4^e édition, Paris, 1886.
- ALAUZET. — Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale, 1857.
- AUBRY et RAU. — Cours de Droit civil français, 3^e édition, 1856.
- BAILLY. — Examen de la loi du 4 mars 1889 sur les liquidations judiciaires.
- BEAUMANOIR (Philippe de). — Coutumes de Beauvoisis.
- BÉDARRIDE. — Traité des faillites et banqueroutes, 1844.
- BOISTEL. — Philosophie du Droit.
- BORNIER. — Traité de Droit commercial.
- BORNIER. — Conférence des nouvelles ordonnances de Louis XIV, Paris, 1744.
- BOULAY-PATY. — Traité des faillites et banqueroutes, 1854.
- DEMOLOMBE. — Traité de Droit civil.
- DESPAGNET. — Précis de Droit international privé.
- DUVIVIER. — Traité de la faillite des sociétés, 1887.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique du Droit pénal français.
- GIRAUD. — Des *Nexi* ou de la condition des débiteurs chez les Romains, Paris, 1847.
- GUÉNOIS. — La grande conférence des ordonnances et édits du royaume.
- JOUSSE. — Commentaire sur l'ordonnance de 1673.
- LAROQUE-SAYSSINAL. — Formulaire général des faillites et banqueroutes.

LOCRE. — La législation de la France. Code de commerce, 1827.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit commercial, 2^e édition.

ORTOLAN. — Législation romaine.

PARDESSUS. — Cours de Droit commercial, 1842.

POTHIER. — Œuvres. Edition Bugnet.

RENOUARR. — Traité des faillites et banqueroutes, 1842.

RIVIÈRE. — Commentaire de la loi sur la liquidation judiciaire.

ROUSSEAU et DEFERT. — Code annoté des faillites.

SAVARY. — Le parfait Négociant.

THALLER. — La faillite en Droit comparé.

TOUBEAU. — Institutes du Droit consulaire ou la Jurisprudence des marchands, 1682.

TOULLIER. — Droit civil.

VAINBERG. — La faillite d'après le Droit romain.

Journal des Faillites.

Journal de Droit international privé.

Revue de Droit international.

Moniteur Universel.

Lois Nouvelles.

Journal Officiel.

Dallos.

Sirey.

INTRODUCTION

« La fidélité aux engagements est une de ces
« règles éternelles, qui, par une suite inévitable
« de l'imperfection humaine, ont toujours été et
« seront toujours enfreintes, sans jamais cesser
« d'être impérieuses.

« Entre le créancier qui n'est point payé et le
« débiteur qui ne paye point, la justice veut que
« ce soit surtout le malheur du créancier qui
« excite l'intérêt et provoque la pitié. Mais il y a
« dans les choses humaines une perpétuelle réac-
« tion contre ce qui est excessif. Les rigueurs exa-
« gérées au profit des créanciers ont sans cesse
« apitoyé les amis de l'humanité en faveur des
« débiteurs ; à bien des époques diverses, elles
« ont troublé le monde et engendré des révolu-
« tions.¹ »

1. RENOUARD. *Traité des faillites et banqueroutes*, tome I^{er},
1^{re} partie, page 8. Edit. 1842.

Ainsi s'exprime l'un des plus savants jurisconsultes qui ont pris part à la rédaction de la loi de 1838, et ces paroles posent très nettement les principes de l'étude que nous allons entreprendre.

Nos lois commerciales considèrent comme un coupable le commerçant qui n'est pas en mesure, à l'échéance précise, d'acquitter la dette régulièrement établie ; elles arrêtent le cours de ses affaires, elles lui lient les mains, le frappent des déchéances que la loi pénale inflige aux criminels. Par cette menace de la faillite, elles protègent l'âme, l'honneur du commerce, la base du crédit, c'est-à-dire *la fidélité aux engagements*.

Cette tache à l'honneur du commerçant infidèle peut être effacée ; on a, dans ce but, institué la réhabilitation commerciale.

Les conditions exigées pour obtenir cette réhabilitation sont les mêmes, pour le commerçant qui a bénéficié de la liquidation judiciaire, que pour le commerçant qui a été déclaré en faillite.

Cependant, combien de degrés dans la culpabilité du commerçant en état de cessation de paiements, en partant du banqueroutier frauduleux qui a combiné, prémédité la ruine de ses créanciers, avant d'arriver au petit commerçant surpris par les circonstances qui sont seules coupables !

On a beaucoup discuté les moyens de parvenir

à faciliter la réhabilitation des débiteurs malheureux, malgré la difficulté que présente, en matière de faillite, la distinction entre l'infortune et la faute.

L'objet de notre étude sera donc l'examen des conditions exigées et proposées dans ce but ; mais, afin que le *processus* de l'idée juridique en matière de réhabilitation commerciale puisse être suivi, nous en rechercherons d'abord les origines. Nous aborderons ensuite l'examen de notre législation actuelle. Avant d'examiner les modifications proposées à cette législation, nous constaterons l'état présent des législations étrangères. Nous terminerons cette étude par une appréciation générale des divers systèmes que nous aurons passés en revue, appréciation que nous formulerons en prenant pour guide le principe immuable du commerce : la fidélité aux engagements.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES DE LA RÉHABILITATION COMMERCIALE

SECTION PREMIÈRE. — Droit romain.

La législation romaine n'a fait aucune distinction entre les commerçants et les non commerçants. Les lois relatives aux débiteurs sont applicables aussi bien aux uns qu'aux autres. Ce n'est pas que la notion de commerçant ait été inconnue chez le peuple romain que les historiens considèrent comme essentiellement agricole, mais cela tient à ce fait indéniable que le commerce était peu considéré et même méprisé. Les métiers en effet étaient interdits aux citoyens et ne pouvaient être exercés que par les esclaves ; le citoyen devait être soldat et laboureur. L'agriculture fut considérée jusqu'au règne de Constantin comme la seule occupation digne d'un citoyen romain. Constantin assimilait les femmes commerçantes

aux femmes de théâtre et aux femmes de mauvaise vie¹.

Au temps de Cicéron, le préjugé populaire contre le commerce était encore dans toute sa force. « On regarde comme bas et sordide, » dit Cicéron, dans son *de Officiis*², « le métier des mercenaires et généralement de tous ceux dont on paye le travail et le talent, car le salaire seul est pour eux une servitude. On juge de même ceux qui achètent des marchandises en gros pour les revendre en détail, car ils ne font de bénéfices qu'à force de mentir, et rien de plus honteux que le mensonge. Tous les ouvriers exercent une profession vile et sordide ; il ne peut sortir rien de noble d'une boutique ou d'un atelier. Enfin, on ne peut avoir trop de mépris pour les métiers pourvoyeurs de nos débauches, comme dit Térence, tels que les pêcheurs, les bouchers, les cuisiniers. Ajoutez-y, si vous voulez, les parfumeurs, les danseurs, et tout ce qui vit des jeux de hasard. Le petit commerce est considéré comme une profession vile ; le commerce en grand n'est pas absolument blâmable, surtout si, mettant des bornes à son goût pour les bénéfices, le négociant consacre à la

1. Loi I du Code, livre V, titre XXVI. *De natural. liberis.*

2. *De Officiis*, I, 42.

terre et convertit en biens-fonds des capitaux acquis sans déloyauté. »

Ce mépris explique l'absence d'une législation spéciale aux relations commerciales. On appliquait les principes généraux du contrat de vente aux transactions portant sur des marchandises et effectuées dans un esprit de spéculation. Les dettes qui en résultaient étaient soumises aux règles se référant aux rapports entre créanciers et débiteurs. Aussi l'examen de la situation faite aux débiteurs à Rome peut-il être intéressant au début d'une étude sur la condition du commerçant n'ayant pas satisfait à ses engagements.

Ce sera le point de départ de nos recherches sur l'évolution de l'idée de châtiment infligé au débiteur, car « toutes les législations modernes sur les faillites », dit M. Renouard¹, « ont pour commune origine cette procédure romaine qui s'appliquait aux débiteurs non commerçants comme aux commerçants ».

L'ancien droit quiritaire avait un système d'exécution des jugements qui montre l'origine de cette idée de châtiment. Le châtiment s'effectuait sur la personne même du débiteur. La loi des

1. *Traité des faillites et banqueroutes*. I, p. 49.

Douze Tables donne cette voie d'exécution pour toute chose jugée et pour l'aveu d'une dette d'argent, *æris confessi*.

Les fragments qui nous sont parvenus de la troisième de ces Tables attestent la *manus injectio* contre les personnes condamnées pécuniairement et contre celles qui avaient avoué leur dette devant le magistrat ; ces dernières étaient assimilées à des condamnés, car on avait admis en principe que l'aveu de la dette équivalait à une condamnation (*confessus in jure pro judicato habetur*). La troisième Table accordait trente jours au débiteur pour se libérer ; passé ce délai, faute de paiement, le créancier citait son débiteur devant le magistrat et opérait solennellement la *manus injectio*. Il prononçait une formule usuelle² et il mettait la main sur son débiteur pour en prendre possession. Si le débiteur ne voulait pas plaider de nouveau par l'intermédiaire d'un *vindex* qui faisait alors le procès sien et en acceptait les conséquences, le magistrat affirmait par un décret (*addictio*) le droit du créancier. Celui-ci emmenait alors le débiteur prisonnier chez lui (*addictus*), l'enchaînait avec des

2. *Quod tu mihi judicatus es sestertium decem millia, quæ dolo malo non solvesti, ob eam rem tibi sestertium decem millia judicati manum injicio.* — GAIUS, IV, 21.

courroies ou des fers aux pieds et le nourrissait pendant soixante jours avec une ration d'une livre de farine par jour, s'il ne pouvait subvenir lui-même à sa nourriture ; passé ce délai, faute de paiement, le créancier avait le choix ou de le tuer ou de le vendre comme esclave. En cas de pluralité de créanciers, ce droit de vie et de mort appartenait à tous et le débiteur était coupé en morceaux que l'on se partageait.

Ce châtiment est si barbare que plusieurs interprètes ont attribué à ce passage de la loi (*partis secanto*) le sens de partage des biens, mais cette interprétation douce n'est pas faite par Aulu-Gelle, Quintilien et Tertullien, qui pourtant constatent que le meurtre du débiteur ne fut jamais pratiqué¹.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le débiteur *addictus* était assimilé à un esclave et ne pouvait pas faire partie de l'armée. Il ne perdait ni ses noms (*prænomen*, *nomen* et *cognomen*), ni sa qualité de membre d'une tribu, ni la protection de la loi ; il est vrai que celle-ci lui était accordée dans une mesure plutôt restreinte si l'on en croit les récits de Tite-Live² qui attribue pour cause aux

1. AULU-GELLE, XX, 1, 39 à 53. — QUINTILIEN. *Inst. Orat.*, VII, III, 6. — TERTULLIEN. *Apol.*, cap., IV.

2. TITE-LIVE, II, 23.

séditions la vue sur le forum des débiteurs sanglants et demi-morts sous les coups de leurs créanciers.

Cette servitude était ordonnée par le magistrat, mais il arrivait souvent que le créancier ne faisait pas constater le défaut de paiement de son débiteur et s'emparait de sa personne sans aucun contrôle judiciaire. Ce droit était accordé au créancier qui avait contracté sous la forme solennelle du *nexum* avec l'emploi de la balance et de l'airain par un *libripens*, en présence de cinq citoyens romains. Ce contrat était considéré comme sacré, comme ayant un caractère religieux et politique ; aussi, le créancier se considérait-il comme investi d'un droit souverain sur le débiteur qui s'était rendu coupable en manquant à sa parole. Le *nexum* donnait droit à une exécution d'autorité privée par une délégation supposée de la puissance publique, conférée aux créanciers en vertu de cette forme solennelle du contrat. La *manus injectio* du créancier sur le débiteur avait tous les caractères d'une exécution émanant de l'autorité publique, comme après une *addictio*, elle consistait dans une incarcération.

Malgré cela, le statut personnel du débiteur (*nexus*) demeurait intact. Il conservait le droit de cité, le droit de service militaire, le droit de vote

dans les comices, il conservait également ses droits civils, mais sa liberté était restreinte par le créancier qui avait sur lui le *jus retinendi*. Le droit du créancier sur le débiteur consistait à le faire travailler à son profit, mais il ne s'étendait pas jusqu'à la faculté de le vendre comme esclave. Le but de cette procédure grossière était de dédommager le créancier au moyen du produit du travail du débiteur. Elle donna lieu à des abus car la plupart des créanciers considéraient leurs débiteurs non pas comme des hommes libres cherchant à éteindre leur dette par leur travail, mais comme des esclaves.

Le droit quiritaire faisait cependant bien une différence entre les deux catégories de débiteurs dont nous venons de voir la condition juridique : d'une part, l'*addictus* qui était livré au créancier par le magistrat était un esclave, d'autre part le *nexus* qui s'était livré lui-même au créancier, volontairement, en vertu de la nature de la dette qu'il avait contractée, n'était pas un esclave, mais un homme libre dont le créancier avait le droit d'exploiter le travail jusqu'à la parfaite libération de sa dette¹.

1. En ce sens : GIRAUD, *Des nexi*, p. 65. — Interprétation de la phrase suivante de Varro (*De lingua latina*) : « *Liber qui*

L'usage de mettre la main sur la personne du débiteur devint rare quand l'idée d'exécution sur les biens prit naissance, mais comme il était peu conforme aux idées romaines d'abolir la *manus injectio*, vieille institution du droit quiritaire, elle subsistait en principe.

Même dès le temps de la loi des Douze Tables, le débiteur n'était jamais mis à mort, car le créancier avait plus d'intérêt à le vendre comme esclave pour en toucher le prix. La contrainte du débiteur au travail fut abolie vers l'an 429 de Rome, par la loi Poetilia¹.

L'idée de gage sur les biens du débiteur faisant des progrès, un préteur modifia la procédure de l'*addictio* en laissant au magistrat le choix entre la mainmise sur la personne du débiteur ou l'envoi en possession de ses biens². En fait, l'envoi en possession était seul pratiqué et emportait desaisissement complet du débiteur; les créanciers acquéraient, non pas la propriété des biens du

suas operas in servitutem pro pecunia quam debebat dum solveret nexus vocatur, ut ob ære obæratum. »

1. En sens contraire : VAINBERG. *La faillite d'après le droit romain*, p. 89. D'après cet auteur, la loi Poetilia a défendu les moyens violents de correction, tels que les chaînes, mais n'a pas interdit l'emprisonnement et à plus forte raison le *nexum operarum*.

2. Publius Rutilius en l'an 586 de Rome.

débiteur, mais leur administration qui était confiée à un curateur, le *magister bonorum*, syndic provisoire nommé par le magistrat d'après leur avis¹. Son rôle était de procéder à l'adjudication des biens en bloc à un seul adjudicataire, aux formalités de la *bonorum venditio*.

Le progrès réalisé par cette institution était très important, car la mainmise sur la personne était plutôt une vengeance qu'un moyen d'obtenir un paiement ; la *bonorum venditio* attribuait les biens du débiteur à l'acquéreur offrant le plus gros dividende. Après cette vente, le débiteur encourait l'infamie², peine assez sévère pour un honnête homme dont l'insolvabilité ne résultait que d'événements imprévus et indépendants de sa volonté.

La distinction entre la bonne et la mauvaise foi avait échappé au droit prétorien, mais les constitutions impériales consacrèrent un usage établi à une époque incertaine, probablement sous Jules César, qui consistait dans l'abandon volontaire des biens par le débiteur. Grâce à cette cession de biens, il échappait à l'emprisonnement et son

1. GAIUS, III, 79, et *Digeste*, XLII, VII. *De curat. bon. dand.*
Lod. 2.

2. GAIUS, II, 154.

existimatio demeurait intacte ¹. La cession de biens était refusée aux débiteurs de mauvaise foi, qui, eux, étaient emprisonnés et encouraient l'infamie ; on assimilait même aux débiteurs de mauvaise foi ceux qui dissimulaient une partie de leur patrimoine au lieu de l'abandonner intégralement à leurs créanciers.

Les débiteurs avaient un autre moyen d'échapper à l'infamie, c'était de faire procéder à la *distractio bonorum*, c'est-à-dire à la vente de leurs biens en détail, plus favorable aux créanciers que la *venditio bonorum* qu'elle remplaça ². Enfin, quand un citoyen romain laissait une succession obérée, la vente des biens de cette succession par ses créanciers était infamante pour sa mémoire. Pour éviter ce déshonneur, il était d'usage d'insti-

1. Code, livre II, titre XII, § 11. *Ex quibus causis infamia irrogatur*. Livre VII, titre LXXI. *Qui bonis cedere possunt*. Constitution 8 de Justinien.

2 M. VAINBERT (*La faillite d'après le droit romain*, p. 291), croit que la *distractio bonorum* fut créée par un senatus-consulte de date antérieure à Trajan, en faveur des *personæ claræ*, c'est-à-dire des sénateurs devenus insolubles, puis se généralisa et fut admise pour tout le monde. L'époque de la disparition de la *venditio bonorum* est incertaine, mais il est probable que ce système de vente en bloc à un seul acquéreur fut remplacé définitivement par la vente en détail au moment où la procédure formulaire ne fut plus employée, c'est-à-dire sous Dioclétien (294). En ce sens également, ORTOLAN, *Législation romaine*, III, 584.

tuer héritier son esclave, en l'affranchissant par testament, et c'est cet esclave qui encourait lui-même l'infamie puisqu'il devenait héritier nécessaire et, par suite, était considéré comme continuant la personne du défunt.

L'infamie consistait en une exclusion du débiteur de certains droits et de certaines prérogatives. Tout d'abord il était privé du *jus suffragii*, ou droit de participer aux comices¹, et du *jus honorum*, c'est-à-dire des distinctions et des prérogatives ; par exemple, du droit d'assister au spectacle à une place privilégiée. Le débiteur frappé d'infamie était exclu de la magistrature et de l'armée. Il ne pouvait ni recevoir ni donner une *procuratio ad litem*, c'est-à-dire céder ou acheter une créance. Il était privé du *jus accusandi*, c'est-à-dire du droit d'exercer une action publique, sauf pour venger une injure personnelle ou la mort de l'un des siens.

Toutes ces déchéances étaient perpétuelles et le débiteur ne pouvait y échapper que par la *restitutio in integrum* qui ne pouvait être accordée que par le Sénat ou l'Empereur². En principe, aucune condition n'était exigée pour la réhabilita-

1. TITE-LIVE, VII. 2.

2. ACCARIAS. *Traité de droit romain*, II, n° 976.

tion, mais, en fait, certains usages furent établis et strictement observés. On exigeait un délai entre la condamnation et la demande de *restitutio*, délai de dix jours sous le règne de Tibère et de trente jours sous Théodose et Valentinien⁴. Comme le débiteur encourait de plein droit l'infamie le jour où l'on procédait à la vente de ses biens, il est probable que ce jour-là était le point de départ du délai. Cette réhabilitation était d'ailleurs laissée à l'appréciation de l'Empereur, qui l'accordait ou la refusait suivant son bon plaisir.

SECTION II. — Ancien droit.

Les Romains, sans faire de distinction entre les commerçants et les non commerçants, avaient posé le principe de la répression du défaut de paiement et de la protection des créanciers ; c'est ce principe que les législations modernes ont adopté, mais en le conformant aux exigences du progrès de la civilisation et du développement commercial.

En France, comme en Italie, ce principe a reçu

1. Code. *De pœnis*, loi 20.

des applications diverses dont nous allons essayer de retracer rapidement la succession chronologique.

Tout d'abord, dans l'ancienne Gaule, la répression de l'insolvabilité était la même qu'à Rome; l'exécution sur la personne était usitée et, comme à Rome, le débiteur travaillait pour le compte de son créancier jusqu'à parfaite libération. La servitude pour dettes était encore admise à l'époque féodale et subsista jusqu'à saint Louis (ordonnance de 1270). Le débiteur pouvait l'éviter en abandonnant ses biens à ses créanciers¹, mais, au lieu d'un châtiment corporel, on lui faisait subir un châtiment moral qui consistait à le faire remarquer par un signe extérieur. Les commentateurs des ordonnances royales rapportent, en effet, plusieurs arrêts, dont le plus ancien est du 26 juin 1582, contenant la condamnation du débiteur à être constamment coiffé d'un bonnet vert fourni par le créancier et l'autorisation donnée à ce dernier de l'emprisonner s'il le rencontrait sans cette coiffure².

1. BEAUMANOIR. *Coutumes de Beauvoisis*, chap. LIV, n° 6.

2. GUÉNOIS: *La grande conférence des Ordonnances*. — Arrêt de 1582, rapporté en note sous l'art. 4 de l'ordonnance de François I^{er} de 1536, punissant les banqueroutiers, p. 767 et 768. — SAVARY : *Le parfait Négociant*. II^e partie, livre IV, chap. IV. Même arrêt cité p. 378. — JOUSSE : *Commentaire sur l'ordonnance du Commerce de 1673*, p. 245.

D'autres signes extérieurs étaient imposés aux insolvable qui avaient fait cession de biens, notamment l'obligation de ne pas porter de ceinture¹.

Ces usages s'appliquaient aussi bien aux non commerçants qu'aux commerçants, et les commentateurs signalent un châtiment spécial infligé aux banqueroutiers frauduleux avant de les emmener aux galères²; on les donnait en spectacle au peuple en les conduisant par les rues de la ville, pieds nus, en chemise, la corde au cou, une torche à la main, et sur le dos un écriteau où on lisait ces mots : *Banqueroutier frauduleux*³.

Il est probable que ces marques d'insolvabilité étaient trop humiliantes, car Louis XIII les supprima par son ordonnance de 1629, en faveur de ceux

1. « Il fallait, » dit Savary, « que celui qui faisait cession de biens ôtât la ceinture que l'on portait en ce temps-là sur le pourpoint, ce qui marquait une infamie particulière ». SAVARY, II^e partie, livre IV, chap. iv, p. 377.

2. La peine de mort fut édictée contre les banqueroutiers frauduleux par plusieurs ordonnances : Charles IX, en 1560; Henri III, en 1579; Henri IV, en 1609; Louis XIII, en 1629; Louis XIV, en 1673 (ordonnance du Commerce, art. 12). — Toutes ces ordonnances citées par Savary (II^e partie, livre IV, chap^e III, p. 366 et 367) prouvent, par leurs termes mêmes, que leurs prescriptions atteignaient tous les débiteurs : « Marchands, marchandes et autres detteurs, de quelque condition ou qualité qu'ils soient ».

3. GUÉNOIS. *Loc. cit.* Note sous l'ordonnance de François I^{er} de 1536.

qui, sans leur faute, avaient été obligés de faire cession de biens ; malgré cela, les commentateurs, notamment Savary¹, croient que les débiteurs qui avaient fait cession de biens étaient déshonorés et ne pouvaient être élus à aucune fonction. Cette assertion nous paraît peu fondée, car l'exclusion des emplois et fonctions honorifiques n'apparaît en termes formels que dans l'ordonnance de 1673. Avant elle, aucun texte ne prononçait cette exclusion, et il faut interpréter cette opinion de Savary en ce sens qu'en fait aucun insolvable ayant fait cession de biens n'était élu à une fonction, parce qu'on le dédaignait.

L'ordonnance de 1673 ne visait, d'ailleurs, dans son exclusion des charges et fonctions, que les débiteurs qui avaient obtenu des Lettres de répit ou des Lettres de défenses générales. Ces Lettres de répit étaient des délais accordés au débiteur pour lui éviter non seulement la contrainte par corps, mais encore l'abandon de ses biens².

Avant l'ordonnance de 1673, le règlement de la place du Change de Lyon du 2 juin 1667 avait

1. *Le parfait Négociant*. II^e partie, livre IV, chap. III, p. 351, et chap. IV, p. 379.

2. POTHIER : *Traité de la procédure civile*. V^e partie, chap. III, p. 345. Edition Buguet.

interdit l'entrée de la loge du Change à ceux qui avaient obtenu des Lettres de répit; mais c'était la seule exclusion qui les frappait. L'exclusion générale ne fut formulée que par l'article 5 du titre IX de l'ordonnance de 1673. — « Voulons », disait cet article, « que ceux qui auront obtenu des Lettres de répit ou des Défenses générales ne puissent être élus maires ou échevins des villes, juges ou consuls des marchands, ni auront voix active ou passive dans les corps et communautés, ni être administrateurs des hôpitaux, ni parvenir aux autres fonctions et même qu'ils en soient exclus en cas qu'ils fussent actuellement en charge ».

Savary, qui a rédigé cette ordonnance, justifie ces ordonnances par cinq raisons¹ : la première, c'est que, la plupart du temps, les commerçants demandent des Lettres de répit pour échapper aux violences de leurs créanciers et non pour leur éviter une perte; la seconde, c'est que ces débiteurs-là ne sont pas dignes de l'estime publique, puisqu'ils font subir une perte à leurs créanciers, qui leur consentent une remise partielle de leurs dettes; la troisième, c'est que le commerce repose sur la bonne foi et que le failli doit être présumé de mau-

1 SAVARY : *Le parfait négociant*, II^e partie, livre IV, chap. 1^{er}.

vaise foi; la quatrième, c'est que cette rigueur de l'ordonnance est une mesure préventive contre la négligence des commerçants; la cinquième, c'est que les fonctions énumérées par l'article 5 exigent de ceux qui les remplissent une probité que l'on ne peut pas trouver, la plupart du temps, chez un commerçant qui n'a pas satisfait à ses engagements.

Toutes ces raisons prouvent que le rédacteur de l'ordonnance a voulu frapper de déchéances les commerçants seuls¹.

C'est d'ailleurs ce que Toubeau lui reproche², car il considère les non commerçants endettés comme plus coupables que les commerçants. Toubeau fait observer d'abord que « la véritable raison qu'ils ont d'être obligés de recourir au Répit n'est que d'avoir dépensé leur bien dans l'oisiveté, en chevaux, en bonne chère, à régaler leurs voisins et leurs amis ».

C'est une critique des mœurs de la noblesse, mais Toubeau fait remarquer, en outre, que les raisons invoquées par Savary pour restreindre les

1. L'article 1^{er} du titre IX de l'ordonnance ne fait allusion qu'aux commerçants, ce qui laisse à supposer que les articles ne visent que les commerçants.

2. TOUBEAU : *Institutes de Droit consulaires*, livre II, titre X, chap. v.

déchéances aux commerçants n'ont pas de valeur. D'après Savary, en effet, un commerçant doit être plus puni qu'un non commerçant, parce que le premier a une fortune mobilière qu'il peut dilapider à son gré, au détriment de ses créanciers, tandis que le second a une fortune immobilière qui est une garantie inébranlable. Toubeau pense, au contraire, qu'on devrait se montrer plus sévère pour un non commerçant et le considérer comme banqueroutier frauduleux.

« Un marchand ruiné par malheur, dit-il, est aussi digne de compassion qu'un autre est blâmable d'obtenir des Lettres de répit après avoir, par une espèce de stellionat, emprunté de diverses personnes cinquante mille francs, plus ou moins, sur des héritages ou sur des charges qui n'en valent quelquefois pas le quart, sans avoir souffert de pertes auxquelles ils ne sont point aussi exposés comme sont les marchands par les cas fortuits et les pertes qu'ils font par le moyen de prêts..... C'est aussi sans doute infiniment plus tromper le public d'emprunter sur de simples apparences, donnant pour assurances un héritage, une charge qui doit déjà cent fois plus qu'elle ne vaut et la concession des Lettres de répit de ces sortes de dettes n'est point si légitime que de les accorder à un pauvre marchand qui, par malheur

et par accident, a perdu, souvent tout d'un coup, cent fois plus qu'il ne devait..... Il y aurait aussi peu de décence de voir un officier qui aura ainsi obtenu des Lettres de répit à la tête d'une compagnie et un gentilhomme ou un bourgeois qui aurait fait la même chose faire des fonctions de maires et échevins qu'un marchand qui par malheur aura été obligé de faire comme eux ».

Cette belle page de Toubeau prouve surabondamment que les déchéances édictées par l'art. 5 du titre IX de l'ordonnance ne visaient que les commerçants. Les vœux de ce commentateur ne tardèrent d'ailleurs pas à se réaliser, car la Déclaration du 23 décembre 1699 vient par son article 9 les généraliser et les appliquer à tous les débiteurs ayant obtenu des Lettres de répit¹.

L'ordonnance de 1673, spéciale au commerce, avait édicté des règles particulières aux Lettres de répit accordées au commerçants, mais elle n'avait apporté aucun changement à la législation antérieure relative aux Lettres de répit accordées aux non commerçants ; ceux-ci pouvaient donc en

1. Article 9 de la Déclaration du 23 décembre 1699 : « Vou-
lons que les articles 2, 4 et 5 du titre IX de notre ordonnance
du mois de mars 1673 aient lieu et soient observés par tous
ceux qui obtiendront des Lettres de répit, soit qu'ils soient
négociants, banquiers ou de quelque profession qu'ils puissent
être ».

obtenir comme par le passé. La précision des articles 1 à 5 du titre IX de cette ordonnance ne laisse aucun doute sur ce point.

Il n'en est pas de même du titre XI de cette même ordonnance qui organise la procédure de faillite. Les expressions employées dans ce titre sont si vagues qu'on s'est demandé si cette procédure ne s'appliquait pas aussi bien aux débiteurs non commerçants qu'aux commerçants. C'est une notion assez délicate à dégager de l'obscurité de ces textes et une solution indiscutable est difficile à trouver.

« L'article premier est en effet très général dans la définition qu'il donne de la faillite : « La faillite ou banqueroute sera réputée ouverte du jour que le débiteur se sera retiré ou que le scellé aura été apposé sur ses biens ».

De quel débiteur s'agit-il ? D'un commerçant ou d'un non commerçant ?

Jousse, dans son commentaire de cet article, pense qu'il s'agit aussi bien des non commerçants que des commerçants. Voici, en effet, comment il définit la faillite :

« La faillite se fait lorsqu'un négociant, banquier ou autre, manque à payer ses dettes et à satisfaire à ses engagements¹ ».

1. JOUSSE : *Commentaire sur l'ordonnance de 1673*, p. 248.

Ce n'est d'ailleurs pas la généralité des termes de l'article 1^{er} du titre XI de l'ordonnance de 1673 qui, à notre avis, est une preuve de l'application de la faillite aux non commerçants. Nous en voyons une beaucoup plus forte dans les articles 2 et 3 du même titre. Eu effet, l'article 2 est ainsi conçu :

« *Ceux qui auront fait faillite seront tenus de donner à leurs créanciers un état certifié d'eux de tout ce qu'ils possèdent et de tout ce qu'ils doivent* ».

L'article 3 ajoute :

« *Les négociants, marchands et banquiers seront encore tenus de représenter tous leurs livres et registres cotés et paraphés en la forme prescrite par les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du titre III ci-dessus, pour être remis au greffe des juges et consuls, s'il y en a, sinon de l'hôtel commun des villes ou ès-mains des créanciers, à leur choix* ».

Il nous semble que l'article 2 vise l'hypothèse de la faillite d'un non commerçant et que l'article 3 vise celle de la faillite d'un commerçant. Le non commerçant tombé en faillite doit présenter à ses créanciers un état de son actif et de son passif et le commerçant doit présenter, outre cet état (argument du mot « encore »), tous ses livres et tous ses registres cotés et paraphés.

La même antithèse du commerçant et du non

commerçant est faite par les articles 10 et 11 du même titre de l'ordonnance. Ces articles sont relatifs à la banqueroute frauduleuse et l'un définit la banqueroute du non commerçant aussi bien que du commerçant, tandis que l'autre est spécial à la banqueroute du commerçant. Voici ces textes :

Article 10 : « Déclarons banqueroutiers frauduleux *ceux* qui auront diverti leurs effets, supposé des créanciers ou déclaré plus qu'il n'était dû aux véritables créanciers ».

Article 11 : « *Les négociants et les marchands* tant en gros qu'en détail et les banquiers qui, lors de leurs faillites, ne représenteront pas leurs registres et journaux signés et paraphés, comme nous avons ordonné ci-dessus, pourront être réputés banqueroutiers frauduleux ».

Un autre commentateur de cette ordonnance, Bornier, semble considérer la faillite comme restreinte aux commerçants, à en juger par la définition qu'il en donne :

« La faillite », dit Bornier, « est quand *un négociant* n'a pas payé à l'échéance les lettres de change qu'il a acceptées¹ ».

Dans tous ses commentaires des autres articles,

1. BORNIER : *Conférences des nouvelles ordonnances de Louis XIV.*

Bornier n'emploie que l'expression de « marchands » ou « négociants ».

Toubeau donne une définition générale et vague : « Un failli est *celui* qui ne peut pas payer ponctuellement dans le temps à cause des accidents qui lui sont arrivés ¹ ».

Les commentaires de l'ordonnance n'apportent donc pas une preuve incontestable, car les uns emploient l'expression précise de « marchands » et les autres l'expression vague de « débiteurs ».

Quoiqu'il en soit, il y a un fait certain, et c'est celui qui nous intéresse le plus, c'est que tous les débiteurs insolubles, sans exception, étaient frappés de déchéances en 1699. Plus tard, d'autres déchéances, d'ordre plutôt commercial, vinrent encore les frapper.

L'arrêt du Conseil du 24 septembre 1724 établissant une Bourse à Paris, interdisait la profession d'agent de change à ceux qui « avaient obtenu des Lettres de répit, fait faillite ou contrat d'attribution. » Un autre arrêt du Conseil du 21 février 1866 excluait de la Bourse tous les « marchands, négociants, financiers, bourgeois et autres personnes, de quelque qualité et condition qu'ils

1. TOUBEAU, livre II, titre XII, chap. v.

soient, qui auront obtenu des Lettres de répit, fait faillite ou contrat d'atermoïement ».

Savary n'avait pas voulu mentionner dans l'ordonnance de 1673 les moyens de se faire relever de ces déchéances, parce qu'à son avis « il ne se fait point de semblables dispositions dans les ordonnances, elles ne serviraient que pour éluder et éviter la rigueur de la loi ». Il était cependant loin de considérer la réhabilitation comme inutile. « Un négociant, » dit-il, « voyant sa réputation perdue pour jamais, sans espérance d'être réhabilitée en sa bonne renommée, pourrait prendre des résolutions de ne jamais payer ses créanciers¹ ». La réhabilitation existait à cette époque, malgré le silence de la grande ordonnance commerciale, et la condition exigée pour l'obtenir était le paiement intégral de toutes les dettes. « C'est là le seul moyen », dit Savary, « pour être réhabilités en leur réputation et bonne renommée, parce qu'en rendant et restituant à leurs créanciers ce qu'ils leur ont fait perdre, cela marque qu'ils sont gens de bonne foi² ».

1. SAVARY, II^e partie, livre IV.

2. SAVARY, II^e partie, livre IV, chapitre v, p. 379. Plus loin, p. 381, Savary dit que le roi n'accorde jamais de Lettres de réhabilitation qu'à cette condition.

La réhabilitation était accordée par le roi après le paiement intégral des dettes prouvé par quittances. Savary donne des indications sur la procédure à suivre et fait remarquer que la réhabilitation n'était accordée qu'à ceux qui « par les pertes et disgrâces qui leur étaient arrivées tombaient en pauvreté ». Il fallait indiquer dans sa demande comment *la faillite* était survenue et justifier du paiement intégral des dettes. La Lettre de réhabilitation mentionnait sommairement les circonstances de la faillite et se terminait par la formule de réhabilitation proprement dite¹. Le débiteur qui avait obtenu une Lettre de réhabilitation la faisait enregistrer par le Parlement en produisant encore une fois ses quittances ; le paie-

1. « Voulant favorablement traiter l'exposant, de notre grâce
« spéciale, pleine puissance et autorité royale, Nous l'avons
« relevé et dispensé, relevons et dispensons par ces présen-
« tes de la rigueur portée par notre ordonnance du mois de
« mars 1673 et icelui remis, restitué et rétabli, remettons, res-
« tituons et rétablissons en sa bonne réputation et renommée,
« commerce et trafic, sans qu'à l'avenir il lui puisse rester
« aucune note d'infamie, ni reproche en aucun acte, tant en
« jugement que dehors, que nous avons levé et ôté, et fait
« défense à toutes personnes de lui méfaire ni médire en sa
« personne et biens, pour raison de ce, à peine de trois mille
« livres d'amende, dépens, dommages et intérêts, pourvu tou-
« tefois qu'il ait entièrement satisfait et payé ses créanciers
« ainsi qu'il nous a exposé. » Savary, II^e partie, chapitre v,
livre IV.

ment intégral des dettes était donc bien contrôlé¹. Après l'enregistrement, l'arrêt du Parlement était affiché sur la place du marché.

Cette procédure fut usitée jusqu'en 1789.

SECTION III. — Droit intermédiaire.

Dans la période du droit intermédiaire, le débiteur insolvable est toujours l'objet de la méfiance publique et le législateur a surtout cherché à l'écarter de la vie politique. Il a suivi la tradition, mais il en a augmenté encore la rigueur. C'est ainsi qu'on voit, en 1789, Mirabeau proposer à l'Assemblée constituante d'exclure de toutes fonctions publiques non seulement les débiteurs insolvable, mais encore leurs enfants, s'ils ne payent pas les dettes de leur père après sa mort, et Barnave répondre à cette proposition : « Cette loi est une loi de commerce, une loi d'argent qui ne peut regarder que des négociants, mais qui n'a pas en vue l'agriculture qui doit être l'objet principal d'une nation agricole. En outre, l'article

1. V. la procédure d'entérinement des Lettres de réhabilitation dans SAVARY, *loc. cit.*

milite contre les droits de l'homme. N'est-ce pas un principe constitutionnel qu'on ne peut être puni des fautes d'autrui ? Les fautes ne sont-elles pas personnelles ? ¹ » L'Assemblée constituante consacra les vues de Mirabeau dans les articles 5, 6 et 7 de la loi du 22 décembre 1789 (titre XVIII de la Constitution de 1791) ².

Les non-commerçants insolvable aussi bien que les commerçants étaient privés de l'électorat et de l'éligibilité. Cette exclusion des droits politiques s'étendait aux enfants qui refusaient de payer les dettes paternelles dans l'intention de frustrer les créanciers, mais elle ne s'appliquait

1. Séance du 28 octobre 1789. V. thèse de M. BABAUD-LACROZE : *La capacité politique des commerçants*. Paris 1900, page 34.

2. « Art. 5. — Aucun banqueroutier, failli ou débiteur insolvable ne pourra être admis dans les assemblées primaires, ni devenir ou rester membre, soit de l'Assemblée nationale, soit des assemblées administratives, soit des municipalités ».

« Art. 6. — Il en sera de même des enfants qui auront reçu et qui retiendront, à quelque titre que ce soit, une portion des biens de leur père mort insolvable, sans payer leur part virile de ses dettes ; excepté seulement les enfants mariés qui auront reçu des dots avant la faillite de leur père ou avant son insolvabilité entièrement connue ».

« Art. 7. — Ceux qui, étant dans l'un des cas d'exclusion ci-dessus, feront cesser la cause de cette exclusion en payant leurs créanciers ou en acquittant leur portion virile des dettes de leur père, rentreront dans les droits du citoyen actif, pourront être électeurs et seront éligibles s'ils réunissent les conditions prescrites ».

pas aux enfants dotés par leur père avant sa faillite ou sa déconfiture ; c'était là une faveur que la Constituante avait voulu faire au mariage. Le débiteur payait-il intégralement ses dettes, il recouvrait immédiatement ses droits de « citoyen actif », il se réhabilitait lui-même en désintéressant complètement ses créanciers.

Au cours de la discussion de la loi, on avait fait observer que le débiteur pourrait très facilement présenter un acquit de ses créanciers, sans pour cela les avoir désintéressés intégralement, car ceux-ci aimeraient mieux donner décharge entière, pour toucher une partie de leur créance, que de ne rien recevoir. On avait alors proposé d'exiger l'acte public de réhabilitation, mais on trouva que la loi était assez sévère par l'exclusion de la vie politique et que le seul fait de payer ses dettes était suffisant pour faire cesser cette exclusion.

Tel était le système du Code administratif en 1790, système que l'on retrouve dans la Constitution de l'an III, mais appliqué seulement aux commerçants et à leurs héritiers. « L'exercice des « droits de citoyen est suspendu », dit l'article 13 de la Constitution de l'an III, « par l'état de *débit* « *teur failli* ou d'héritier immédiat détenteur à « titre gratuit de tout ou partie de la succession « d'un failli. » Ce texte ne visant que les faillis,

prouve que c'est à cette époque seulement qu'on a voulu frapper de déchéances spéciales les commerçants insolubles. La Constitution du 22 frimaire, an VIII, reproduit la même disposition (article 5). La suspension des droits politiques était attachée à l'état de failli et, dès que cet état cessait à raison du paiement des créanciers, aucune autorité n'avait à intervenir pour rétablir l'état antérieur du commerçant, la réhabilitation s'opérait de plein droit.

SECTION IV. — Rédaction du Code de commerce.

Le projet de loi sur les faillites et banqueroutes, présenté au Conseil d'Etat le 24 février 1807 et au Corps législatif le 3 septembre, fut adopté par cette assemblée le 12 septembre et promulgué le 28 septembre 1807.

La nécessité d'une législation sur les faillites se faisait sérieusement sentir à cette époque et, à en croire le rapporteur du projet de loi, c'est cette nécessité qui aurait déterminé le législateur de 1807 à rédiger un Code de commerce. En effet, le point faible auquel il fallait remédier était la facilité laissée au commerçant insoluble de sous-

traire ses biens au gage de ses créanciers, et la base de la législation nouvelle était précisément l'expropriation du failli ou plutôt l'administration des biens du failli par un curateur. La faillite était considérée comme une flétrissure et le *Tribunat*, lors de l'examen du projet de loi, pensa qu'il serait juste de maintenir l'usage établi par les grandes places de commerce françaises de refuser l'entrée de la Bourse aux faillis non réhabilités¹.

Sa proposition fut acceptée par le Corps législatif le 12 septembre après le discours de Fréville, qui la considérait comme indispensable. « Ainsi « le veulent », disait-il, « le respect pour la propriété, les mœurs antiques du commerce et l'intérêt de la réhabilitation ». En ce qui concerne les moyens à accorder aux commerçants pour recouvrer les droits que la faillite leur avait arrachés, le législateur de 1807 considérait le paiement intégral des dettes comme insuffisant, en ce sens que le fait par le failli de représenter une quittance ne prouve pas forcément que le créancier a été totalement désintéressé. La crainte de tout perdre peut faire consentir à un paiement partiel. La réhabilitation de plein droit devait donc être écar-

1. *Tribunat*, 10 juin 1807. LOCRE, *Législation commerciale*, tome XIX, p. 457.

tée pour cette raison d'abord, et pour une autre raison exposée par Bigot-Préameneu au Conseil d'Etat, c'est que la réhabilitation devait être solennelle.

Dans le premier projet¹ présenté, on proposait de faire prononcer la réhabilitation par le Tribunal de commerce, sur la justification des quittances. Treilhard et Defermon s'élevèrent contre cette proposition en refusant d'ajouter foi aux quittances pures et simples présentées par le failli, qui, par elles-mêmes, simulent la plupart du temps un paiement intégral : un débat contradictoire entre le failli et ses créanciers leur semblait préférable. Le Conseil d'Etat reconnaissait l'insuffisance du mode proposé, mais il ne savait à qui confier la vérification du paiement intégral. Les avis étaient partagés : les uns l'attribuaient aux tribunaux ordinaires, sous prétexte que la réhabilitation tenait à l'état civil, les autres l'attribuaient aux cours d'appel, d'autres l'attribuaient à l'Empereur, d'autres au Conseil d'Etat pour qu'elle soit prononcée avec plus de solennité.

Le second projet avait attribué le pouvoir de réhabilitation à l'Empereur². Le postulant devait

1. V. le texte de ce projet dans LOCRÉ. XIX, p. 350.

2. Texte dans LOCRÉ. XIX, p. 367.

fournir les quittances et autres pièces justificatives du paiement intégral de ses dettes. Sa demande devait être examinée par le Ministre de la Justice, qui devait la communiquer au procureur général de la Cour d'appel de son domicile ; le procureur général, à son tour, devait communiquer cette demande au procureur et au président du Tribunal de commerce de son arrondissement pour recueillir des renseignements sur la réalité des paiements et faire afficher une copie pendant trois mois au Tribunal, à la Bourse et à la maison commune, temps pendant lequel les créanciers non désintéressés pourraient former opposition à la réhabilitation. Les trois mois expirés, le procureur et le président du Tribunal de commerce devaient envoyer au procureur général un rapport sur les paiements et les oppositions, ainsi que sur la conduite du failli. Le procureur général devait transmettre cette enquête au Ministre de la Justice avec son avis, et le Conseil d'Etat devait être le juge en dernier ressort. On était déjà loin de la réhabilitation instantanée du droit intermédiaire, mais le Conseil d'Etat refusa sa compétence en cette matière et préféra la voir attribuer aux Cours d'appel. Sur ce point encore, les avis étaient partagés : les uns voulaient que la décision de la Cour d'appel fût approuvée par l'Empereur, après être passée sous

les yeux du Ministre de la Justice chargé de donner son avis sur les oppositions; d'autres n'admettaient pas l'intervention de l'Empereur en matière de réhabilitation, qui est un acte de justice et non une grâce. C'est cette dernière opinion, émise par Bigot-Préameneu, que le Conseil d'Etat adopta, et il pensa que la Cour d'appel était la juridiction la plus apte à prononcer la réhabilitation, car elle réunissait toutes les conditions de publicité et de solennité désirables. La compétence resta donc aux Cours d'appel dans le texte définitif (art. 604 du Code de 1807) et la procédure du projet fut adoptée, sauf la transmission de l'enquête au Ministre de la Justice dont l'intervention ne se comprenait plus dans le système admis. Le droit, pour les créanciers, de faire opposition à la réhabilitation, avait soulevé des objections de la part d'un partisan de l'intervention de l'Empereur, Régnaud. D'après lui, si on confiait aux tribunaux le soin de réhabiliter les faillis, aucune opposition ne serait formée, car les créanciers seraient obligés de plaider dans une affaire où leur débiteur seul serait intéressé. Il proposait alors de remplacer les oppositions par une procédure qui dispenserait les créanciers de se mettre en cause; ceux-ci remettraient tout simplement une copie de leur titre au procureur général qui prendrait des ren-

seignements et agirait en conséquence. C'est ce qui explique que l'article du projet, qui permettait aux créanciers non payés de former tierce opposition au jugement de réhabilitation, fut remplacé, dans la rédaction définitive, par un texte qui exclut les opposants de la procédure et leur permet seulement de déposer au greffe un acte d'opposition, appuyé de pièces justificatives (art. 608 du Code de 1807), dans le délai de deux mois impartis pour l'affiche de la demande en réhabilitation.

En ce qui concerne les exclusions absolues de la réhabilitation, le projet en avait frappé les étrangers, mais le texte définitif ne les mentionne pas. Le législateur de 1807 avait exclu également les débiteurs que le Tribunal de commerce n'aurait pas déclarés excusables et susceptibles d'être réhabilités, soit en homologuant le concordat, soit après l'union (anciens articles 526 et 531). Il avait exclu, enfin, tous les individus se trouvant dans les cas énumérés par l'article 612.

Telle fut l'œuvre du législateur de 1807. Son but était de rendre la réhabilitation du failli publique, solennelle, sans pour cela la rendre difficile. Un juste milieu était nécessaire, car si la réhabilitation avait été trop facile, le failli « aurait dédaigné « une réhabilitation qui n'aurait été qu'une vaine

« formalité¹ ». Le législateur de 1807 pensa toucher l'amour-propre du commerçant dans l'intérêt de ses créanciers. La preuve en est dans les paroles que Fréville prononça au Corps législatif le jour même de l'adoption du projet : « Il se sera
« montré ardent à désirer et glorieux d'obtenir
« une réhabilitation dont le prix est rehaussé par
« chacune des conditions qui doivent la précéder ;
« alors, le commerçant estimable reprendra hono-
« rablement sa place parmi ses égaux. Je me
« trompe, messieurs : un juste respect rompt
« l'égalité en faveur de celui dont la probité a
« passé au creuset de l'adversité. »

Voilà quel fut le développement du principe de la fidélité aux engagements et quels moyens on employa successivement pour le faire respecter. Nous allons étudier maintenant comment ce grand principe est protégé par notre législation actuelle. La méthode de protection est la même : d'une part, le débiteur est frappé de déchéance, et d'autre part certains moyens sont mis à sa disposition pour y échapper. Examinons donc d'abord ces déchéances, nous étudierons ensuite la marche à suivre pour les effacer.

1. Fréville. Discours au Corps Législatif du 12 septembre 1807. LOCRÉ, XIX, p. 581.

CHAPITRE II

EFFETS DE LA FAILLITE SUR LA PERSONNE DU DÉBITEUR

Les droits dont jouissent les commerçants peuvent se répartir en quatre groupes : droits civils, droits politiques, droits commerciaux, droits honorifiques. Pour étudier les changements apportés à ces droits par la faillite, nous examinerons séparément chacun de ces groupes. En dernier lieu, nous examinerons la situation spéciale du commerçant qui a bénéficié de la liquidation judiciaire.

SECTION PREMIÈRE. — Droits civils.

Avant d'entrer dans l'examen détaillé des changements apportés par la faillite aux droits des commerçants dont un tribunal de commerce a constaté la cessation des paiements, remarquons d'abord que ces changements ne peuvent se produire que par la volonté de la loi, formellement

exprimée dans un texte précis. Les changements que nous allons étudier sont en effet des déchéances, des peines qui ne peuvent exister sans un texte. Le commerçant déclaré en faillite ne peut donc pas être privé des droits qu'une loi ne lui a pas interdit d'exercer. C'est ce principe que certains auteurs ont méconnu et, par l'interprétation d'un texte dans lequel il n'est pas question de commerçants tombés en faillite, ils ont décidé que tous les commerçants auxquels pareille chose arriverait seraient exclus d'une façon absolue de la tutelle et du conseil de famille. Le texte ainsi interprété est l'article 444 du Code civil : « Sont « exclus de la tutelle et même destituables s'ils « sont en exercice : 1^o les gens d'une inconduite « notoire ; 2^o ceux dont la gestion attesterait « l'incapacité ou l'infidélité. » On prétend faire application aux faillis du deuxième alinéa de ce texte, sous prétexte qu'un commerçant qui a fait faillite ne peut pas avoir les capacités nécessaires pour exercer la tutelle ni prendre part aux délibérations d'un conseil de famille¹.

Nous croyons d'abord que la faillite ne fait pas nécessairement présumer le défaut complet d'ap-

1. En ce sens : BOULAY-PATY, *Traité des faillites et banqueroutes*, t. I, n^o 69. — TOULLIER, *Droit civil*, t. II, n^o 1164.

titude du commerçant à exercer une tutelle, nous pensons de plus qu'il est trop rigoureux de généraliser et qu'il serait plus équitable d'apprécier la capacité personnelle du failli avant de l'exclure. C'est là l'opinion de plusieurs arrêts¹ que Demolombe adopte en ces termes : « La faillite n'est pas une cause d'incapacité légale et nécessaire ; elle ne peut produire l'exclusion ou la destitution que parce qu'elle serait une preuve d'incapacité, et, dès lors, c'est au conseil de famille et aux magistrats qu'il appartient d'apprécier cette preuve. Sans doute, le plus souvent, cette preuve leur paraîtra tout acquise par le jugement déclaratif de faillite, et ils croiront qu'il est prudent de ne pas laisser ou de ne pas confier la gestion de la tutelle à un failli. Mais il ne serait pas non plus assurément impossible que ce failli fût un honnête homme, un homme même capable, que des événements de force majeure, des troubles politiques ou d'autres faillites eussent renversé, et que l'on pensât qu'il convient de lui laisser la tutelle de ses enfants². » D'ailleurs, l'exclusion de la tutelle

1. Toulouse, 18 mai 1832. — SIREY, 1832, 2, 470. — Aix, 7 janvier 1868. — SIREY, 69, 2, 141. — Besançon, 31 août 1870. — DALLOZ, 1871, 2, 50.

2. DEMOLOMBE, tome VII : *Traité de la minorité*, I, p. 289, n° 492.

et du conseil de famille figure parmi les interdictions de droits civils énumérés par l'article 42 du Code pénal et l'article 43 ajoute que ces interdictions ne pourront être prononcées par les tribunaux que dans le cas où un texte particulier l'ordonnera. Aucun texte semblable ne concerne le failli, par conséquent on ne peut pas, à notre avis, poser en règle générale son exclusion de la tutelle¹. Une opinion intermédiaire a été émise par M. Renouard² qui n'admet ni l'exclusion totale, ni l'admission, soit pure et simple, soit après examen des circonstances de la faillite. Pour lui, un failli ne peut pas plus être tuteur qu'il ne peut être syndic parce qu'il est dessaisi de l'administration de ses biens et qu'on ne saurait lui confier ceux d'autrui, de crainte de les voir gaspiller ; mais un failli concordataire auquel on a rendu l'administration de ses biens est capable d'administrer ceux des autres, il peut donc être tuteur. La capacité personnelle et les aptitudes du failli sont aussi prises en considération, mais elles dépendent du concordat, en ce sens que l'obtention du concordat est une preuve de confiance donnée par les

1. En ce sens : Bruxelles, 14 août 1833. — Sirey, 1834, 2, 683.

2. RENOUARD, II, p. 482.

créanciers à leur débiteur auquel ils permettent de continuer ses affaires. Nous ne croyons pas que l'obtention d'un concordat soit une preuve irréfutable de la capacité du failli au point de n'admettre à la tutelle que le failli concordataire et d'en exclure tous les autres. En l'absence d'un texte formel, nous croyons que le plus sage parti à prendre est d'accorder au failli l'entrée du conseil de famille, sauf à celui-ci à l'exclure s'il le juge indigne.

La faillite ne peut pas arracher à un commerçant les droits de puissance paternelle, l'administration des biens de ses enfants et la jouissance de ces biens, les droits de puissance maritale, l'autorisation maritale puisque le Code civil ne la mentionne pas parmi les causes d'exclusion de tous ces droits¹. Le failli conserve l'administration et la jouissance des biens de sa femme conformément à son contrat de mariage, la faillite n'apporte aucun changement au régime matrimonial des commerçants, si ce n'est le droit accordé par l'article 1446 du Code civil aux créanciers de la femme d'agir de son chef contre le mari comme si

1. LYON-CAEN et RENAUT : *Traité de Droit commercial*, édition 1897, tome VII, n° 208. — DEMOLOMBE, tome VI, n° 424.

la communauté était dissoute par la séparation de biens.

Les créanciers de la femme du failli peuvent se faire colloquer de son chef dans les distributions et ordres ouverts sur le mari ; celui-ci est donc privé de la jouissance des sommes pour lesquelles ils ont obtenu collocation¹. La communauté n'en subsiste pas moins entre les époux ; le Code civil a voulu protéger les créanciers de la femme qui ne demande pas la séparation de biens, mais ce n'est pas là une mesure contre le failli.

SECTION II. — Droits politiques.

C'est au point de vue politique que le commerçant en faillite est le plus frappé. Nous avons vu que le droit intermédiaire avait été très sévère puisqu'il excluait de la vie politique non seulement le failli mais encore ses enfants ou ses héritiers immédiats. La loi électorale du 15 mars 1849 (article 2-8^o) apporta des adoucissements au droit intermédiaire en n'excluant de la vie politique que les faillis non concordataires et non excusables, mais la sévérité du législateur ne tarda pas à re-

1. ACBRY et RAU, tome V, p. 389.

paraître trois ans après ; le décret organique du 2 février 1852 (articles 15, 17^o et 26) interdit à tous les faillis, sans distinction, le droit de voter aux élections législatives et de poser leur candidature¹.

La transmission de l'incapacité politique aux héritiers immédiats est certainement abrogée implicitement par ce décret ; la question s'était pourtant posée et la Cour de cassation avait décidé que d'après le décret de 1852 l'incapacité politique devait être personnelle².

La jurisprudence fait commencer cette incapa-

1. Divers projets de loi ont été présentés, tendant à améliorer le statut politique des faillis : En 1880, le projet Saint-Martin proposait la suppression des incapacités politiques (*J. Off.* du 7 juillet 1880, p. 7722). En 1884, la commission chargée d'examiner ce projet soumettait à la Chambre un projet tendant à priver de l'éligibilité et non du droit de vote les faillis déclarés excusables (*J. Off.* Documents parlementaires. Chambre, 1884, p. 232).

En 1900, M. Colliard proposait également de rendre le droit de vote aux faillis, sauf aux banqueroutiers condamnés à un minimum d'un mois de prison (*J. Off.* Documents parlementaires. Chambre, 1900, p. 605).

En 1901, le Sénat a adopté une proposition de M. Bérenger tendant à rendre le droit de vote aux faillis non banqueroutiers dix ans après leur déclaration de faillite (*J. Off.* Débats parlementaires. Sénat, 1901, p. 1355). Enfin, le 20 janvier 1903, M. Georges Berry a proposé d'appliquer à tous les faillis l'article 21 de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire (*J. Off.* du 21 janvier 1903. Chambre, p. 90).

2. Cassation, 24 juin 1879. DALLOZ, 79, 1, 407.

cité le jour du jugement déclaratif, même susceptible encore de voie de recours ; c'est ainsi qu'un commerçant en état de faillite, qui a fait appel du jugement déclaratif, peut être rayé des listes électorales avant que la Cour ait statué sur son cas et constaté qu'il n'était pas en faillite¹. Ce sont là les conséquences de l'exécution par provision du jugement déclaratif (art. 440, Code de commerce), qui est évidemment nécessaire pour le dessaisissement, mais qui, pour les incapacités, est trop rigoureuse. En effet, il peut très bien se faire qu'un commerçant qui veut se présenter à la Chambre des députés soit déclaré en faillite par un jugement dont il fait appel aussitôt ; les élections législatives ont lieu avant que la Cour ait rendu son arrêt, le commerçant est rayé des listes électorales et ne peut pas poser sa candidature, puis la Cour réforme le jugement et constate qu'il n'était pas en faillite ; à ce moment-là, les députés sont nommés et le commerçant qui n'était pas en faillite n'a pu briguer cet honneur dont il était aussi digne qu'un autre. Cette solution est trop rigoureuse, à notre avis, car le commerçant ne devrait encourir les incapacités que du jour où

1. Cassation 12 novembre 1850. Dalloz, 50. 1, 330.

son état de faillite est constaté définitivement.

La loi du 4 mars 1889 (art. 25) a apporté un adoucissement à la situation politique du failli en décidant que les commerçants qui, avant cette loi, ont obtenu un concordat ou ont été déclarés excusables peuvent recouvrer leur droit de vote en adressant une requête au tribunal de commerce. C'est là une demi-réhabilitation dont la publicité n'est assurée que par l'affichage de la requête pendant quinze jours dans l'auditoire du tribunal de commerce; le jugement est rendu en chambre du conseil et n'est susceptible d'aucun recours.

Cela n'a été qu'une disposition transitoire.

Quoiqu'il en soit, le failli est exclu aussi des assemblées départementales et municipales. Il ne peut être conseiller général puisque l'article 5 de la loi relative aux conseils généraux du 10 août 1871 choisit les électeurs de ces conseils sur les listes dressées pour les élections municipales. Or la loi municipale du 5 avril 1884 (art. 14 *in-fine*) déclare applicables à ces élections les textes relatifs aux élections législatives; le failli est donc exclu du conseil municipal aussi bien que du conseil général. Il ne peut pas davantage être élu conseiller d'arrondissement, car la loi du 30 juillet 1874 (art. 3) déclare applicables aux élections des con-

seils d'arrondissement les conditions d'élection des conseils généraux.

Comme le failli ne figure pas sur les listes électorales, il ne peut être choisi comme juré puisque l'article 381 du Code d'Instruction criminelle exige cette condition pour faire partie du jury criminel. D'ailleurs la loi du 21 novembre 1872 sur le jury mentionne expressément le failli parmi les incapables (art. 2, 8°). Le jury d'expropriation pour cause d'utilité publique est composé d'électeurs (art. 29, loi du 3 mai 1841), le failli ne peut donc pas en faire partie.

La jouissance des droits de citoyen étant exigée par la loi de ventôse an XI (art. 9) pour être témoin d'un acte notarié, la failli est encore frappé de cette incapacité. C'est la conséquence de la privation de ses droits politiques, aussi peut-on excepter des actes notariés les testaments et permettre au failli d'être témoin testamentaire puisque l'article 980 du Code civil n'exige que la jouissance des droits civils¹.

L'exclusion du failli de la vie politique est donc complète, les assemblées politiques lui sont fer-

1. En ce sens : RENOARD, tome II, page 509. LYON-CAEN et RENAULT, tome VIII, édition 1899, n° 976.

mées jusqu'au jour où il pourra satisfaire aux conditions de la réhabilitation.

On peut d'ailleurs se demander s'il est juste de le priver de ses droits de citoyen. En effet, ne semble-t-il pas exagéré de priver de ses droits politiques le débiteur qui ne paye pas son créancier? Pourquoi a-t-on choisi une sanction en dehors de la sphère du droit privé et peut-on appliquer cette sanction à une obligation civile? Cette question ne peut être résolue que si l'on est fixé sur les caractères de l'obligation civile et des droits politiques.

Qu'est-ce qu'une obligation civile? C'est, dit-on, *un lien de droit qui nous astreint à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose*. Telle est la définition classique. M. Boistel¹ la trouve trop vague et propose celle-ci : *L'obligation est un devoir juridique positif qui nous est imposé lorsqu'une autre personne a droit à un certain exercice de notre activité en sa faveur*. Cette définition est peu claire par elle-même, mais M. Boistel, dans l'analyse qu'il en donne, considère que l'obligation civile consiste dans la nécessité d'accomplir les actes que l'on a promis. Pour lui, l'obligation civile est l'application du précepte :

1. BOISTEL, *Philosophie du droit*, tome I^{er}, page 388.

ne fais pas de mal à autrui. En effet, refuser à autrui de faire l'acte promis « ce serait, » dit M. Boistel, « lui causer une souffrance, tout comme si on lui ravissait une chose qui lui appartient ».

Si l'on admet, comme M. Boistel, que le fait de manquer à ses engagements est un fait aussi grave que l'attentat à la propriété d'autrui, on est amené à admettre la même sanction pour ces deux faits et à considérer la privation des droits politiques comme aussi admissible pour un débiteur insolvable que pour un voleur. L'un et l'autre ont commis une faute identique. En effet, ne pas donner ce que l'on a promis à quelqu'un, n'est-ce pas le priver d'une chose à laquelle il a droit, n'est-ce pas lui ravir cette chose? Nous n'assimilons pas complètement le débiteur insolvable au voleur, mais nous ne voyons entre eux qu'une seule différence, c'est la bonne foi qui peut exister chez le débiteur.

Il peut se faire que, par suite de circonstances malheureuses, le débiteur ait été dans l'impossibilité de faire face à ses engagements, et, dans ce cas-là, on ne peut pas dire qu'il ait eu l'intention de frustrer ses créanciers. Mais, s'il était dans une situation qui lui permettait de tenir parole et s'il n'en a rien fait, n'est-il pas coupable? Personne n'oserait

le nier et on ne serait en désaccord qu'e sur la sanction à apporter à sa faute. Un commerçant qui la commet est un homme dont on doit se méfier et, à notre avis, cette méfiance est une raison suffisante pour l'écarter de la vie politique.

Celle-ci consiste dans la gestion des intérêts de la nation ; peut-on avoir confiance en lui pour cette gestion ? Evidemment non et il faut l'en écarter. Elle consiste de plus dans la participation de tous les citoyens à l'élection de ceux qui gèrent les intérêts de la nation. Doit-on le laisser exprimer son avis sur ce choix ? Il y a évidemment moins de danger à le laisser voter qu'à lui confier la direction des affaires publiques et c'est pour cette raison que la loi du 4 mars 1889 n'a écarté les commerçants en liquidation judiciaire de la vie politique qu'en ce qui concerne l'éligibilité. Cette loi n'est intervenue que pour améliorer la condition des débiteurs de bonne foi et elle a laissé entravée la liberté des débiteurs de mauvaise foi. La distinction qu'a fait cette loi nous semble juste ; elle a considéré que les débiteurs de bonne foi ne devaient pas être écartés du vote parce que ce ne sont pas des gens malhonnêtes et qu'on peut, sans crainte, les consulter. Les débiteurs de mauvaise foi sont au contraire indignes d'être consultés, car

ils ne présentent pas des garanties de moralité suffisantes.

La Cour de cassation a déduit de l'incapacité politique du failli l'impossibilité pour lui de gérer un journal¹. La loi sur la presse du 29 juillet 1881 porte en effet en son article 6 : « Le gérant devra « être Français, majeur, avoir la jouissance de « ses droits civils et n'être privé de ses droits ci- « viques par aucune condamnation judiciaire ». Pour la Cour de cassation, l'expression « condamnation » signifie décision judiciaire quelconque, et la locution « n'être privé de ses droits civils par aucune condamnation » ne désigne pas seulement la privation prononcée expressément par cette décision, mais encore la privation qui en résulte implicitement en vertu d'un texte. Or il y a des textes qui privent le failli de ses droits civils, il ne peut donc pas être gérant d'un journal sans violer la loi sur la presse.

La Cour de cassation a justifié sa décision en montrant quelle avait été l'intention du législateur dans les conditions nécessaires à la gérance d'un journal². D'une part, le failli était exclu de la gé-

1. Cassation, 17 décembre 1886 et 12 juin 1887. DALLOZ, 87, 1, 281. En ce sens, LYON-CAEN, tome VII.

2. V. les considérants de l'arrêt et surtout les conclusions de l'avocat général adoptées par la Cour. DALLOZ, 87, 1, 281.

rance par les lois antérieures : la loi du 18 juillet 1828, qui, tout en exigeant du gérant une capacité que possédait le failli, celle d'être témoin testamentaire (art. 980, Code civil), en exigeait une autre qui lui manquait généralement, la possession d'immeubles non hypothéqués et la dation d'un cautionnement ; le décret du 17 février 1852 (art. 1^{er}) et la loi du 11 mai 1868, qui exigeaient du gérant la jouissance de ses droits civils et de ses droits politiques. D'autre part, ces textes, par leurs expressions « jouir de ses droits civils et politiques », droits exigés simultanément, excluaient implicitement les femmes des professions visées. Le législateur de 1881, dit la Cour de cassation, a voulu admettre les femmes à la gérance et voilà pourquoi il sépare nettement les droits civils des droits politiques, voilà pourquoi il dit : « avoir la jouissance des droits civils et n'être privé des droits civiques par aucune condamnation judiciaire ».

Grâce à cette rédaction, les femmes, qui ne jouissent pas de droits politiques, peuvent gérer un journal, car le législateur ne l'interdit qu'aux personnes auxquelles les droits politiques ont été enlevés. Mais, à notre avis, c'est la seule innovation que le législateur de 1881 a entendu faire et il n'a pas voulu empêcher les faillis de gérer des journaux. Quelle qu'ait été l'intention du législateur, elle n'a

pas été exprimée assez clairement dans le sens où l'entend la Cour de cassation pour que nous nous rangions à son opinion. En effet, le législateur a certainement voulu permettre aux femmes d'être gérantes d'un journal, mais peut-on dire que l'expression qu'il a employée par l'admission des femmes comporte en même temps l'exclusion des faillis ?

Nous ne le croyons pas. En effet, si telle a été son intention, son expression est des plus impropres, car le mot « *condamnation* » a un sens strict, il désigne la répression d'un délit. Or, le jugement déclaratif de faillite prononcé par un tribunal de commerce ne peut pas être considéré comme une condamnation, il est exclusif de toute idée de peine puisqu'il ne constate qu'un fait, la cessation des paiements. D'ailleurs, les lois antérieures — l'article 5 de la Constitution du 22 frimaire, an VIII, l'article 2 du décret du 21 novembre 1872, l'article 15 du décret du 2 février 1852 — ont toujours distingué la déchéance des droits civiques résultant d'une condamnation judiciaire et la déchéance résultant d'une déclaration de faillite ¹. Pour que le mot *condamnation* s'appli-

1. Paris, 12 juin 1886. DALLOZ, 86, 2, 158. Caen, 17 mars 1887. DALLOZ, 87, 1, 281. En ce sens : BARBIER, *Commentaire de la loi*

que à toutes les décisions judiciaires et ne concerne pas uniquement celles qui émanent d'une juridiction répressive, il aurait fallu une explication des rédacteurs de la loi de 1881 sur ce point ; or, on ne la trouve pas dans la discussion de cette loi. Rien dans les travaux préparatoires ne laisse supposer l'attribution d'un sens général au mot « condamnation ». De plus, la gérance d'un journal est un commerce et le failli est toujours libre d'exercer un commerce. Nous ne croyons pas que l'on puisse invoquer l'article 6 de la loi du 29 juillet 1881 pour interdire à un failli de gérer un journal.

Passant à un autre groupe de droits, nous allons examiner ceux qui n'appartiennent qu'aux commerçants, c'est-à-dire aux personnes seules susceptibles d'être déclarées en faillite et nous allons étudier les changements que l'état de faillite leur apporte.

sur la presse (dans les Lois nouvelles, année 1882, tome I^{er}, p. 91, n° 282). DUVIVIER, *Traité de la faillite des sociétés commerciales*, p. 151.

SECTION III. — Droits commerciaux.

Il n'eut pas été logique de ne pas exclure le failli des assemblées commerciales alors qu'on l'excluait des assemblées politiques, aussi n'est-il ni électeur, ni éligible au Tribunal de commerce (loi du 8 décembre 1883, art. 2, 8^e), aux conseils de prud'hommes (loi du 1^{er} juin 1853, art. 6), aux chambres de commerce (loi du 21 décembre 1871 modifiant l'art. 619 du Code de commerce ; loi du 22 janvier 1872), aux chambres consultatives des arts et manufactures (décret du 22 janvier 1872, art. 4 et 5).

D'autres textes sont formels pour exelure le failli de certaines professions ; c'est ainsi que le Code de commerce interdit au failli les professions d'agent de change et de courtier (art. 83) et que la loi du 18 juillet 1866 (art. 2) lui interdit de s'inscrire sur les listes de courtiers de marchandises.

Quant à la direction d'un théâtre, nous croyons qu'il n'y a pas d'exclusion formelle à opposer au failli ; d'après le décret du 6 janvier 1864, tout le monde peut exploiter un théâtre à la seule condition de faire une déclaration et nous croyons

que cette disposition abroge l'article 13 du décret du 13 juin 1806 qui interdisait cette profession au failli¹. Enfin, le failli se voit fermer l'entrée des grands établissements de crédit, comme la Bourse (art. 613 du Code de commerce) et la Banque de France (décret du 16 janvier 1808, art. 50 et 51).

SECTION IV. — Droits honorifiques.

« L'exercice des droits et des prérogatives des membres de la Légion d'honneur est suspendu par la même cause que celles qui suspendent les droits de citoyen français », dit l'article 39 du décret organique de la Légion d'honneur du 16 mars 1852. Avec ce texte, pas de doute possible, le failli est exclu, puisque le jugement déclaratif suspend pour lui les droits de citoyen. Le décret du 24 novembre 1852 sur la discipline de la Légion d'honneur interdit de porter les insignes d'un ordre étranger à ceux qui sont exclus de la Légion d'honneur (art. 7) ; ce texte est applicable au failli ainsi que la peine infligée aux contreve-

1. En ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, tome VIII, édition 1899, n° 977.

nants (six mois à deux ans de prison; art. 259 du Code pénal).

Une procédure spéciale est organisée par ce décret pour exclure les légionnaires, mais aucun texte ne fixe les formalités à remplir pour qu'ils soient admis de nouveau. En général, le conseil de l'Ordre examine s'il y a lieu d'accepter le postulant et c'est notamment l'usage pour les faillis réhabilités. La réhabilitation ne les réintègre pas *ipso jure* dans l'Ordre de la Légion d'honneur, et le conseil peut très bien ne pas les accepter (Conseil d'Etat, 20 février 1885)¹.

SECTION V. — Casier judiciaire.

Pour que les incapacités dont on a frappé les commerçants insolvable leur soient réellement appliquées, il faut que leur état de faillis ne soit jamais oublié, il faut que cette tache faite à leur honneur commercial par leur infidélité à leurs créanciers subsiste jusqu'à la réhabilitation. Rien ne serait plus facile à un commerçant que de cacher sa situation en allant établir son commerce dans une ville où personne ne le connaîtrait et où

1. D, 86, 3, 17.

on le laisserait jouir des mêmes droits que les autres commerçants. A quoi serviraient alors les déchéances ? Elles manqueraient leur but.

Pour éviter ce résultat, la loi du 5 août 1899 a prescrit la mention de la faillite de tout commerçant sur son casier judiciaire. Or, le casier judiciaire a trois faces et c'est surtout en matière de faillite et de liquidation judiciaire qu'elles diffèrent l'une de l'autre. Avant d'examiner leur contenu, rappelons le but de chacune d'elles :

1° Le bulletin n° 1 reste au greffe du Tribunal du lieu de naissance ; un duplicata de ce bulletin est délivré à l'autorité administrative du domicile du failli (art. 5, loi du 5 août 1899) ;

2° le bulletin n° 2 est délivré aux magistrats, à l'autorité militaire et aux administrations publiques ;

3° le bulletin n° 3 est délivré à la personne qu'il concerne et jamais aux tiers.

Leurs mentions en matière de faillite et de liquidation judiciaire sont les suivantes : 1° le bulletin n° 1 mentionne tous les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire et les réhabilitations (art. 1^{er}, 4° de la loi du 5 août 1899 ; — 2° le bulletin n° 2 reproduit les mention du bulletin n° 1 (art. 4) ; — 3° le bulletin n° 3 mentionne seulement les faillites dans lesquelles le concordat et

l'excusabilité ont été refusés, il ne mentionne pas les liquidations judiciaires ni les faillites terminées par un concordat ou une excusabilité (art. 7, 7°). Mais cette faveur n'est que conditionnelle, car l'article 9 dispose qu'en cas de condamnation ultérieure à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 devra reproduire intégralement le bulletin n° 1 et par conséquent mentionner les liquidations judiciaires et les faillites ayant abouti à un concordat.

Pourquoi le bulletin n° 3 ne les mentionne-t-il pas ? D'après les travaux préparatoire de la loi du 5 août 1899, le législateur a voulu apporter une atténuation à l'infamie qui frappe les faillis. Au cours de la discussion de cette loi, M. Garreau avait proposé un amendement que la commission avait adopté et que le Sénat, à son tour, adopta le 7 mars 1899¹. A cette séance, M. Garreau exposait au Sénat la situation humiliante faite aux liquidés judiciaires par la loi du 4 mars 1889 et la possibilité de l'atténuer en ne faisant pas figurer la liquidation judiciaire sur le casier ; il rappelait à ses collègues que l'excusabilité n'avait plus d'application pratique depuis la suppression de la

1. *Journal Officiel*. Sénat, débats parlementaires, 1899, p. 244.

contrainte par corps qu'elle avait eu pour but d'éviter et que l'occasion se présentait à eux de lui rendre son caractère utilitaire. M. Garreau écartait d'avance un argument qu'on n'aurait pas manqué de lui opposer, la réhabilitation que peut demander tout commerçant qui tient à recouvrer son honneur commercial.

« Elle est », disait-il, « hérissée de tant de difficultés qu'on peut dire avec raison qu'elle apparaît à tous les débiteurs à peu près comme un port inaccessible ».

Telles sont les seules raisons qui ont motivé la dispense de mention des liquidations judiciaires et des faillites excusables sur le bulletin n° 3 délivré aux particuliers. Mais les intéressés seuls peuvent se le faire délivrer, les tiers ne le peuvent en aucun cas ; il nous semble qu'il y a là, au point de vue commercial, un inconvénient. Supposons un commerçant qui a fait faillite dans une ville et qui établit son commerce dans une autre ; les commerçants de cette dernière ville ignorent totalement sa situation obérée et risquent fort d'engager avec lui des négociations qui n'aboutiront qu'au fâcheux résultat de les rendre dupes d'un insolvable¹.

1. Les commerçants désirent des réformes sur ce point. La conférence régionale des tribunaux de commerce du ressort de

SECTION VI. — Effets spéciaux de la liquidation judiciaire.

La loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire n'a pas voulu que le commerçant insolvable qui serait jugé digne de la situation de faveur qu'elle créait fût frappé de déchéances aussi graves que le commerçant déclaré en faillite.

Son article 21 porte, en effet, qu' « à partir du
« jugement d'ouverture de la liquidation judi-
« ciaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune
« fonction élective ; s'il exerce une fonction de
« cette nature, il est réputé démissionnaire ». C'est priver le liquidé de l'éligibilité tout en lui conservant l'électorat. Dans la rédaction primitive de cet article le liquidé n'était exclu que des assemblées de commerçants. Le projet du 9 juin 1888 (art. 15) portait, en effet, que « le débiteur
« dont le concordat est homologué n'encourt d'au-
« tre incapacité que l'interdiction d'être élu mem-
« bre du tribunal de commerce, de la chambre de

la Cour d'appel de Dijon a, dans une assemblée générale, à Châtillon-sur-Seine, du 11 mai 1903, émis le vœu de l'organisation d'un casier judiciaire commercial dont tout le monde pourrait se faire délivrer des extraits.

« commerce, du conseil de prud'hommes et des
« chambres consultatives des Arts et Manufac-
« tures. » Le Sénat n'admit pas cette rédaction
pour diverses raisons. D'abord, pourquoi distin-
guer entre les débiteurs ayant ou non obtenu un
concordat ? Le concordat est-il une preuve d'une
situation morale meilleure chez le commerçant
qui l'a obtenu que chez celui qui se l'est vu refu-
ser ? Non, car « tel commerçant », disait le rap-
porteur, « qui aura scandaleusement abusé de
« son crédit obtiendra son concordat alors qu'il
« sera refusé à un autre contre lequel aucun
« reproche de gaspillage ou de malversation ne
« pourra être relevé¹ ». De plus, le Sénat pensa
qu'il n'y avait pas plus de raison d'admettre un
liquidé au Parlement ou aux conseils généraux,
municipaux et d'arrondissement que de l'admettre
aux assemblées commerciales.

Le projet rédigé par la Chambre des députés
avait fait au failli déclaré excusable la même
situation qu'au liquidé, c'est-à-dire que le failli
excusable devait rester électeur et perdre seule-

1. Premier rapport de M. Demôle au Sénat, le 21 décembre
1888. — RIVIÈRE : *Commentaire de la loi sur la liquidation
judiciaire*, p. 431.

ment son éligibilité, tandis que le failli non excusable ne devait être ni électeur ni éligible.

La situation de ce dernier avait même paru un peu dure et, au cours de la discussion, un amendement avait été déposé, tendant à ne priver le failli non excusable que de ses droits d'électeur commerçant (tribunal de commerce, chambre de commerce, etc...), mais à l'exclure de toute assemblée, même politique¹. « Il n'y a eu qu'une « faute commerciale commise », disait l'auteur de l'amendement, « et l'on comprend très bien « que, la cause ayant un caractère commercial, « les déchéances et les incapacités aient le même « caractère. » La Chambre des députés ne poussa pas si loin les distinctions, mais le Sénat les poussa encore moins loin ; le Sénat ne voulut pas plus distinguer entre l'excusabilité et la non excusabilité qu'il ne distinguait entre l'homologation du concordat et son refus. La raison en fut donnée également par le rapporteur dont les paroles sont l'expression exacte du but de la loi de 1889. « La liquidation judiciaire, » disait-il, « va deve-
« nir le refuge de ceux que des revers imprévus

1. Amendement Lecomte. Séance du 23 octobre 1888, Chambre des députés. — RIVIÈRE, p. 405.

« ou de simples erreurs d'appréciation auront
« conduits à la cessation de paiements. Quant à
« ceux à qui la liquidation aura été fermée, quelle
« excuse peuvent-ils alléguer désormais ? S'ils
« n'ont pas réclamé leur admission au bénéfice de
« la nouvelle institution, ils se sont jugés eux-
« mêmes indignes de l'obtenir⁴ ». C'est de ce prin-
cipe qu'est parti le législateur de 1889 et il n'a
voulu faire de faveur qu'au liquidé en lui mainte-
nant ses droits d'électeur.

La privation de l'éligibilité qui frappe le liquidé
le fait considérer généralement comme incapable
d'être délégué sénatorial. Le délégué sénatorial est
élu par le conseil municipal (loi du 9 décembre
1884, art. 6, 4^e); or, le liquidé n'est pas éligible,
il ne peut donc pas faire partie de l'assemblée
chargée d'élire les sénateurs.

Cette solution est strictement conforme au texte
de la loi du 4 mars 1889, mais est-elle bien con-
forme à son esprit? Le législateur a-t-il défendu
au liquidé d'élire les sénateurs, alors qu'il l'auto-
risait à élire les députés? Il n'avait pas de motifs
pour cela et il a voulu, au contraire, permettre au

4. Premier rapport de M. Demôle au Sénat. — RIVIÈRE, *loc. cit.*

liquidé d'exercer tous ses droits d'électeur. Il a voulu exclure le liquidé des assemblées qui s'occupent des intérêts de tous les citoyens, comme les assemblées politiques, ou simplement des assemblées qui s'occupent des intérêts d'un groupe de citoyens, comme les assemblées commerciales, mais là s'est bornée son intention ; il n'a pas voulu l'exclure des assemblées électorales et nous croyons que c'est aller à l'encontre de sa volonté que d'empêcher le liquidé d'être délégué sénatorial¹.

Le liquidé, ne pouvant pas être élu conseiller municipal, ne peut être ni maire, ni adjoint. Cependant à Paris, où les fonctions de maire et d'adjoint se réduisent à celles d'officiers de l'état civil et sont confiées par le Président de la République (loi du 14 avril 1871, art. 16, 17 et 19; loi du 9 août 1882), le liquidé peut être choisi pour remplir ces fonctions. C'est pour la même raison que l'on peut considérer le liquidé comme pouvant être juré, puisque les jurés sont, non pas élus, mais choisis par la commission (loi du 21 novembre 1872, art. 1^{er})². Le liquidé peut jouir des droits civiques qui ne résultent pas de l'élection,

1. En ce sens : RIVIÈRE, p. 171.

2. En sens contraire : LYON-CAEN, édition 1899, tome VIII.

il peut, par exemple, être témoin dans un acte notarié. Il ne peut pas être privé des prérogatives de la Légion d'honneur, ni des autres ordres, puisqu'elles ne sont suspendues qu'à l'égard de ceux qui n'ont plus l'exercice de leurs droits de citoyen, c'est-à-dire de l'électorat aussi bien que de l'éligibilité, et ce n'est pas son cas.

Telle est la situation politique faite au liquidé par la loi du 4 mars 1889. Cette loi déclare, en outre, applicable à la liquidation judiciaire tous les textes du Code de commerce qu'elle n'a pas modifiés (art. 24). Cette disposition permet donc d'exclure le liquidé des professions dont le Code exclut le failli : le liquidé ne peut être ni agent de change, ni courtier privilégié (art. 83) ; il ne peut pas entrer à la Bourse (art. 613). Mais il peut y avoir des doutes pour les professions dont le failli est exclu par des lois particulières : doit-on les étendre au liquidé ? C'est ainsi qu'on peut se demander si le liquidé peut être inscrit sur les listes des courtiers de marchandises ; la loi du 18 juillet 1866 l'interdit au failli, mais au failli seulement. Nous ne croyons pas qu'on puisse étendre ce texte au liquidé sans la permission d'un autre texte formel¹ ; or, il n'y en a pas, l'article 24 de la loi du

1. En sens contraire : RIVIÈRE.

4 mars 1889 ne vise que le Code de commerce. Nous donnerons la même solution à la question de savoir si le liquidé peut être admis à l'escompte de la Banque de France, car le décret du 16 janvier 1808 n'en a exclu que le failli.

CHAPITRE III

LA RÉHABILITATION COMMERCIALE EN FRANCE

Sous ce titre se groupent un assez grand nombre d'idées juridiques que nous ferons en sorte d'exposer avec méthode, et nous diviserons cette partie de notre étude en autant de sections qu'il y a de groupes de faits constituant, par leur ensemble, la réhabilitation.

L'étude des conditions à remplir comprendra l'examen des exigences de la loi, que l'on peut grouper en deux catégories :

- 1° Le désintéressement des créanciers ;
- 2° La dignité du débiteur.

Quant à la procédure, l'analyse de ses éléments peut être présentée dans l'ordre suivant :

Compétence, demande, enquête et publicité, droits des créanciers, arrêt de réhabilitation.

Nous terminerons notre étude par un examen général des effets produits par la réhabilitation sur le débiteur et sur ses créanciers.

SECTION PREMIÈRE. — Caractères de la Réhabilitation commerciale.

On ne saurait proposer une meilleure définition de la réhabilitation commerciale que celle qui a été formulée, lors de la révision de notre législation en matière de faillite, par le rapporteur du projet de loi à la Chambre des députés : « Après
« les sanctions pénales destinées à réprimer les
« actes qui donnent un caractère plus ou moins
« criminel à la faillite, la loi place en dernier lieu
« la sanction rémunératoire, destinée à encourager
« les efforts et les sacrifices au prix desquels le
« commerçant failli cherche à se relever de cet
« état de déchéances et à rentrer en possession de
« tous ses droits, de toute sa bonne renommée¹ ».

La réhabilitation est, en effet, une sanction rémunératrice de l'accomplissement d'un devoir, le paiement des dettes malgré les difficultés de la situation et la diminution du crédit. C'est une récompense que le législateur a voulu accorder au commerçant qui, par ses efforts, s'est relevé de

1. Rapport de M. Quénauld à la Chambre des députés, le 17 mars 1838. *Moniteur Universel* du 22 mars 1838.

l'état d'infériorité dans lequel l'avait jeté son insolvabilité.

Le commerçant qui a manqué à ses engagements a causé un préjudice à ses créanciers, la loi le frappe. Si un jour ce commerçant paye ses dettes, le préjudice est réparé et la loi lui rend tous les droits qu'elle lui avait enlevés.

Les caractères de la réhabilitation commerciale apparaîtront encore plus nets après le parallèle que nous établirons plus loin avec la réhabilitation criminelle. Avant d'opérer ce rapprochement, il nous faut examiner les conditions exigées par la loi pour être réhabilité commercialement et l'application pratique de ces conditions.

On peut les grouper, avons-nous dit, en deux catégories : le désintéressement des créanciers et la dignité du débiteur.

SECTION II. — Conditions à remplir pour la solliciter.

I. — Désintéressement des créanciers.

A. — *Caractères du désintéressement.* — La condition exigée par la loi pour obtenir la réhabilitation commerciale est le paiement intégral des dettes en capital, intérêts et frais (art. 604 du Code de commerce). Se conformant à la tradition, le

législateur de 1838, dans sa révision du Code de 1807, n'a pas voulu adoucir la condition essentielle à la réhabilitation du commerçant qui a manqué à ses engagements. Au contraire, il a rendu cette condition encore plus rigoureuse pour l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite.

En effet, d'après l'article 531 du Code de commerce, un associé qui avait obtenu un concordat était déchargé de toute solidarité : cet associé, pour obtenir sa réhabilitation, aurait dû logiquement n'être obligé de payer que sa part proportionnelle dans les dettes de la société.

Le législateur de 1838 a exigé au contraire que toutes les dettes de la société soient intégralement acquittées en principal, intérêts et frais (art. 604, 2°) ; c'est obliger l'associé à payer, sinon toutes les dettes de la société, du moins bien au-delà de sa part. « En payant sa part sociale, il paie toute sa dette », disait le rapporteur du projet. « Lui « accorder à ce prix sa réhabilitation, c'est réellement servir l'intérêt des créanciers envers lesquels il peut, avec du travail, parvenir à s'acquitter. Mais si vous le soumettez à la condition « impossible d'acquitter intégralement toutes les « dettes de la société, vous le jetez dans un profond découragement qui paralyse tous ses ef-

« forts¹ ». Au cours de la discussion de la réforme des faillites, on fit valoir comme argument que la réhabilitation de l'associé d'une maison de commerce encore endettée n'était pas plus admissible que la réhabilitation d'un commerçant qui ne s'est pas totalement libéré. L'exposé des motifs du projet de réforme écartait d'ailleurs toute corrélation entre le concordat et la réhabilitation. Il s'appuyait sur la tradition commerciale qui avait toujours exigé le paiement intégral des dettes et il affirmait que, réduire les conditions de la réhabilitation au simple paiement des dividendes accordés par un concordat, serait détruire le mérite et l'honneur de se faire réhabiliter.

Pour obtenir sa réhabilitation le débiteur doit donc se libérer intégralement, mais on peut se demander si cette réhabilitation est absolument nécessaire dans le cas où le débiteur s'est libéré avant la fin des opérations de la faillite. Il semble que, dans ce cas, le débiteur n'est plus en faillite et par suite n'a pas besoin d'être réhabilité.

Cependant il y a lieu de distinguer dans les hypothèses dans lesquelles le paiement peut inter-

1. RENOARD, tome II, p. 517.

venir avant la clôture des opérations ; elles sont simples : ou bien le jugement déclaratif a acquis la force de chose jugée, ou bien ce jugement est encore susceptible de voies de recours.

Si le jugement a acquis la force de chose jugée, l'état de faillite est constaté définitivement, on ne peut plus y revenir et la réhabilitation est indispensable pour rendre à l'ancien débiteur le plein exercice de ses droits¹. Si le jugement au contraire est susceptible d'appel au moment où le débiteur désintéresse ses créanciers, la réhabilitation devient inutile dans le cas où la Cour d'appel réformera le jugement ; la jurisprudence reconnaît en général à la Cour d'appel le droit de rapporter le jugement déclaratif². Le commerçant est alors consi-

1. Cassation, 20 novembre 1827. SIREY. Chron. Bordeaux, 9 juillet 1832. DALLOZ, 33, 2, 57.

2. Cassation, 23 novembre 1881 ; *Journal des faillites*, 1882, p. 12. Cet arrêt admet la rétractation du jugement sans opposition, mais le même raisonnement peut être fait pour l'appel. Plusieurs Cours d'appel ont admis la solution de la Cour de cassation : Dijon, 11 mars 1882 ; *Journal des faillites*, 1882, p. 275. — Amiens, 23 février 1883 ; *Journal des faillites*, 1883, p. 257. — Bordeaux, 21 juillet 1890 : *Journal des faillites*, 1891, p. 180.

Tous ces arrêts mettent les frais à la charge de l'appelant, parce que le jugement déclaratif ayant été rendu par son fait, il doit s'imputer le retard qu'il a mis à désintéresser ses créanciers.

déré comme n'ayant jamais été en faillite et il n'a pas besoin de demander sa réhabilitation.

Cette solution est repoussée par certains auteurs comme contraire aux principes¹. Ils considèrent en effet que le paiement effectué après la constatation de la cessation des paiements par le tribunal met fin aux opérations de la faillite, mais laisse subsister l'état de faillite. Cet état subsiste, à leur avis, parce qu'il a été régulièrement constaté par un jugement que la Cour d'appel ne peut pas réformer. Pourquoi la Cour ne peut-elle pas réformer ce jugement ? C'est, disent-ils, parce que la Cour n'a qu'à examiner le point de savoir si le jugement constatant la cessation des paiements a été régulièrement rendu.

C'est exact, car c'est là le rôle des Cours d'appel, mais il nous semble singulier qu'un commerçant qui a payé ses dettes soit toujours considéré comme un failli. C'est là un résultat étrange auquel aboutit la stricte application des principes de procédure !

La solution que la jurisprudence a une tendance

1. LYON-CAEN et RENAULT, tome VII, n^{os} 156 et 157, édition 1897. ROUSSEAU et DEFERT : *Code annoté des faillites*, p. 563. En sens contraire : ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce*, tome IV, n^o 372.

à admettre est contraire à ces principes, c'est vrai, mais elle est conforme à l'équité. N'est-il pas juste d'éviter les frais d'une réhabilitation à un commerçant qui a payé toutes ses dettes peu de temps après le jugement déclaratif? Il serait à souhaiter que le législateur établisse qu'en cas de paiement total dans un délai déterminé à partir du jugement déclaratif, le tribunal déclarerait ce jugement, même contradictoire, rapporté par voie d'opposition et la faillite convertie en liquidation judiciaire, afin que les liquidateurs nommés précisent la situation du débiteur. Sur le rapport des liquidateurs certifiant sa libération, les opérations seraient clôturées et le liquidé serait réhabilité de plein droit sans l'intervention de la Cour d'appel.

D'après un arrêt de la Cour de Rouen du 2 mars 1843 (D. 43, 2, 230), la réhabilitation serait encore moins nécessaire dans le cas où le commerçant en faillite paierait ses dettes avant que le jugement déclaratif ait reçu la publicité exigée par l'article 442 du Code de commerce car, les incapacités n'ayant pas été portées à la connaissance du public, il serait inutile de porter leur extinction à sa connaissance. Là n'est pas la vraie raison de l'inutilité de la réhabilitation. Elle est plutôt dans ce fait que le jugement est susceptible d'être ré-

formé par une juridiction qui constatera que les incapacités n'existent pas.

Le paiement intégral, avons-nous dit, consiste non pas seulement dans les dividendes accordés par le concordat, mais dans le montant total des créances avec leurs intérêts et les frais occasionnés par leur recouvrement. Par intérêts il faut entendre aussi bien ceux qui sont échus après la date du jugement déclaratif que ceux qui sont échus avant, car l'article 445 du Code de commerce suspend le cours des intérêts à l'égard de la masse mais ne les supprime pas, et le failli les doit toujours.

Aucune difficulté ne s'élève pour le règlement des créances productives d'intérêts d'après la convention des parties ; les avis sont partagés sur le point de départ à attribuer aux intérêts moratoires des créances pour lesquelles aucun intérêt n'avait été stipulé.

La jurisprudence présente deux solutions et la doctrine se partage en deux camps. En jurisprudence, un arrêt de Douai du 26 décembre 1877 (D. 78, 2, 38) fait courir les intérêts moratoires du jour du jugement déclaratif de faillite et les parquets appliquent cette solution¹. D'un autre côté,

1. EN ce sens : BEDARRIDE, *Traité des faillites*, tome III, 1311.

un arrêt de la Cour de cassation du 17 janvier 1893 (D. 93, 1, 537) les fait courir du jour de la production faite à la faillite par le créancier conformément aux articles 491 et 492 du Code de commerce, car il considère cette production comme équivalant à une demande en justice¹.

Pour la jurisprudence, le jugement déclaratif de faillite équivaut à une mise en demeure et peut par conséquent faire courir les intérêts moratoires. C'est très discutable. Un commerçant qui dépose son bilan ne se met pas en demeure lui-même, puisqu'il oblige au contraire ses créanciers à cesser leurs poursuites. Dans le cas où la faillite est déclarée sur l'initiative d'un créancier, on ne peut pas non plus considérer le jugement qui l'a déclarée comme une mise en demeure effectuée par ce créancier qui, volontairement s'impose ainsi le concours de tous les autres créanciers alors qu'il aurait pu poursuivre seul son débiteur. La jurisprudence considère le jugement déclaratif comme le point de départ des intérêts des créances échues avant le jugement, mais elle fait courir seulement du

1. En ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, tome VII, n° 273, édition 1897.

Ces auteurs signalent une troisième opinion d'après laquelle les intérêts moratoires devraient être comptés du jour où la créance a été vérifiée et affirmée.

jour de leur échéance les intérêts des créances échues postérieurement au jugement.

Cette solution ne se comprend pas, puisque d'une part le jugement déclaratif rend immédiatement exigibles toutes les dettes sans exception (art. 444 du Code de commerce), et d'autre part la jurisprudence, qui considère ce jugement comme une mise en demeure faisant courir les intérêts, devrait assigner comme point de départ des intérêts ce jugement aussi bien pour les créances échues après lui que pour les créances échues avant lui. M. Bédarride répond à cette objection :
« Les intérêts dus sont ceux qui ont couru depuis
« l'échéance réelle du titre jusqu'au moment du
« paiement. Peu importe qu'il n'en fût dû aucun
« en matière ordinaire, la mise en demeure qui
« doit, aux termes de la loi, les faire acquérir au
« créancier étant suffisamment réalisée par l'état
« de faillite¹ ».

Nous croyons que l'état de faillite est insuffisant pour constituer une mise en demeure, car l'article 1153 du Code civil fait courir les intérêts moratoires du jour de la sommation, c'est-à-dire du jour où le créancier a agi personnellement contre

1. BÉDARRIDE, tome III, n° 1311.

son débiteur. Si un créancier a fait au débiteur une sommation de payer, les intérêts moratoires dus à ce créancier devront être comptés à partir du jour de cette sommation. Si, au contraire, un créancier n'a pas agi, n'a fait aucune sommation, il nous semble qu'on peut considérer la production de ce créancier à la faillite, c'est-à-dire le fait par lui de remettre son titre de créance au greffier du Tribunal de commerce (art. 491, Code de commerce) comme équivalant à une sommation ; c'est donc le jour de cette production qui serait le point de départ des intérêts moratoires dus à un créancier qui n'a pas agi personnellement contre son débiteur¹.

La jurisprudence exige le paiement des intérêts échus depuis le jugement déclaratif de faillite jusqu'au jour de la demande en réhabilitation².

1. MM. LYON-CAEN et RENAULT, dans l'édition 1903 de leur *Traité de droit commercial* (n° 984 *in-fine* et note) considèrent toujours la production du créancier à la faillite comme l'équivalent d'une demande en justice et, malgré la modification apportée par la loi du 7 avril 1900 à l'article 1153 du Code civil (« sommation » au lieu de « demande en justice »), ces auteurs considèrent toujours cette production à la faillite comme le point de départ des intérêts moratoires, car, disent-ils, « ces intérêts courent *a fortiori* du jour de la demande en justice quand il en est formé une avant toute sommation faite au débiteur ».

2. Douai, 12 mars 1875. DALLOZ, 75, 2, 89. Douai, 26 décembre 1877, D., 78, 2, 38.

Ceux-ci s'accroissent, se capitalisent et arrivent parfois à doubler le capital. C'est ainsi que l'on a vu des commerçants obligés, pour obtenir leur réhabilitation, de payer deux fois le montant de leurs dettes.

N'est-ce pas enrichir les créanciers aux dépens du débiteur ? Est-ce là le but que s'est proposé le législateur ? N'est-ce pas exagérer la réparation que le débiteur doit à ses créanciers ?

La jurisprudence répond que c'est le seul moyen de désintéresser les créanciers, car, s'ils avaient été payés comptant, ils auraient pu placer non seulement le capital de leur créance, mais encore les intérêts de ce capital.

Quelle que soit la valeur de cet argument pour montrer que cette solution est conforme au but du législateur, nous considérons que c'est apporter à la réhabilitation une sévérité beaucoup trop grande. Exiger le versement des intérêts produits par les intérêts, c'est rendre la réhabilitation impossible à beaucoup de commerçants.

B. — *Modes de désintéressement.* — Le paiement tant du capital que des intérêts et des frais occasionnés par la faillite et les poursuites doit être un paiement effectif. Il peut bien être fait par des opérations autres que le versement des espèces,

par exemple par la *compensation*, la *confusion* ou la *dation en paiement*, mais la jurisprudence n'admet pas que le débiteur vienne invoquer la *novation*, qui, en effet, est la substitution d'une dette à une autre¹.

La jurisprudence que nous avons vu écarter les principes du droit civil, refuse également au débiteur le droit d'alléguer la *prescription libératoire* des articles 2262 et 2277 du Code civil.

La *remise volontaire de la dette* consentie par le créancier n'est pas considérée par la jurisprudence comme un désintéressement suffisant de ce créancier et cette opinion est admise par beaucoup d'auteurs². C'est là une solution qui, non seulement n'est pas exacte, mais est d'une rigueur excessive. En effet, dès l'instant qu'un créancier fait remise de sa dette, son action est éteinte, il y renonce, et peut-on le considérer comme étant encore créancier? Avant que le solde de la créance soit rentré dans l'hérédité par un paiement spontané, l'administration de l'Enregistre-

1. En ce sens : LYON-CAEN, t. VIII, édition 1899, p. 251. Cassation, 9 avril 1853, SIREY, 55, 1, 103. Cassation, 17 novembre 1857, DALLOZ, 58, 1, 241.

2. Rennes, 11 septembre 1846, DALLOZ, 51, 2, 132. ALAUZET t. IV, Commentaire de l'article 604. BOISTEL, *Traité de Droit commercial*, n° 1104.

ment pourra-t-elle réclamer des droits de mutation par décès aux héritiers du créancier qui a renoncé à sa créance? Evidemment non, et pourquoi alors ne pas le considérer comme désintéressé? Pourquoi refuser la réhabilitation à un débiteur qui a reçu le pardon de son créancier?

Quand un condamné demande sa réhabilitation, il faut qu'il justifie soit qu'il a payé les frais de son procès, l'amende et les dommages-intérêts, soit qu'il lui en a été fait remise (art. 623 du Code d'instruction criminelle). Doit-on être plus sévère pour un commerçant tombé en faillite et qui cherche à s'en relever, que pour un condamné qui demande qu'on efface sa condamnation? Nous ne le croyons pas¹.

A côté de ces exigences par trop rigoureuses, la jurisprudence a admis une solution très équitable à une difficulté qui se présentait souvent en pratique.

Il arrivait fréquemment que le débiteur, voulant obtenir sa réhabilitation, offrait de payer intégralement ses créanciers, mais ne les retrouvait pas tous. Les uns étaient décédés, les autres absents ou disparus, et leurs héritiers étaient inconnus.

1. En ce sens : LYON-CAEN, tome VIII, édition 1899, p. 251.

S'il n'avait pas payé les absents, il n'aurait pas pu prétendre avoir désintéressé intégralement tous ses créanciers, la jurisprudence a donc admis que les sommes dues à de tels créanciers seraient déposées à leurs noms à la Caisse des dépôts et consignations. C'est étendre à ces cas l'application de l'article 1257 du Code civil qui autorise la consignation des sommes qu'un créancier refuse d'accepter ¹.

II. — Dignité du débiteur.

Le but de la réhabilitation étant de rendre au débiteur, non seulement l'exercice de ses droits, mais aussi la considération qu'il avait perdue en manquant à ses engagements commerciaux, le législateur n'a pas voulu que ces droits et cette considération fussent rendus au débiteur qui, par certains agissements, en est devenu complètement indigne. C'est ainsi qu'un commerçant qui, pour

1. Lyon, 29 juin 1865, DALLOZ, 65, 2, 191. Paris, 4 mai 1875, et Nancy, 3 février 1876, DALLOZ, 78, 5, 275. Plusieurs projets de loi ont consacré cette solution de la jurisprudence : Projet de 1884, art. 602. *J. Off.* Chambre, Documents 1884, p. 232. Proposition Millaud et Bardoux, 1889. *J. Off.* Sénat. Documents 1889, p. 191. Proposition Bérenger adoptée au Sénat, *J. Off.* Sénat. Documents 1900, p. 855. Proposition Georges Berry, *J. Off.* Chambre. Documents parlementaires 1901, tome II, p. 26.

échapper à la vérification de ses créances, a soustrait ses livres, ou qui, pour frustrer ses créanciers, a dissimulé une partie de son actif, ne mérite pas qu'on lui permette, par une réhabilitation, de reprendre son rang à côté des commerçants honnêtes. Dans notre législation actuelle, il n'est pas nécessaire à un commerçant qui n'a pas commis ces fautes d'être déclaré excusable et le commerçant honnête est toujours susceptible d'être réhabilité sans que le Tribunal de commerce ait à statuer sur ce point.

Le Code de 1807 voulait que le Tribunal, en homologuant le concordat, se prononçât sur l'excusabilité du failli et sur son aptitude à la réhabilitation (ancien art. 526 *in fine*). Le législateur de 1838 fit disparaître cette condition préliminaire à toute réhabilitation pour le motif suivant exposé par le rapporteur du projet à la Chambre des Pairs : « Il ne faut pas exposer le failli
« au danger d'être placé entre la loi qui lui con-
« cède un droit et le juge qui le dénie ¹ ». La suppression de cet avis du Tribunal de commerce était conforme à l'idée que le législateur de 1838 se faisait de la réhabilitation. Il considérait la

1. Rapport Tripier à la Chambre des Pairs. *Moniteur universel* du 12 mai 1838.

réhabilitation comme un droit absolu pour le commerçant qui a désintéressé ses créanciers. Aussi a-t-il pensé que, charger les tribunaux de commerce de se prononcer sur la dignité du débiteur au moment de la faillite, c'était mettre un obstacle à la réhabilitation de beaucoup de commerçants qui, postérieurement à leur faillite, se sont rendus absolument dignes de la considération générale. De plus cette suppression était conforme à un principe que nous examinerons plus loin, celui de la compétence. Celle-ci était attribuée uniquement à la Cour d'appel, par conséquent si l'on avait chargé le Tribunal de commerce de se prononcer sur l'admissibilité à la réhabilitation, on lui aurait par là même attribué une compétence qu'on ne voulait laisser qu'à la Cour d'appel.

Cet avis ne concernait que les commerçants qui ne s'étaient rendus coupables d'aucun des agissements que nous avons mentionnés, car ceux qui avaient commis de telles fautes étaient exclus à jamais de la réhabilitation. Le législateur de 1838 n'a rien modifié à ce principe et l'article 612 du Code de commerce dresse une liste des commerçants coupables qu'il ne faut pas réhabiliter. Cependant cette liste n'est pas uniforme et comprend deux catégories : dans l'une se trouvent des

commerçants exclus absolument de la réhabilitation, et dans l'autre des commerçants qui n'y seront admis qu'à certaines conditions spéciales.

A. — *Exclusion absolue.* — Tout d'abord on exclut de la réhabilitation commerciale le banqueroutier frauduleux. Ce n'est pas la seule rigueur qui frappe ce commerçant coupable, car il ne peut pas non plus obtenir de concordat (art. 510 du Code de commerce) et le Tribunal de commerce ne peut pas le déclarer excusable (art. 540). Il est à tout jamais déshonoré commercialement, mais il peut faire effacer sa condamnation, il peut être réhabilité criminellement. Les conditions de sa réhabilitation criminelle sont les mêmes que les conditions de la réhabilitation commerciale, c'est-à-dire le paiement intégral des dettes en capital, intérêts et frais ; ces conditions sont mêmes plus douces car il lui suffit de justifier de la remise de ses dettes (art. 623 du Code d'instruction criminelle, 3°). Après sa réhabilitation criminelle, la réhabilitation commerciale lui reste fermée (art. 634, 2°). « Le commerce rejette
« de son sein le négociant condamné pour crime
« ou délit contre la probité, voilà l'esprit de la
« loi », disait le rapporteur du projet de loi de

1852 sur la réhabilitation criminelle¹. Au cours de la discussion de ce projet, on avait fait remarquer qu'il y avait deux personnes dans un banqueroutier frauduleux : un commerçant en faillite, ensuite un criminel. On ne voulait pas soumettre ces deux situations au même régime, on ne voulait pas rendre au banqueroutier le droit de faire partie des assemblées commerciales, mais on ne voyait pas d'inconvénient à lui accorder la réhabilitation pénale. Nous n'insistons pas sur cette distinction que nous examinerons en étudiant les projets de réforme proposés à ce sujet.

Outre les banqueroutiers frauduleux, on exclut les condamnés pour vol, pour escroquerie, pour abus de confiance et les stellionataires. Tous ces individus peuvent obtenir un concordat (art. 510 du Code de commerce), mais aucun d'eux ne peut être déclaré excusable (art. 540).

Leur situation est la même que celle des banqueroutiers frauduleux, ils peuvent aussi être réhabilités pénalement, mais à meilleur marché, car on n'exige d'eux que le paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts. Lors de la discussion du projet de loi sur la réha-

1. Rapport de M. Langlais au Corps législatif, *Moniteur* du 27 mai 1852.

bilitation pénale, dans la séance du 18 mai 1852, au Corps législatif, on avait proposé de les soumettre à la même condition que les banqueroutiers frauduleux en donnant la rédaction suivante : « S'il se trouve dans les cas prévus par l'art. 612 du Code de commerce, etc....¹ » On a préféré donner une place à part au banqueroutier frauduleux en exigeant de lui, pour sa réhabilitation pénale, des conditions plus onéreuses que celles qu'on exige des autres commerçants exclus comme lui de la réhabilitation commerciale.

B. — *Exclusion conditionnelle.* — A côté de ces cas d'exclusion absolue, le législateur a établi des cas d'exclusion conditionnelle. Il a pensé que certains commerçants n'étaient pas totalement indignes de la réhabilitation commerciale, mais ne pouvaient cependant pas y être admis sans restriction. C'est ainsi qu'il n'a pas voulu interdire aux banqueroutiers simples de reprendre l'exercice de leurs droits en payant leurs dettes, mais il a ajouté pour eux une condition supplémentaire au désintéressement de leurs créanciers, il a exigé que leur peine soit accomplie et accomplie effecti-

1. *Moniteur universel*, 18 mai 1852.

vement : la prescription de la peine, qui depuis la loi du 10 mars 1898 ne met pas obstacle à la réhabilitation pénale, serait insuffisante pour la réhabilitation commerciale. Tout en considérant la libération intégrale du débiteur comme la condition essentielle et suffisante à la réhabilitation, le législateur n'a pas voulu qu'un commerçant, afin d'arriver à se faire réhabiliter, paye tout le passif de sa faillite au détriment d'autres personnes tout aussi intéressantes que les créanciers de cette faillite. C'est ainsi qu'un commerçant chargé d'administrer un patrimoine aurait pu payer les créanciers de sa faillite avec les fonds destinés au propriétaire de ce patrimoine. Le législateur ne l'a pas voulu, et il n'a admis à la réhabilitation les administrateurs, les tuteurs et les comptables qu'à la condition que tous leurs comptes soient rendus et soldés.

Telles sont les conditions auxquelles doit satisfaire le débiteur commerçant qui demande sa réhabilitation. Nous pouvons ajouter que ces conditions sont exigées également des personnes qui sollicitent la réhabilitation d'un commerçant décédé, et ceci nous amène à dire quelques mots de la réhabilitation posthume.

C. — *Réhabilitation posthume.* — Elle est auto-

risée par l'article 614 du Code de commerce. Ce texte a été ajouté par les rédacteurs de 1838, mais la réhabilitation posthume était certainement usitée avant la révision du Code de 1807, malgré le silence de ce Code. M. Renouard l'a affirmé dans son rapport à la Chambre des députés, lors de la présentation du projet de loi sur les faillites à cette assemblée, et le savant jurisconsulte était d'avis que cet usage fût consacré expressément par un texte. « Une veuve, » disait-il, « des enfants, des parents, des amis s'honorent eux-mêmes lorsqu'ils veulent rétablir, dans toute sa pureté, la mémoire de celui qui a failli¹ ». On pourrait objecter que la réhabilitation posthume est inutile aujourd'hui puisque les déchéances dont est frappé le failli sont purement personnelles et ne frappent plus ses héritiers comme sous la Constitution du 22 frimaire, an VIII. En faisant cette objection, l'on semblerait oublier et le principe des déchéances et le principe de la réhabilitation. Les déchéances dont a été frappé un commerçant qui a manqué à ses engagements disparaissent après sa mort, mais le souvenir de la faute subsiste, entachant sa mémoire chère à ses

1. Chambre des députés. Séance du 26 janvier 1835. *Moniteur* du 31 janvier 1835.

héritiers qui, s'ils ne sont pas frappés de déchéances ont une quasi-flétrissure : ce sont les héritiers d'un homme qui a fait faillite ! Les créanciers qui n'ont pas été désintéressés conservent rancune même envers ces héritiers innocents qui, en liquidant le passif, acquièrent personnellement la considération qui eût été rendue au décédé.

Il est donc équitable de permettre aux héritiers d'un failli de demander à la justice d'effacer cette tache par une réhabilitation qui leur sera aussi utile qu'au failli lui-même s'ils sont commerçants.

Nous connaissons les conditions exigées, il nous reste à étudier la procédure à suivre.

SECTION III. — Procédure.

A. — *Compétence.* — La première question qui se pose au début de toute étude de la marche à suivre pour former une demande en justice est celle de savoir à quelle juridiction l'on doit s'adresser. Nous sommes en matière commerciale et l'on peut attribuer la compétence au Tribunal de commerce, mais nous sommes aussi en matière de réhabilitation, c'est-à-dire dans un cas où l'on sollicite de la justice une décision très importante,

décision qui doit rendre à un débiteur libéré son honneur commercial, décision que le postulant aurait intérêt à entendre prononcer solennellement. En se plaçant à ce second point de vue, il semble bien que le Tribunal de commerce ne présente pas ce caractère de solennité que doit revêtir une décision aussi importante que celle-là.

Le législateur de 1807, guidé par cette considération, a attribué la compétence à une juridiction supérieure, la Cour d'appel, et cela après les hésitations que nous avons constatées. C'est la Cour d'appel dans le ressort de laquelle le failli a son domicile qui a été désignée spécialement (art. 605 du Code de commerce), car c'est elle qui pourra le mieux apprécier la dignité du débiteur et recueillir des renseignements.

B. — *Demande.* — La juridiction compétente en matière de réhabilitation commerciale est la Cour d'appel du domicile du failli ; mais comment cette juridiction est-elle saisie ? Quelle est la forme que doit revêtir la demande en réhabilitation ?

Tout d'abord, le commerçant doit avoir recours à l'intermédiaire d'un avoué, qui adresse en son nom une requête à la Cour ; c'est la forme ordinaire des demandes judiciaires. Ce n'est pas tout : il doit joindre à sa requête « les quittances et autres

« pièces justificatives » (art. 605 du Code de commerce).

Lors de la discussion du Code de 1807, on avait prétendu qu'une quittance ne suffirait pas à prouver le désintéressement intégral des créanciers, qui, malgré cette quittance, pourraient très bien n'avoir reçu qu'une partie de la dette. On disait que la preuve du paiement total ressortirait plus clairement d'une instance contradictoire entre le débiteur et ses créanciers¹. Mais les rédacteurs du Code n'étaient pas partisans de l'intervention des créanciers à la réhabilitation de leurs débiteurs, car ils considéraient cette réhabilitation comme un acte de juridiction gracieuse et non comme un acte de juridiction contentieuse. Ils se contentèrent donc des quittances.

La jurisprudence se montre, d'ailleurs, très exigeante sur la forme de ces quittances ; elle veut qu'elles mentionnent un paiement intégral et non une remise de dettes² ; elle n'admet pas les quittances pour solde et veut, au contraire, des quittances rédigées en compte exact du montant de la créance,

1. LOCRÉ, t. VII, p. 494.

2. Rennes, 11 septembre 1846.

des intérêts et des frais, suivi du certificat de libération des créanciers¹.

A côté des quittances, le débiteur est admis à produire d'autres pièces justificatives de son paiement, dans le cas où il lui a été impossible de se procurer des quittances ; la Cour appréciera leur valeur².

Telle est la forme que doit revêtir une demande en réhabilitation commerciale. Elle n'est pas soumise immédiatement à l'appréciation de la Cour d'appel, il faut qu'elle soit contrôlée et, pour cela, le Premier Président rend une ordonnance de communication au Procureur général.

C. — *Enquête et Publicité*. — C'est une enquête qui va avoir lieu : on va vérifier l'exactitude des allégations du demandeur. Le soin de faire procéder à cette vérification est confié au Procureur de la République et au Président du Tribunal de commerce de l'arrondissement où a eu lieu la faillite ; si le failli a changé de domicile, une autre enquête est faite par les magistrats de ce domicile nouveau.

Le Procureur général leur envoie des expédi-

1. Arrêt de Douai précité, DALLOZ, 75, 2, 89.

2. Besançon, 20 mars 1876. DALLOZ, 76, 2, 119.

tions de la requête du débiteur « en les chargeant
« de recueillir tous les renseignements qu'ils
« pourront se procurer sur la vérité des faits ex-
« posés » (art. 606 du Code de commerce). Le
Procureur de la République et le Président du Tri-
bunal de commerce font leur enquête séparé-
ment ; ils font interroger les créanciers sur la réa-
lité des paiements. Un délai de deux mois leur est
laissé pour cela, et, pour que les personnes pou-
vant donner des renseignements sur le débiteur
soient averties de sa demande en réhabilitation, la
loi a exigé une publicité pendant ce délai : une
copie de la requête doit être affichée au Tribunal
de commerce, à la Bourse et à la Mairie, une in-
sertion doit en être faite dans les journaux de l'ar-
rondissement (art. 607).

Cette enquête a un caractère purement confi-
dentiel : ce sont des renseignements destinés à
éclairer la Cour sur la moralité du failli et sur son
admissibilité à la réhabilitation.

Le failli ne peut pas prendre connaissance de
l'enquête, il ne peut pas en demander communi-
cation, mais il peut fournir à la Cour des rensei-
gnements complémentaires¹.

1. Cassation, 15 novembre 1857. DALLOZ, 58, 1, 241.

Quand leur enquête est terminée, le Procureur de la République et le Président du Tribunal de commerce la font parvenir au Procureur général, en y joignant leur avis personnel sur l'admission de la demande (art. 609). Nous croyons que cet avis doit consister dans le résumé des vérifications qui ont été faites et non dans un rapport sur la conduite et la moralité actuelles du failli. En effet, le Code de commerce exige, comme condition essentielle à la réhabilitation, le paiement intégral des dettes, et il fait vérifier ce paiement ; mais il ne prescrit pas au Procureur général de s'enquérir de la dignité du débiteur¹. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point en examinant le rôle que doit jouer une Cour d'appel saisie d'une demande en réhabilitation commerciale.

D. — *Droits des créanciers.* — Nous venons de voir de quelle façon elle est saisie et les formalités dont le législateur a entouré la demande. Cette publicité a un double but : d'abord elle permet au public de donner des renseignements et de faciliter ainsi l'enquête des magistrats ; de plus, elle provoque les oppositions à la réhabilitation. On

1. En sens contraire : DALLOZ, *Jurisprudence générale*. V. Faillites, n° 1556.

peut même dire que c'est là surtout le but que s'est proposé le législateur en faisant afficher une copie de la requête du débiteur. Le créancier non payé qui, passant devant les affiches du Tribunal de commerce ou de la Bourse, y verra en toutes lettres le nom de son débiteur, s'empressera de prévenir la justice qu'il n'est pas encore désintéressé. Il n'aura pour cela qu'à former opposition par simple acte au greffe, appuyé des pièces justificatives (art. 608). Le législateur n'a pas voulu que l'affiche soit perpétuelle, il a fixé un délai de deux mois, pendant lequel les oppositions des créanciers sont recevables; mais il ne faut pas considérer ce délai comme strict et l'on admet toujours les oppositions pendant le cours de la procédure¹.

L'opposition est le seul droit que le législateur ait accordé aux créanciers et il leur a formellement interdit d'être parties dans la procédure (art. 608) pour le motif que nous avons exposé plus haut. Les oppositions ne forment d'ailleurs pas un obstacle infranchissable pour le débiteur et celui-ci peut les anéantir en désintéressant les créanciers opposants ou même en leur faisant des offres suivies de consignation.

1. Pau, 19 avril 1853. DALLOZ, 55, 2, 316.

Il peut arriver aussi que des créanciers opposants exagèrent le montant de leurs créances, le débiteur est alors libre de faire reconnaître cette exagération par le Tribunal de commerce et de faire disparaître ces oppositions¹.

E. — *Arrêt.* — Quand le dossier du failli qui sollicite sa réhabilitation est ainsi constitué, le Procureur général le soumet à la Cour d'appel qui doit se prononcer sur l'admission ou le rejet de la demande (art 610).

Ici deux questions se posent : quelle est la forme que doit revêtir cette décision de la Cour ? Quelle est la base de cette décision ?

La première question consiste à savoir si la Cour doit statuer en audience solennelle et la réponse négative ne fait aucun doute. En effet, le texte que l'on pourrait invoquer pour exiger la réunion de deux chambres civiles est l'article 22 du décret du 30 mars 1808, aux termes duquel les contestations sur l'état civil doivent être portées aux audiences solennelles. Peut-on considérer la réhabilitation commerciale comme une question de ce genre-là ? Evidemment non, puisque nous

1. En ce sens : PARDESSUS, n° 1316.

savons que le failli est frappé dans son état politique plutôt que dans son état civil. La jurisprudence et la doctrine sont d'accord sur cette solution¹.

Beaucoup plus discutée est la question de savoir quelle est la base que la Cour doit donner à sa décision, quel est le rôle d'une Cour d'appel saisie d'une demande en réhabilitation.

La doctrine est séparée en deux camps dont les arguments sont puisés à la même source : les travaux préparatoires. Les uns donnent à la Cour un pouvoir d'appréciation et lui reconnaissent le droit de refuser la réhabilitation d'un débiteur totalement libéré, les autres lui contestent ce droit et la considèrent comme obligée de prononcer la réhabilitation.

Les partisans de cette dernière opinion disent que telle a été l'intention du législateur². En effet, au cours de la discussion au Conseil d'Etat, Merlin avait dit qu'il ne s'agissait que de vérifier si l'état de faillite existait encore et non de voir s'il

1. Cassation, 26 novembre 1862, DALLOZ, 62, 1, 522. 14 mars 1864, DALLOZ, 64, 1, 154. 6 novembre 1883, D. 84, 1, 471. LAROCQUE-SAYSSINEL, *Formulaire général des faillites*, tome II, n° 2032. LYON-CAEN, tome VIII, édition 1899, n° 990.

2. En ce sens : BEDARRIDE, tome III, n° 1324. BOISTEL, n° 1103. ALAUZET, Commentaire de l'art. 609.

y avait lieu ou non à la réhabilitation; de plus, l'archi-chancelier avait dit que, si l'on se basait sur la moralité du failli, on commettrait souvent des injustices car on se laisserait tromper par l'opinion publique.

Les partisans du pouvoir d'appréciation¹ disent qu'au cours de cette même discussion on a répondu à Merlin que la réhabilitation de plein droit de 1791 n'avait lieu que lorsque les débiteurs rapportaient un acquit général de leurs créanciers. Ils disent également que si le législateur a exigé que le Procureur de la République et le Président du Tribunal de commerce donnent leur avis, c'est pour que la Cour tienne compte de cet avis et c'est que le législateur a donné à la Cour un pouvoir d'appréciation.

Nous croyons cependant que la Cour n'a pas à apprécier la moralité du débiteur, car là n'est pas le but de la réhabilitation. Le but de cette institution est d'effacer les déchéances d'un débiteur qui a réparé sa faute; dès l'instant que le débiteur a payé ses créanciers, il doit être réhabilité². D'ail-

1. Notamment DALLOZ, *Jurisprudence générale*, V. Faillites, n° 1556.

2. En ce sens : LYON-CAEN et RENAULT, tome VIII, n° 991, édition 1903.

leurs, à notre sens, la rédaction même de l'article 609 ne confère à la Cour aucun pouvoir d'appréciation de la conduite du débiteur.

En effet, l'ancien texte de cet article ordonnait au Procureur du Roi et au Président du Tribunal de commerce de transmettre au Procureur général « les connaissances particulières qu'ils auraient sur la conduite du failli », Cette rédaction n'a pas été maintenue en 1838 et le nouvel article 609 ordonne au Procureur de la République de donner son *avis*, ce qui signifie que ce magistrat doit vérifier seulement la sincérité des paiements.

Si la Cour a rejeté la demande, elle pourra être renouvelée un an après (art. 610 du Code de commerce). Le Code de 1807 n'admettait pas ce renouvellement de la procédure de réhabilitation, mais le législateur de 1838 pensa que rien ne s'opposait à ce que le failli sollicitât une seconde fois la faveur qu'on lui avait refusée et il lui fixa seulement un intervalle d'une année entre les deux demandes. Si la réhabilitation lui est refusée une seconde fois, il est probable qu'il ne fera pas une troisième tentative, mais sa demande sera toujours recevable ¹.

1. EN CE SENS : RENOARD, p. 493.

Quand la réhabilitation est prononcée, il faut lui donner la plus grande publicité possible. Le législateur a pensé que cette publicité serait suffisamment assurée par la lecture de l'arrêt de réhabilitation à l'audience du Tribunal de commerce qui avait prononcé la faillite et à l'audience du Tribunal civil de l'arrondissement où elle avait été déclarée.

Ce ne sont pas les seuls tribunaux qui doivent donner lecture de l'arrêt, puisque le texte qui l'ordonne (art. 611) est rédigé en termes très généraux, faisant allusion aux magistrats qui ont reçu du Procureur général des expéditions de la demande en réhabilitation; or, nous avons vu que ces magistrats sont, non seulement le Procureur de la République et le Président du Tribunal de commerce de l'arrondissement où a eu lieu la faillite, mais encore le Procureur de la République et le Président du Tribunal de commerce du dernier domicile du failli. La lecture de l'arrêt doit donc aussi être faite par le Tribunal civil et le Tribunal consulaire de ce domicile. L'arrêt doit de plus être transcrit sur les registres de ces divers tribunaux.

SECTION IV. — Effets de la réhabilitation.

L'arrêt de réhabilitation rend à l'ancien débiteur tous les droits que la faillite lui avait enlevés. Les effets, à son égard, sont donc très simples et il est inutile d'énumérer les incapacités dont il avait été frappé et que cet arrêt efface totalement. Plus complexe est l'examen des effets qu'il produit à l'égard des créanciers, car il peut fort bien arriver que, malgré une enquête scrupuleuse, certains créanciers n'aient jamais été payés. Quels sont les droits de ces créanciers qui n'ont pas fait opposition à la réhabilitation ?

Diverses réponses ont été faites à cette question. Tout d'abord les créanciers n'ont aucun recours contre l'arrêt de réhabilitation qui est considéré comme un acte d'autorité publique contre lequel aucune voie de recours n'est ouverte.

Mais, dit M. Boistel ¹, les créanciers non désintéressés pourront empêcher leur débiteur d'user des droits que la réhabilitation leur a rendus ! Nous croyons que cette solution serait difficile à expliquer, car l'ancien failli peut leur opposer son

1. BOISTEL, n° 1105.

arrêt de réhabilitation qui lui a rendu tous ses droits.

L'arrêt de la réhabilitation est indestructible et les créanciers ne peuvent rien contre lui.

Est-ce à dire que, grâce à son arrêt de réhabilitation, l'ancien failli qui a encore des créanciers est libéré à leur égard ? Evidemment non et attribuer à l'arrêt de réhabilitation un effet libératoire général serait lui attribuer un effet tout opposé à celui que le législateur a entendu lui faire produire. La réhabilitation a pour but de rendre au commerçant qui a fait faillite la jouissance de tous ses droits politiques et commerciaux, à une condition, c'est qu'il paye intégralement ses dettes. Si, postérieurement à la réhabilitation, des créanciers se présentent, ils ne viennent pas trop tard et le failli réhabilité ne peut pas refuser de les payer. C'est ici que la division des opinions se produit sur le point de savoir ce qui doit être payé.

Le failli réhabilité doit-il payer toutes ses dettes ou seulement les dividendes qui lui ont été consentis par le concordat ?

La Cour de Paris avait, dans un arrêt du 23 décembre 1843¹, décidé que le débiteur qui avait

1. DALLOZ, 46, 1, 187.

obtenu de ses créanciers un concordat ne leur devait que les dividendes consentis par eux dans ce concordat ¹. Cette solution se justifiait par le principe même du concordat, contrat qui lie les créanciers et le débiteur; de plus, on affirmait que la réhabilitation était pour les créanciers non payés *res inter alios acta* et que, par conséquent, cette réhabilitation ne changeait pas leur situation antérieure. La Cour de cassation n'admit pas cette manière de voir et cassa la décision de la Cour de Paris, le 20 mai 1846 ². Pour la Cour de cassation, le failli qui demande sa réhabilitation « renonce viztuellement » à son concordat, sans distinguer entre les créanciers désintéressés et les créanciers non désintéressés au cours de la procédure. « Il ne peut rester failli pour les uns », disait la Cour suprême, « et réhabilité pour les autres, la réhabilitation opère une restitution d'état et l'état des personnes est indivisible ».

Ce n'est pourtant pas, à notre avis, violer le principe de l'indivisibilité de l'état des personnes que de prétendre à la survivance du concordat après la réhabilitation, car il est certain que celle-ci n'a pas pu effacer l'état de faillite, c'est-à-

1. En ce sens : BOISTEL, n° 1105.

2. DALLOZ, 46, 1, 185.

dire de cessation de paiements à l'égard des créanciers non payés. Prétendre que cet état n'existe plus, c'est affirmer la libération du débiteur, or il est certain que celui-ci n'est pas libéré. De plus, peut-on considérer la demande en réhabilitation comme impliquant une renonciation au concordat ? Nous ne le croyons pas, car nous considérons le paiement intégral effectué par le débiteur aux créanciers qu'il connaît et qu'il retrouve comme un paiement dont le seul but est de le conduire à la réhabilitation ; dans ce but, le débiteur renonce évidemment au concordat à leur égard, mais s'il a oublié des créanciers et si ces créanciers oubliés se présentent après la réhabilitation, peut-on dire que la réhabilitation modifie les obligations du débiteur à leur égard ? Quel changement cette réhabilitation a-t-elle apporté aux liens de droit qui le rattachent aux créanciers non désintéressés ? Nous n'en voyons pas et nous croyons que les créanciers ne peuvent pas réclamer l'intégralité de leurs créances sous prétexte que les autres ont été payés intégralement lors de la procédure de réhabilitation. Celle-ci n'a pas pu effacer le concordat qui est un contrat auquel le débiteur n'a renoncé qu'à l'égard des créanciers qu'il a désintéressés. Ce contrat subsiste donc pour les créanciers non désintéressés et

ceux-ci ne peuvent exiger du débiteur réhabilité que les dividendes promis. La Cour de cassation attribue à l'arrêt de réhabilitation un effet considérable en adoptant cette solution, car elle considère l'obligation naturelle dont était tenu le failli concordataire comme transformée en obligation civile. Elle permet ainsi aux créanciers non désintéressés d'un failli réhabilité de le poursuivre en paiement du total ¹.

De plus, la jurisprudence, en considérant l'arrêt de réhabilitation comme l'extinction de l'état de faillite, même dans le cas où plusieurs créanciers n'ont pas été désintéressés, a été conduite à admettre une autre conséquence de son principe : la faillite avait apporté des restrictions à l'hypothèque légale de la femme du failli (art. 563 du Code de commerce), l'arrêt de réhabilitation les fait cesser et cette hypothèque redevient générale ².

Cette solution est évidemment conforme au principe qu'a posé la jurisprudence, mais nous ne pouvons l'admettre puisque nous n'admettons pas le principe lui-même. D'ailleurs d'autres rai-

1. Dans la même sens : LYON-CAEN, tome VIII, édition 1899, n° 997.

2. Cassation. 1^{er} décembre 1858. — SIREY, 59, 1, 113.

sons nous amènent à la repousser ; dès l'instant d'abord que les créanciers auront touché les dividendes du concordat, ils n'auront plus rien à réclamer et ne seront pas en conflit avec la femme de leur débiteur. Où sera alors l'intérêt pour les créanciers de voir restreindre son hypothèque légale ? Il n'y en aura pas et l'article 563 perdra à ce moment l'utilité de son application. Dans le cas où le débiteur n'aura pas obtenu de concordat et où ses créanciers seront en état d'union, ceux-ci n'auront plus d'intérêt à invoquer la restriction de l'hypothèque légale quand la liquidation sera terminée. Il en sera exactement de même au cas où la faillite aboutira à un concordat par abandon d'actif¹. C'est à ce moment-là seulement que l'hypothèque de la femme du débiteur reprendra sa généralité et on ne peut pas attribuer à la réhabilitation le pouvoir d'effectuer ce changement. En effet, quel est le but de l'article 563 ? C'est d'empêcher le débiteur d'acheter avec les deniers dus aux créanciers des immeubles qui seraient immédiatement frappés de l'hypothèque de la femme et échapperaient aux créanciers. Quand ces créanciers sont payés, ils ne peuvent plus prendre

1. En ce sens : LYON-CAEN, tome VIII, édition 1899, nos 917 et 995.

d'hypothèque et ce texte devient inutile¹, mais il ne devient inutile qu'après ce paiement. Or, la jurisprudence, en faisant cesser les restrictions de l'hypothèque de la femme du débiteur le jour même de la réhabilitation, aboutit précisément au résultat que le législateur a voulu éviter : cette hypothèque redevenant générale, le débiteur va l'opposer à ses créanciers qui ne pourront rien saisir.

En résumé, il nous semble que la réhabilitation n'a aucun effet ni sur les créanciers du failli ni sur les garanties de sa femme, tandis que la jurisprudence lui en attribue deux très importants : le premier, c'est de transformer en obligation civile l'obligation naturelle de payer toutes les dettes au-delà des dividendes du concordat ; le second, c'est de rendre à la femme du débiteur son hypothèque générale.

Nous avons passé en revue les principes admis en matière de réhabilitation commerciale. Il nous semble qu'il est utile, pour compléter notre étude de la législation française actuelle, de faire un court rapprochement entre cette réhabilitation et la réhabilitation pénale.

1. En ce sens : Toulouse, 7 avril 1865. — SIREY, 65, 2, 212.

SECTION V. — Rapprochement entre la réhabilitation commerciale et la réhabilitation pénale.

La réhabilitation pénale actuelle est organisée par la loi du 14 août 1885. Avant cette loi, cette réhabilitation différait déjà de la réhabilitation commerciale sur bien des points, notamment sur l'autorité compétente et sur la nature de l'enquête. La loi de 1885 a fait de la réhabilitation pénale un acte judiciaire alors qu'auparavant elle émanait du chef de l'Etat. Quant aux caractères que présentent ces deux réhabilitations, on peut dire que la loi de 1885 n'a pas modifié leurs différences. Nous avons vu les caractères de la réhabilitation commerciale, nous ne les rappellerons que pour les mettre en opposition avec ceux de la réhabilitation pénale.

Une différence frappe tout d'abord : c'est celle qui existe entre les personnes qui sollicitent leur réhabilitation. La personne qui sollicite la réhabilitation pénale est soit un délinquant, soit un criminel, tandis que la personne qui sollicite la réhabilitation commerciale est un commerçant qui a manqué à ses engagements. Le délinquant et le criminel sont des gens qui ont commis des fautes graves envers la Société ; ils ont troublé l'ordre

social, par conséquent le pardon ne peut leur être accordé que si leur conduite exemplaire a racheté le tort qu'ils avaient causé. Le législateur leur a fixé un nombre d'années de bonne conduite qui varie suivant le genre de fautes (cinq ans pour les crimes et trois ans pour les délits, art. 620 du Code d'instruction criminelle) ; il a exigé, de plus, que le délinquant ou le criminel résident pendant tout ce temps dans le même arrondissement et au moins deux ans dans la même commune. Voilà, avec le paiement des condamnations pécuniaires, les conditions de la réhabilitation pénale. On voit immédiatement quelle différence énorme la sépare de la réhabilitation commerciale. « La réhabilitation », disait M. Bienvenu Martin à la Chambre des députés, « n'est pas également facile pour un individu condamné pour un crime ou un délit et pour le failli. La réhabilitation du premier dépend de sa conduite, c'est-à-dire de lui seul ; celle du second dépend, pour une part, des circonstances, car le travail et l'esprit de conduite ne suffisent pas toujours à ramener la fortune »¹.

1. Chambre des députés, séance du 1^{er} mars 1900. Rapport de M. Bienvenu Martin sur la proposition de loi tendant à rendre aux faillis leur droit de vote. *J. Off.* 1900. Chambre. Documents parlementaires, p. 605.

Cette différence de conditions entraîne une différence de procédure. L'enquête porte essentiellement sur la conduite de l'intéressé, tandis qu'en matière commerciale elle porte sur le fait du paiement intégral de tous les créanciers. Le rôle de la Cour d'appel n'est plus le même non plus, car dans le cas où elle est appelée à se prononcer sur une réhabilitation pénale, la Cour a un pouvoir d'appréciation et elle peut refuser la réhabilitation. En matière commerciale, ce pouvoir d'appréciation est admis par certains auteurs ; mais, à notre avis, le rôle de la Cour consiste uniquement à constater le désintéressement intégral des créanciers de la faillite. « La réhabilitation pénale », dit M. Lyon-Caen, « ne constitue jamais un droit « pour le condamné, comme la réhabilitation « commerciale est un droit pour le failli, après « l'acquittement complet de ses dettes »¹.

En ce qui concerne les effets de la réhabilitation pénale, la loi de 1885 a introduit une innovation : elle a décidé que la condamnation serait effacée (art. 634 du Code d'instruction criminelle), alors qu'auparavant cette réhabilitation faisait seulement cesser les incapacités et laissait la condam-

1. LYON-CAEN, t. VIII, édition 1889, n° 998. — Et en ce sens : GARRAUD : *Traité de Droit pénal français*, t. II, n° 574.

nation intacte. En matière commerciale, où il n'y a pas de condamnation, la réhabilitation efface seulement les incapacités, et le changement apporté par cette loi semble n'avoir eu aucune influence sur les différences ou les ressemblances entre nos deux réhabilitations. Cependant, il est un point sur lequel elles différaient et sur lequel cette innovation de la loi de 1885 a permis l'assimilation entre elles : c'est sur la possibilité de réhabiliter la mémoire d'un défunt. En effet, avant la loi de 1885, la réhabilitation de la mémoire d'un condamné était inutile, puisqu'elle n'effaçait pas la condamnation; mais aujourd'hui que, d'après cette loi, la condamnation est effacée par la réhabilitation, celle-ci est de la plus grande utilité aux héritiers du condamné¹.

Si la loi du 14 août 1885 n'a pas apporté de grands changements aux différences qui existaient avant elle entre la réhabilitation commerciale et la réhabilitation pénale, il en est une plus récente qui est venue creuser un abîme entre l'une et l'autre : c'est la loi du 5 août 1899. Cette loi dispense de la demande en réhabilitation et déclare réhabilités de plein droit, au bout de dix ans, les

1. En ce sens : GARRAUD, t. II, n° 569. En sens contraire : LYON-CAEN, S. VIII. Edition 1899, n° 998.

individus condamnés à un maximum de six mois de prison, au bout de quinze ans les condamnés à un maximum de deux ans, et au bout de vingt ans les condamnés à plus de deux ans de prison. La seule condition imposée à ces divers condamnés est de ne pas avoir encouru de nouvelles condamnations autres que l'amende. La réhabilitation de plein droit n'existe pas en matière commerciale. C'est cette différence entre les deux réhabilitations qui a frappé l'auteur de la loi de 1899 et qui lui a inspiré l'idée de présenter au législateur un projet de loi tendant à adoucir la réhabilitation commerciale dans la même mesure que la réhabilitation pénale¹.

Nous reviendrons sur ce point quand nous examinerons les modifications qui ont été proposées en matière de réhabilitation commerciale, car, avant d'aborder cette étude, il nous faut voir quel est l'état actuel des législations étrangères. Avant même de les passer en revue, nous allons examiner les questions que peuvent soulever les faillites déclarées à l'étranger.

1. Proposition Béranger. Sénat 1900.

SECTION VI. — Faillites déclarées à l'étranger.

Une importante question se pose relativement à ces faillites : produisent-elles des effets sur la personne du commerçant domicilié en France ?

Pour résoudre cette question, il faut d'abord être fixé sur le caractère des faillites prononcées à l'étranger, car la détermination de ce caractère a donné lieu à bien des discussions qui n'ont pas abouti à une conclusion universellement admise ; les avis sont toujours partagés. Les uns estiment que la faillite prononcée dans un pays quelconque produit immédiatement ses effets dans tous les pays ; pour eux, la faillite est une et indivisible par nature ; le jugement qui l'a déclarée a autorité de chose jugée partout et il n'a besoin d'être rendu exécutoire en France, au moyen de l'exequatur, que si des actes d'exécution sur les biens du failli sont nécessaires ; le failli, pour eux, est un incapable dans tous les pays¹. D'autres ne reconnaissent

1. En ce sens : WEISS. Rapport à l'Institut de Droit international (*Revue de Droit international*, année 1892, p. 5). — GLASSON : *Journal de Droit international privé*, année 1881, p. 139.

à la faillite qu'un effet territorial et lui refusent toute application au-delà des frontières du pays où elle a été prononcée¹.

Les partisans du premier système considèrent la faillite prononcée dans un pays comme infamante dans tous les autres pays et, d'après eux, si un commerçant domicilié en France a fait faillite à l'étranger, il est frappé de déchéances indépendamment de tout exequatur délivré par un tribunal français.

Pour les incapacités politiques, les textes formels s'opposent à l'adoption de ce système, ce sont : le décret du 2 février 1852, article 15, 17°, et la loi du 2 décembre 1883, article 2, 8°, qui exigent que le jugement étranger soit rendu exécutoire en France. Mais que faut-il décider pour les autres incapacités?

A notre avis, cette décision dépend de l'autorité que l'on accorde en France aux jugements étrangers. En effet, il ne s'agit pas ici de l'exécution sur les biens, qui est impossible avant que le jugement ait été revêtu de l'exequatur (argument des art. 546, du Code de procédure, et 2123 du Code civil), il ne s'agit que d'une conséquence du juge-

1 En ce sens : PIC. *Journal de Droit international privé*, année 1892, p. 593.

ment déclaratif de faillite et cette conséquence ne pourra se produire que si ce dernier a l'autorité de la chose jugée. Si on lui reconnaît *ipso jure* l'autorité de la chose jugée, le commerçant sera considéré comme un failli et frappé des mêmes déchéances que si sa faillite avait été prononcée en France. Si on exige, au contraire, l'exequatur, les déchéances ne seront encourues que du jour où l'exequatur aura été obtenu.

La Cour de cassation ne reconnaît l'autorité de la chose jugée aux jugements étrangers que s'ils sont revêtus de l'exequatur d'un tribunal français¹. Elle se fonde sur les articles 546 du Code de procédure et 2123 du Code civil, et les interprète en ce sens que « le législateur, en appelant un tribunal entier à prononcer la sentence d'exequatur, lui a implicitement conféré le pouvoir d'examiner l'affaire au fond ». Son système consiste donc dans la nécessité de revêtir de l'exequatur tout jugement étranger pour qu'il puisse être invoqué en France.

Si l'on accepte ce système, on décidera que le commerçant qui a été déclaré en faillite à l'étranger ne sera frappé de déchéances en France que

1. Cassation, 28 mai 1881. *Journal de Droit international privé*, année 1882, p. 170.

du jour où le jugement étranger sera revêtu de l'exequatur. Mais ce droit que la jurisprudence reconnaît aux tribunaux français d'examiner à nouveau l'affaire ne résulte pas des textes invoqués, c'est une simple interprétation. Il nous semble, au contraire, que tous les jugements étrangers définitifs et valablement rendus ont l'autorité de la chose jugée et que l'exequatur dont on doit les revêtir, c'est-à-dire la formule exécutoire, n'a pour but que d'autoriser les actes d'exécution en vertu de ces jugements.

La déclaration de faillite entraîne une certaine infamie, c'est une conséquence directe de ce jugement et indépendante de son exécution matérielle. Or, l'exequatur n'est exigé par l'article 546 du Code de procédure que pour l'exécution matérielle des jugements étrangers, il n'est pas exigé pour constater leur existence, il n'est donc pas nécessaire pour faire considérer un commerçant comme failli¹. Si c'est un étranger non naturalisé Français, il sera traité comme l'exige sa loi nationale et ne sera frappé que des incapacités édictées par cette loi.

Comme nous admettons que les jugements de

1. En sens contraire : LYON-CAEN, tome VIII, n^{os} 1249 et 1268, édition 1899.

faillite étrangers produisent des effets en France sur la personne du failli, il nous faut rechercher comment ce dernier pourra les faire cesser.

Il est d'abord certain qu'ils cesseront conformément aux lois du pays qui a déclaré la faillite, car, comme le disent avec raison MM. Lyon-Caen et Renault, « on ne concevrait pas que quand la faillite est en quelque sorte effacée dans ce pays, elle conserve encore certains effets dans les autres »¹. Nous verrons, en examinant les législations étrangères, que la réhabilitation commerciale n'est pas exigée partout et que, dans certains pays, les incapacités cessent par le seul fait de l'exécution du concordat ou cessent avec les opérations de faillite. Mais, ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont les cas où une réhabilitation est exigée par la loi nationale du commerçant. Cette réhabilitation peut-elle être prononcée en France?

La majorité des auteurs répond négativement et attribue la compétence au tribunal étranger qui a déclaré la faillite, car c'est lui qui a les éléments nécessaires à l'appréciation de la demande en réhabilitation². Dès que la réhabilitation est pro-

1. LYON-CAEN, tome VIII, n° 1293, édition 1899.

2. DESPAGNET, *Précis de Droit international privé*, n° 673. THALLER, *La faillite en droit comparé*, tome II, p. 378. LYON-CAEN et RENAULT, tome VIII, n° 1268, édition 1899.

noncée par le tribunal étranger, les déchéances cessent de plein droit en France.

Cette solution n'est pas admise par les auteurs qui estiment que l'exequatur est nécessaire pour faire encourir les déchéances et ces auteurs pensent que l'exequatur est nécessaire aussi au jugement de réhabilitation prononcée à l'étranger ¹. En effet, dès l'instant qu'un jugement étranger a été revêtu de l'exequatur, il est exécutoire en France et un nouveau jugement étranger ne peut l'annuler que s'il est lui-même soumis à l'exequatur. C'est très exact en ce qui concerne les incapacités électorales d'un commerçant dont le jugement déclaratif de faillite étranger a été rendu exécutoire en France ; elles ne disparaîtront certainement qu'après l'exequatur du jugement étranger de réhabilitation, car, sans cet exequatur, le jugement déclaratif de faillite serait toujours exécutoire en France. Mais ces auteurs ont tort, à notre avis, d'étendre à toutes les incapacités une solution visée par un texte spécial, le décret du 2 février 1852, article 15, 17°, qui ne concerne que les incapacités électorales.

Nous n'admettons pas cette généralisation, et,

1. En ce sens : LYON-CAEN, tome VIII, *loc. cit.*

comme nous pensons que l'exequatur du jugement déclaratif de faillite étranger est inutile pour faire encourir au commerçant domicilié en France d'autres incapacités que les incapacités électorales, nous sommes amenés à décider *a fortiori* que le jugement de réhabilitation prononcé à l'étranger n'a pas besoin de l'exequatur pour les faire cesser.

CHAPITRE IV

LA RÉHABILITATION COMMERCIALE A L'ÉTRANGER ¹

Les législations étrangères en matière de réhabilitation commerciale peuvent être groupées en trois catégories :

1° Les législations germaniques comprenant l'Allemagne, l'Alsace, l'Autriche, la Suisse et les Pays-Bas ;

2° Les législations britanniques comprenant l'Angleterre et les Etats-Unis ;

3° Les législations latines comprenant la Belgique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la République Argentine, le Chili et le Mexique.

1. Les documents de ce chapitre sont empruntés au remarquable ouvrage de M. THALLER, *Les faillites en droit comparé* (tome I^{er}, p. 312 et suiv.), et à l'enquête du Ministère de la Justice de 1900, faite sur la demande de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Béranger. (Documents parlementaires du Sénat, 1900, p. 861.)

SECTION I^{re}. — Groupe germanique.

Dans les Etats germaniques, la faillite entraîne bien pour le failli la suspension de la capacité politique, mais la cessation de la faillite produit de plein droit la mainlevée des déchéances sans qu'il soit besoin de procédure spéciale de réhabilitation.

Le failli n'est pas frappé d'une incapacité spéciale, il n'est frappé qu'en vertu de la règle générale qui prive de certains droits « ceux à qui une décision judiciaire a limité le droit de disposition de leurs biens ». Mais par cela même que la restriction des droits politiques est connexe à l'incapacité d'aliéner, les déchéances disparaissent en même temps que cette incapacité. La clôture de la faillite réintègre aussitôt le débiteur dans le statut de citoyen. Il obtient sa réhabilitation de plein droit, sans procédure spéciale, sans égard aux circonstances qui ont pu déterminer sa chute.

Toutefois cela n'est vrai que du droit d'Empire. Pour les élections aux assemblées délibérantes ou pour les fonctions publiques des Etats particuliers, l'influence de la faillite sur l'exercice des droits

publics est déterminée souverainement par les lois locales.

Dans la loi prussienne, il est bien vrai que les droits non pécuniaires sont rendus au failli à l'issue de la procédure ¹, mais il n'en est pas ainsi dans la plupart des Etats, notamment en Alsace-Lorraine ².

Lorsqu'après le vote du Code des faillites de 1877, il fallut approprier dans les divers Etats les statuts particuliers à la nouvelle organisation fédérale, le gouvernement de Strasbourg insista auprès de la délégation provinciale pour obtenir d'elle la restitution instantanée, après clôture de la faillite, des droits politiques au failli. La délégation, continuant à obéir aux traditions du droit français, préféra maintenir la déchéance jusqu'au remboursement intégral du passif. Toutefois, elle crut devoir adoucir notre système, en admettant deux nouveaux faits pouvant motiver la réhabilitation et faire rentrer le débiteur dans sa pleine capacité : un certificat d'excusabilité à l'issue des opérations et cinq années de repentir et de conduite sans reproche. Cette réhabilitation elle-

1. Loi prussienne du 6 mars 1879, section III, paragraphes 51 et 53.

2. Loi du 8 juillet 1879, art. 31.

même est simplifiée dans la forme. La décision émane, non de la Cour d'appel, mais du Tribunal, statuant en chambre du conseil, sur la requête du failli, le ministère public entendu. En cas de rejet, la demande ne peut être reproduite avant deux ans.

En Autriche, même après que le concours a pris fin et tant qu'il n'a pas obtenu sa réhabilitation, le commerçant failli reste frappé de certaines incapacités. Quant à la procédure de la réhabilitation et aux justifications à fournir pour la faire aboutir, la loi autrichienne donne compétence au tribunal de la faillite. Le requérant doit prouver le remboursement total de son passif ou un mode quelconque de libération reconnu par la loi civile, la remise équivalent à un paiement si elle est consentie librement par le créancier après faillite. Des affiches posées dans les salles du Tribunal et de la Bourse ont pour but d'appeler les oppositions. La justice, s'il y a lieu, ordonne une information pour s'assurer de la vérité des faits produits.

En Suisse, la loi fédérale de 1889 (art. 26) laisse aux lois locales le soin de déterminer les conséquences du droit public attachées à la faillite. Mais elle ordonne que la réhabilitation sera prononcée si la faillite est révoquée ou si tous les créanciers

perdants ont été payés ou consentent à la réhabilitation.

Dans les Pays-Bas, on distingue entre le failli concordataire et le failli non concordataire. Voici les textes du Code de commerce :

ART. 850. — Le Tribunal est autorisé, lors de l'homologation du concordat, sur le rapport du juge-commissaire, et après avoir entendu le ministère public, à réhabiliter immédiatement le failli malheureux qui a agi de bonne foi.

Dans tous les autres cas, la réhabilitation ne pourra avoir lieu que de la manière indiquée dans la dernière section de ce titre.

ART. 851. — Lorsqu'aucun concordat n'aura été proposé ou accepté, ou que l'homologation en aura été refusée, la masse sera déclarée insolvable par le Tribunal qui en ordonnera la liquidation par les soins des curateurs.

ART. 892. — Le failli qui n'aura pas été réhabilité immédiatement lors de l'homologation du concordat, suivant les dispositions de l'article 850, ou ses héritiers pourront former une demande à fin de réhabilitation par devant le tribunal qui aura prononcé la déclaration de faillite, lors même que le failli sera domicilié ailleurs.

ART. 893. — Ne seront point admis à la réhabilitation ceux qui auront été coupables de stellionat ou ceux qui auront été condamnés pour banqueroute, vol, escroquerie ou abus de confiance pour sommes d'argent ou effets donnés en dépôt.

ART. 894. — Le failli ou ses héritiers ne seront point recevables dans leur demande s'ils ne joignent à leur requête la preuve que tous les créanciers ont été satisfaits *au gré de chacun*.

ART. 895. — La requête doit être affichée de la manière

prescrite ci-dessus par le second alinéa de l'article 891, des insertions seront faites en outre dans le journal ou dans les journaux que le Tribunal ordonnera.

ART. 896. — Tout créancier est autorisé à former opposition à la demande dans le délai de deux mois, à partir de l'insertion ci-dessus prescrite, et ce, par exploit signifié au greffe du Tribunal. Cette opposition ne pourra être motivée que sur ce que le créancier n'aura pas satisfait à la prescription de l'article 894.

ART. 897. — A l'expiration du délai de deux mois ci-dessus prescrit, le Tribunal, qu'il y ait ou non opposition, accordera ou refusera la demande sur les conclusions du ministère public.

ART. 898. — En cas d'admission de la demande, malgré l'opposition, ou en cas de rejet, l'opposant dans le premier cas et le failli dans le second cas, peuvent se pourvoir en appel.

ART. 899. — Lorsque le jugement qui accorde la réhabilitation aura acquis force de chose jugée, il en sera donné, à la requête du réhabilité, lecture en audience publique au Tribunal, et mention en sera faite sur les registres. Lorsque le réhabilité est domicilié dans un autre lieu, il peut requérir que la lecture et l'insertion aient lieu au tribunal du lieu de son domicile actuel.

SECTION II. — Groupe britannique.

Dans les mœurs anglaises, la faillite n'est pas infamante. Toutefois, les actes de 1869 (sect. 121) et de 1883 ont frappé les faillis de certaines incapacités et déchéances (disqualifications qui ne doivent cesser qu'à partir de l'annulation de la

faillite par suite du paiement intégral du passif ou tout au moins à partir d'un ordre de décharge attestant que le débiteur est tombé sans sa faute). La loi contemporaine anglaise tient donc le milieu entre le droit germanique qui, la faillite close, rend au failli sa capacité, et le droit français qui subordonne la réhabilitation à un remboursement intégral¹.

Voici les textes de cette loi (25 août 1883) :

ART. 32. — Le débiteur déclaré en faillite sera, conformément aux dispositions de la présente loi, frappé de l'incapacité :

a) De voter ou de siéger à la Chambre des Lords, ou dans un comité de cette Chambre, ou, après avoir été élu pair d'Ecosse ou d'Irlande, de siéger et de voter à la Chambre des Lords.

b) D'être élu, de siéger ou de voter à la Chambre des Communes ou dans un comité de cette Chambre.

c) D'être nommé juge de paix (*Justice of the Peace*) ou d'agir en cette qualité.

d) D'être élu ou d'exercer les fonctions de maire, d'alderman ou de membre d'un conseil municipal (*councillor*).

e) D'être élu aux fonctions ou d'exercer les fonctions de gardien des pauvres, de surveillant des pauvres, de membre d'un conseil sanitaire ou d'un bureau d'école primaire de l'Etat (*school board*), d'un bureau des grandes routes, d'un bureau de sépultures (*burial board*) ou d'un comité paroissial (*vestry*).

1. LYON-CAEN, *Loi anglaise sur la faillite*, p. 37.

Les incapacités qui frappent le failli en vertu du présent article cesseront :

a) Quand la déclaration de faillite sera annulée.

b) Quand le failli obtiendra de la Cour sa décharge avec un certificat attestant que la faillite est provenue de malheurs inévitables, sans qu'il y ait eu mauvaise conduite de sa part. La Cour peut accorder ou refuser la délivrance de ce certificat, selon son gré, mais toute décision la refusant sera sujette à l'appel.

ART. 35. — Lorsque, dans l'opinion de la Cour, un débiteur n'aurait pas dû être déclaré en faillite, ou lorsqu'il est prouvé, à la satisfaction de la Cour, que les dettes du failli ont été intégralement payées, la Cour peut, sur la demande de toute personne intéressée, annuler la déclaration de faillite.

Les Américains du Nord ont conservé le point de vue primitif anglo-saxon et n'attachent à la faillite aucune idée de flétrissure.

SECTION III. — Groupe latin.

Les Etats latins, tout en procédant de la loi française, n'admettent pas uniformément et sans réserves l'obligation pour le failli de rembourser l'intégralité de son passif.

En Belgique, les conditions sont les mêmes qu'en France.

En Italie, le Code de commerce de 1865 reproduisait dans ses articles 705 à 722 les dispositions

du droit français, mais le Code de 1882 ne consacrer que deux articles à cette question. L'article 816 est ainsi conçu :

« Le failli qui justifie d'avoir payé intégralement en capital et intérêts toutes les créances admises à la faillite peut obtenir du Tribunal un jugement en vertu duquel son nom sera rayé de la liste des faillis. La présente disposition n'est pas applicable aux individus coupables de banqueroute frauduleuse, aux commerçants condamnés pour faux, vol, appropriation indue, escroquerie ou tromperie, non plus qu'à ceux qui ont commis des malversations dans la gestion des deniers publics ».

Mais, tandis que la radiation du débiteur de la liste des faillis dépend en général du règlement total des anciens créanciers, la législation italienne a exempté de cette rigueur les concordataires qui étaient reconnus dignes d'intérêt par une clause insérée dans le jugement d'homologation.

En effet, l'article 839 est ainsi conçu :

« Lorsque, de l'examen des circonstances de la faillite et des conditions du concordat, il paraîtra résulter que le failli est digne d'égards particuliers, le jugement d'homologation pourra ordonner qu'après avoir satisfait complètement aux engagements qu'il a contractés dans le concordat, le débiteur verra son nom rayé de la liste des faillis. Le jugement pourra déclarer en outre que, moyennant l'accomplissement des obligations ci-dessus, le jugement déclaratif de faillite sera rapporté et que ses effets seront annulés, même en ce qui concerne la procédure pénale.

L'accomplissement des engagements sus-mentionnés devra être constaté par un jugement du même tribunal ».

En Espagne, depuis le Code de 1886, tous les concordataires ont le droit de se faire réhabiliter une fois qu'ils ont payé leurs dividendes et la nécessité du paiement total n'existe que pour les autres.

Le Code de commerce portugais de 1888 distingue aussi entre les concordataires et les non concordataires. Voici les textes :

ART. 743. — L'interdiction du failli sera levée, à sa requête, quand il aura obtenu une concession d'atermoiement ou l'approbation définitive d'un concordat, dûment homologué par le Tribunal, et sa réhabilitation sera également prononcée en conséquence du classement de sa faillite comme accidentelle, ou du fait qu'il aura subi la peine encourue par lui en cas de faillite fautive ou frauduleuse, ou que cette peine lui aura été remise. Si l'atermoiement ou le concordat est annulé, le failli est de nouveau interdit.

ART. 744. — En dehors des cas dont il est fait mention dans la première partie de l'article précédent, la levée de l'interdiction ne peut être accordée au failli que dans les cas suivants :

1° Si par l'effet d'un paiement intégral ou grâce à une remise de dettes, il est quitte envers tous les créanciers qui ont réclamé leur paiement ;

2° S'il s'est écoulé plus de dix ans, que la masse de la faillite soit épuisée, qu'il y ait absence complète de biens et qu'il ait été payé au moins 50 o/o à tous les créanciers qui ont réclamé leur paiement ;

3° S'il s'est écoulé le double de ce temps et qu'il ait été payé 25 o/o, les autres circonstances prévues dans le numéro précédent se trouvent réalisées.

Dans la République Argentine, les concordataires sont aussi favorisés par le Code de 1890 qui a consacré douze articles à la réhabilitation commerciale.

ART. 1572. — La réhabilitation doit être sollicitée devant le tribunal qui a prononcé la déclaration de faillite.

ART. 1573. — La sentence de réhabilitation peut être prononcée par le décret qui homologue le concordat toutes les fois que des circonstances de la faillite il ne résulte aucune présomption de fautes, dol ou fraude. Dans les cas où les fonds de la masse sont suffisants pour acquitter intégralement les créances, la réhabilitation pourra être prononcée d'office.

ART. 1574. — Le failli qui, à raison d'une faute, se trouvera soumis à la juridiction compétente ne pourra être réhabilité qu'après avoir accompli la peine à laquelle il aura été condamné.

ART. 1575. — Ne seront point admis à la réhabilitation les faillis soumis à la juridiction criminelle à raison de faits de dol ou de fraude, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les stellionataires, ni les tuteurs ou autres administrateurs de la chose d'autrui qui n'ont pas rendu leurs comptes ou payé le solde desdits comptes.

Ces individus, toutefois, pourront obtenir la réhabilitation cinq ans après avoir accompli la peine à laquelle ils auront été condamnés, s'il est établi que durant cette période ils se sont conduits d'une manière irréprochable.

ART. 1576. — La requête à fin de réhabilitation doit

s'instruire au moyen de la quittance (*carta de pago*) ou des documents originaux justifiant du paiement intégral des créanciers ou de l'accomplissement de toutes les obligations du concordat. Si les récépissés de quelques créanciers font défaut, ils peuvent être remplacés au moyen d'une interpellation judiciaire ou d'une sommation publique invitant ces créanciers à se présenter pour être payés.

ART. 1577. — La requête à fin de réhabilitation doit être portée à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées dans les lieux accoutumés et d'annonces publiées dans les journaux désignés par le Tribunal.

ART. 1578. — Tout créancier a le droit de s'opposer à la réhabilitation dans les deux mois à compter de la date de la publication des affiches. L'opposition devra être formulée par écrit et elle ne pourra être motivée que sur la disposition contenue dans les articles 1574 et 1575 ou sur le défaut d'exécution par le failli ou ses héritiers des prescriptions contenues dans l'article 1576.

ART. 1579. — Après l'expiration du délai indiqué dans l'article précédent, qu'il y ait eu ou non opposition, la réhabilitation sera accordée ou refusée.

ART. 1580. — La sentence qui accorde ou refuse la réhabilitation est susceptible d'appel.

ART. 1581. — La sentence qui prononcera la réhabilitation, lorsqu'elle sera passée en force de chose jugée, sera lue à l'audience publique du Tribunal, et il sera prescrit de la publier dans les journaux désignés par le failli ou ses héritiers.

ART. 1582. — La réhabilitation du failli met fin à toutes les interdictions légales produites par la déclaration de faillite.

ART. 1583. — Le ministère public est partie essentielle dans la procédure de réhabilitation.

A côté de ces législations faisant bénéficier les

faillis concordataires d'un régime de faveur, il en est d'autres beaucoup plus douces qui accordent la réhabilitation de plein droit à ceux que le Tribunal juge excusables. Ce sont les Codes du Chili et du Mexique.

Voici le texte du Code de commerce du Chili de 1867 :

ART. 1526. — Tout failli peut être réhabilité à l'exception de ceux à qui la loi refuse ce bénéfice.

ART. 1527. — Ne peuvent être réhabilités : le failli frauduleux, les personnes condamnées pour vol, stellionat, escroquerie ou abus de confiance, et les tuteurs, curateurs et administrateurs des biens d'autrui qui ne rendront pas leurs comptes et ne paieront pas le solde desdits comptes. Cependant, les personnes exclues de la réhabilitation à raison d'un délit pourront être réhabilitées cinq ans après avoir subi leur peine, pourvu qu'elles justifient que durant cet intervalle elles ont eu une conduite exempte de reproches et qu'elles ont payé leurs créances, dans la forme indiquée dans l'article suivant.

ART. 1528. — Le failli coupable devra justifier, en outre du paiement intégral de ses dettes, de l'exécution de la peine à laquelle il aura été condamné.

ART. 1529. — La demande de réhabilitation sera introduite devant le Tribunal de commerce et instruite au moyen des reçus, lettres de paiement et autres pièces justificatives qu'il convient. La demande sera publiée par extraits pendant deux mois, dans deux journaux désignés par le Tribunal de commerce, et, s'il n'y a pas de journaux, au moyen d'affiches apposées dans trois des lieux les plus fréquentés.

ART. 1530. — La requête à fin de réhabilitation sera

jugée, le ministère public entendu, dans la forme établie pour les matières commerciales par le Code de procédure civile.

ART. 1531. — Les créanciers qui n'auront pas été intégralement payés, et tous autres intéressés quelconques pourront s'opposer par écrit à la demande de réhabilitation dans les deux mois indiqués par l'article 1529. L'opposant joindra à sa protestation écrite tous les documents qui justifient son opposition ; il ne sera toutefois, dans aucun cas, considéré comme partie dans l'instance en réhabilitation.

ART. 1532. — Si la demande de réhabilitation vient à être rejetée, elle ne pourra être reproduite avant le délai d'une année. La sentence qui accorde la réhabilitation sera publiée dans les journaux désignés par le failli, et, là où il n'y aura pas de journaux, au moyen d'affiches apposées dans trois des lieux les plus fréquentés.

ART. 1533. — La réhabilitation du failli met fin à toutes les incapacités produites par la déclaration de faillite. Les dispositions du présent titre ne s'étendent pas au commerçant failli dont la faillite n'aura pas été déclarée frauduleuse ou coupable, ou qui ne se sera pas rendu coupable de simples délits auxquels se réfère le premier alinéa de l'article 1527. La réhabilitation se produira de plein droit par la sentence exécutoire déclarant la faillite fortuite.

Voici d'autre part les distinctions établies par le Code de commerce du Mexique de 1890 :

ART. 953. — La faillite est fortuite, coupable ou frauduleuse.

ART. 1010. — Les faillis de la première classe (faillite fortuite) seront réhabilités en promettant, dans la forme légale, d'acquitter leurs dettes non payées dès que leur situation le leur permettra.

ART. 1011. — Les faillis de la seconde classe (faillite coupable) seront également réhabilités sous la même condition, toutes les fois qu'ils garantiront l'exécution de leur engagement au moyen d'une garantie acceptée par leurs créanciers.

ART. 1012. — Les faillis de la première et de la seconde classe qui, en vertu d'un concordat légal intervenu avec leurs créanciers, doivent continuer à administrer leurs biens, sont, par ce seul fait, réputés réhabilités.

ART. 1013. — Les faillis, à l'exception des faillis frauduleux, sont de plein droit réhabilités dès le moment où ils ont totalement payé leurs créanciers.

ART. 1014. — Les faillis frauduleux, lorsqu'ils ont accompli la peine à laquelle ils ont été condamnés, ou qu'ils ont été graciés, ou qu'ils l'ont prescrite, seront dans la situation du failli de la deuxième classe.

En résumé, presque toutes les législations qui se sont inspirées de notre droit ont mitigé une règle qui, formulée sans réserves, leur a paru trop rigoureuse. Ici le concordat, là son exécution, font rentrer le failli dans l'exercice des droits civils.

Nous avons présenté un tableau des principaux textes législatifs étrangers, relatifs à la réhabilitation commerciale, sans en donner un commentaire, mais l'idée qui se dégage de ce rapide aperçu est que notre législation draconienne appelle sans retard d'importantes réformes.

CHAPITRE V

LES RÉFORMES PROPOSÉES

SECTION PREMIÈRE. — Utilité d'une révision de la législation actuelle.

L'examen de notre législation actuelle en matière de réhabilitation commerciale nous a montré que le but de cette institution n'a pas été atteint. Le législateur, en voulant trop favoriser les créanciers, a abouti à un résultat exactement opposé. Il est évident que si on ne frappe pas le débiteur de déchéances et que si on n'exige pas de lui certaines conditions pour y échapper, il se préoccupera fort peu de payer ses dettes. Il n'est pas moins certain que si l'on exige du débiteur des conditions trop rigoureuses pour recouvrer la plénitude de ses droits, il ne fera pas le moindre effort pour arriver à ce résultat. Le but de la réhabilitation commerciale est d'engager les débiteurs à désintéresser leurs créanciers, et la loi s'est servi de

deux moyens pour atteindre ce résultat : le premier est de frapper le débiteur d'un certain nombre d'incapacités qui le mettent en état d'infériorité à l'égard de ses concitoyens ; le second est de lui permettre d'être délivré de ces incapacités moyennant le désintéressement de ses créanciers. Le législateur a employé l'un et l'autre, mais il a entouré le second de conditions tellement rigoureuses qu'en fait le résultat est le même que s'il n'avait employé ni l'un ni l'autre. Nous avons le droit de dire que le résultat est le même en fait, car la rareté des réhabilitations commerciales prouve que les commerçants tombés en faillite ne peuvent pas parvenir à satisfaire à ces conditions. Le nombre des réhabilitations a été de 174 de l'année 1892 à l'année 1896, alors que le nombre des faillites déclarées dans la même période était de 41,251¹ ; en 1897, 28 réhabilitations ont été prononcées, alors que 6,467 faillites avaient été ouvertes, et en 1898 on a prononcé 50 réhabilitations pendant que le nombre des faillites atteignait le chiffre énorme de 6,685².

1. Rapport de M. Béranger au Sénat, le 15 février 1900. *J. Off.* 1900. Sénat. Documents, p. 10.

2. Les comptes rendus du Ministère de la Justice ne mentionnent pas les chiffres des années suivantes.

Que prouvent ces chiffres sinon l'impossibilité de satisfaire aux conditions exigées par la législation actuelle ? Maintenir ces conditions, c'est paralyser les efforts des commerçants tombés en faillite qui, voyant se dresser devant eux des conditions trop rigoureuses pour se faire réhabiliter, n'essayent même pas de les réunir. Il est certain que si ces conditions étaient plus douces, la plupart des commerçants s'efforceraient d'y satisfaire, les demandes en réhabilitation seraient plus nombreuses et les créanciers y gagneraient. Une révision de la législation actuelle est donc de la plus grande utilité, mais c'est avec prudence qu'il importe d'y procéder, car il ne faut pas oublier que si la réhabilitation commerciale a été instituée dans l'intérêt du débiteur, elle l'a été aussi, peut-être davantage dans l'intérêt de ses créanciers.

SECTION II. — Examen des divers projets de loi.

Les commerçants français désirent ardemment voir apporter des changements à l'état actuel et c'est pour satisfaire à leurs désirs que plusieurs propositions de loi ont été présentées au Parlement.

En 1878, un certain nombre de commerçants

s'étaient réunis à Paris pour examiner dans quel sens on devait apporter ces changements et deux ans après, le 15 juin 1880, un projet de loi sur les faillites, conforme à leurs observations, était déposé sur le bureau de la Chambre des députés, par M. Saint-Martin.

Ce projet était considérable, car il modifiait en entier le livre III du Code de commerce relatif à la faillite, y compris le titre relatif à la réhabilitation. C'est sur ce titre seul que nous devons porter notre attention ¹.

1. Texte de la proposition de M. Saint-Martin déposé devant la Chambre des députés le 15 juin 1880.

TITRE III. — *De la Réhabilitation et du certificat de libération.*

ART. 256. — Le débiteur déclaré en état de cessation de paiements qui justifiera qu'il a intégralement acquitté en principal intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, pourra obtenir du Tribunal de commerce un jugement de réhabilitation dans le plein exercice de ses droits et actions, s'il ne se trouve dans aucun des cas prévus par l'article 260.

Il ne pourra obtenir du tribunal, s'il se trouve dans l'un des cas prévus par l'article 260, qu'un simple certificat de libération.

ART. 257. — Le jugement de réhabilitation et le certificat de libération ne seront délivrés par le tribunal que sur la production d'une quittance définitive des commissaires ou des liquidateurs.

ART. 258. — La demande du débiteur sera notifiée par extrait, par la voie du greffe du tribunal de commerce, aux frais du demandeur, à tous les créanciers vérifiés et admis. Ces créanciers auront le droit de s'opposer à la réhabilitation ou à la délivrance du certificat de libération s'ils justifient que le débiteur ne s'est pas intégralement libéré envers eux.

ART. 259. — Le débiteur libéré ne pourra obtenir soit la réhabilitation, soit le certificat de libération dans le cas où il a été l'associé d'une maison de commerce déclarée en état de cessation de paiements qu'après avoir justifié que toutes les dettes de la société ont été intégralement acquittées

Tout d'abord, la compétence était attribuée au Tribunal de commerce et cette innovation a été proposée aussi par les projets récents.

La législation actuelle a attribué la compétence à la Cour d'appel pour donner plus de solennité, mais, à vrai dire, il n'y a là qu'une question de forme puisque le Tribunal de commerce est chargé de l'enquête et donne son avis.

L'attribution de la compétence au Tribunal de commerce aurait l'avantage de faire dérouler toute la procédure devant lui. Serait-ce là, d'ailleurs, un avantage bien considérable? Le résultat serait peut-être une diminution de frais, mais il serait certainement une diminution de solennité. L'intérêt du débiteur ne serait pas toujours apprécié de même sur ce point, car, tandis que tel commer-

en principal, intérêts et frais, alors même qu'un sursis ou un concordat particulier lui aurait été consenti.

ART. 260.— Ne seront point admis à la réhabilitation : les banqueroutiers simples ou frauduleux, ceux qui n'auront pas été déclarés excusables, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, les stellionataires, ni les tuteurs, administrateurs ou autres comptables qui n'auront pas rendu et soldé leurs comptes.

ART. 261. — En vertu du jugement prononçant la réhabilitation ou certifiant la libération, le débiteur obtiendra main-levée de l'inscription judiciaire prise sur ses biens présents et à venir conformément aux articles 147 et 151 (du projet).

Le jugement portant réhabilitation sera inséré par extrait en suite de la mention de la radiation de l'hypothèque.

ART. 262. — Le débiteur libéré pourra faire publier le jugement portant sa réhabilitation ou certifiant sa libération autant qu'il le jugera utile et à ses frais. (*Journal Officiel* du 7 juillet 1889, p. 7722.

çant verrait avec plaisir diminuer les frais, tel autre serait partisan de la solennité de sa réhabilitation.

Le projet de M. Saint-Martin écartait de la réhabilitation commerciale toutes les personnes que le Code de Commerce en exclut et il leur permettait seulement d'obtenir un certificat de libération qui ne leur rendrait pas l'exercice de leurs droits ; il écartait même les banqueroutiers simples et ceux qui n'ont pas été déclarés excusables. L'auteur du projet pensait que le certificat de libération suffirait pour stimuler les efforts des banqueroutiers. A notre avis, c'était là une pure illusion, car, dès l'instant que ce certificat laisserait le commerçant frappé de déchéances, celui-ci n'aurait pas beaucoup d'avantages à en retirer et il est certain que les demandes de certificats de libération ne seraient pas nombreuses.

La procédure était modifiée en plusieurs points par ce projet. Il ne devait plus y avoir d'enquête et la preuve du paiement intégral devait résulter de la production d'une quittance définitive des commissaires ou des liquidateurs. Le débiteur aurait donc dû payer toutes ses dettes au liquidateur de sa faillite qui aurait ensuite fait la distribution aux intéressés. Ce serait certainement préférable au paiement fait individuellement par le débiteur

à chacun de ses créanciers, car il lui serait impossible de s'entendre avec eux et de payer aux uns plus qu'aux autres. Il serait à craindre que cette exigence ne décourageât plus d'un commerçant et que la réhabilitation commerciale, déjà si rare, ne fût plus que dans le texte de la loi !

En ce qui concerne la publicité, le projet apportait deux innovations : l'une relative à la demande en réhabilitation, l'autre relative au jugement de réhabilitation. La demande en réhabilitation devait être non pas affichée et insérée dans les journaux mais notifiée par le greffier du Tribunal de commerce, aux frais du demandeur, à tous les créanciers vérifiés et admis. C'est là un moyen excellent d'éviter que quelques créanciers ignorent la demande et ne fassent pas opposition. Quant à la publicité du jugement de réhabilitation, le projet accordait au débiteur libéré le droit de la faire aussi large que bon lui semblerait.

Ce projet fut soumis, en 1882, à l'appréciation du Conseil d'Etat qui n'admit pas les modifications apportées au Code de commerce relativement à la réhabilitation. Il proposa seulement une nouvelle rédaction de l'article 612 qui permettrait aux personnes énumérées par cet article de se faire

réhabiliter commercialement après avoir été réhabilitées pénalement¹. C'est, en effet, une réforme désirable qui est proposée par tous les projets de loi et qui est attendue avec impatience par tous les commerçants.

La commission chargée d'examiner le projet de M. Saint-Martin remania les textes primitifs et déposa, le 16 février 1884, devant la Chambre des députés, un nouveau projet qui apportait au Code de commerce les changements suivants² :

1. *Journal Officiel*. Chambre. Documents parlementaires. Année 1882, p. 2300.

2. Texte du projet déposé devant la Chambre des députés, le 16 février 1884, par M. Laroze, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Saint-Martin :

ART. 601. — La réhabilitation seule rétablit le commerçant déclaré en état de liquidation judiciaire ou de faillite dans la plénitude de ses droits civils et politiques.

ART. 602. — Nul ne peut être réhabilité que s'il a intégralement acquitté en capital, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues et après s'être conformé aux dispositions du présent titre.

Les sommes revenant aux créanciers décédés dont les héritiers sont inconnus, ainsi qu'à ceux qui ont disparu ou dont le domicile n'est pas connu, peuvent être déposés en leur nom la Caisse des Dépôts et Consignations.

La justification du dépôt équivaldra à la quittance dans la procédure en réhabilitation.

ART. 603. — L'associé solidaire d'une maison de commerce déclarée en état de liquidation judiciaire ou de faillite ne peut obtenir sa réhabilitation que s'il justifie que toutes les dettes de la société ont été intégralement payées en capital, intérêts et frais, lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti.

ART. 604. — Le banqueroutier simple n'est admis à la réhabilitation qu'après qu'il a subi la peine à laquelle il a été condamné.

ART. 605. — Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escro-

Les rédacteurs avaient jugé utile de définir la réhabilitation « le seul moyen de rétablir le commerçant dans la plénitude de ses droits civils et

querie ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle.

ART. 606. — Ne sont point admis à la réhabilitation les tuteurs, administrateurs ou autres comptables tant qu'ils n'ont pas rendu ou soldé leurs comptes.

ART. 607. — Toute demande en réhabilitation est adressée à la Cour d'appel dans le ressort de laquelle le débiteur est domicilié. Le demandeur doit joindre à sa requête les quittances et les autres pièces justificatives.

ART. 608. — Le Procureur général près la Cour d'appel, sur la communication qui lui est faite de la requête, en adresse des expéditions certifiées de lui au Procureur de la République et au Président du Tribunal de commerce du domicile du demandeur, et, si celui-ci a changé de domicile depuis la liquidation judiciaire ou la faillite, au Procureur de la République et au Président du Tribunal de commerce de l'arrondissement où elle a eu lieu, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés.

ART. 609. — A cet effet, à la diligence tant du Procureur de la République que du Président du Tribunal de commerce, copie de ladite requête reste affichée pendant un délai de deux mois tant dans les salles d'audience de chaque tribunal qu'à la Bourse et à la Maison commune, et est insérée par extraits dans les journaux.

ART. 610. — Tout créancier qui n'a pas été payé intégralement de sa créance en principal, intérêts et frais, et toute autre partie intéressée, peut pendant la durée de l'affiche, former opposition à la réhabilitation par un simple acte au greffe appuyé des pièces justificatives.

Le créancier opposant ne peut jamais être partie dans la procédure de réhabilitation.

ART. 611. — Après l'expiration de deux mois, le Procureur de la République et le Président du Tribunal de commerce transmettent, chacun séparément, au Procureur général près la Cour d'appel, les renseignements qu'ils ont recueillis et les oppositions qui ont pu être formées. Ils y joignent leur avis sur la demande.

ART. 612. — Le Procureur général près la Cour d'appel fait rendre arrêt portant admission ou rejet de la demande en réhabilitation. Si la demande est rejetée, elle ne peut être reproduite qu'après une année d'intervalle.

ART. 613. — L'arrêt portant réhabilitation est transmis aux Procureurs de la République et aux Présidents des tribunaux auxquels la demande a

« politiques ». De plus, ils s'étaient conformés à l'avis du Conseil d'Etat et avaient admis à la réhabilitation commerciale les banqueroutiers frauduleux, etc., réhabilités pénalement. Enfin, ils avaient pensé qu'il serait utile de permettre le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations des sommes destinées à des créanciers décédés ou disparus ou dont le domicile est inconnu, et de considérer ce dépôt comme équivalant à une quittance délivrée par ces créanciers eux-mêmes. Ce serait là une innovation très utile, car, en l'état actuel de notre législation, quand le débiteur ne retrouve plus ses créanciers, il lui est impossible de se faire réhabiliter.

Ce projet ne fut pas discuté par la Chambre des députés et la commission poursuivit ses travaux.

Un amendement relatif aux conditions du paiement fut présenté par MM. Vergoin, Chantagrel, Saint-Martin et Barré :

« La réhabilitation », disait cet amendement, « sera accordée au failli qui justifiera par une « quittance régulière de chacun de ses créanciers

été adressée. Les tribunaux en font faire lecture publique et transcription sur leurs registres.

ART. 614. — Le commerçant déclaré en état de liquidation judiciaire ou de faillite peut être réhabilité après sa mort.

(*Journal Officiel*, Chambre. Documents parlementaires, année 1884, p. 249.

« que ceux-ci l'ont libéré des sommes dont il était
« débiteur au jour de la faillite et des frais y adhé-
« rents ».

La commission repoussa cet amendement, et le jour où le projet fut déposé *pour la troisième fois*, le 16 juin 1887, son rapporteur, M. Laroze, expliqua à la Chambre des députés pour quels motifs cette proposition n'avait pas été acceptée : « Cet « amendement », disait-il, « renverse de fond « en comble la réhabilitation telle qu'elle a été « toujours comprise ». En effet, il serait à craindre que le débiteur présentât des quittances de complaisance après un paiement partiel et peut-être insignifiant ¹.

La commission avait inséré dans le texte présenté en 1884 une disposition nouvelle qui consistait à faire convoquer le demandeur en réhabilitation et les créanciers opposants dans la chambre du conseil pour y être entendus avec le rapport et les conclusions ².

1. *Journal Officiel*. Chambre. Documents parlementaires, année 1887, p. 895.

2. Voici le texte de cet article qui est la seule addition à la rédaction de 1884 :

Le demandeur en réhabilitation et les créanciers opposants sont appelés dans la chambre du conseil par assignation du Procureur général, et entendus avec le rapport et les conclusions. En cas de non-comparution il est passé outre. Aucune opposition à l'arrêt n'est admise.

Le rapporteur, M. Laroze, expliqua à la Chambre des députés que la commission avait jugé équitable d'admettre les créanciers à la procédure de réhabilitation et que, sans les autoriser à figurer dans l'instance, elle avait cru devoir apporter une garantie nouvelle à tous les intérêts en mettant les créanciers opposants en présence de leur débiteur dans la chambre du conseil.

Nous croyons, en effet, que cette procédure apporterait une garantie aux intérêts du débiteur et le mettrait à l'abri des oppositions malveillantes dictées par une rancune injuste ; les opposants s'expliqueraient et le magistrat chargé de l'enquête apprécierait la valeur de leurs griefs.

Ce projet, modifié deux fois, ne fut discuté à la Chambre des députés que le 20 octobre 1888, mais, avant cette date, une autre proposition de loi avait été déposée devant elle par M. Millerand.

Cette proposition était très courte et très simple, elle n'avait que trois articles¹.

M. Millerand proposait de ne pas déclarer en

1. Proposition déposée devant la Chambre des députés, le 17 mai 1888, par M. Millerand :

ART. 1^{er}. — Tout commerçant qui cesse ses paiements est tenu d'en faire la déclaration dans les dix jours au greffe du Tribunal de commerce de son domicile. Sur le vu de cette déclaration, le Tribunal prononcera la suspension des paiements.

ART. 2. — Si le débiteur qui a satisfait aux prescriptions de l'article 1^{er} obtient son concordat, et si ce concordat est homologué par le Tribunal,

faillite et par suite de ne pas frapper d'incapacités le débiteur qui obtiendrait un concordat suivi d'homologation, à la seule condition que ce débiteur ait déposé son bilan dans les dix jours de la cessation de ses paiements. M. Millerand allait plus loin, et c'est ici surtout qu'on peut critiquer sa proposition : il permettait au tribunal de ne pas déclarer en faillite et d'affranchir des incapacités le débiteur qui n'aurait pas déposé son bilan dans les dix jours ou même qui n'aurait pas obtenu son concordat, si le tribunal le jugeait excusable.

Ce système aboutirait à des conséquences inadmissibles; on considérerait comme totalement libéré un débiteur qui a obtenu un concordat, ce qui est inexact, et, en second lieu, on dispenserait de tout paiement quelqu'il soit le débiteur que le tribunal jugerait excusable. La Chambre des députés n'hésita pas à repousser cette proposition dans sa séance du 16 octobre 1888.

Dans les séances suivantes, la Chambre ne s'oc-

la déclaration de faillite ne sera point prononcée contre lui et il sera par suite affranchi de toutes les incapacités que la loi y attache.

ART. 3. — Même dans le cas où le commerçant aurait laissé passer le délai prescrit par l'article 1^{er} pour la déclaration de cessation de paiements, ou dans le cas où il n'aurait point obtenu son concordat, le Tribunal, s'il juge le débiteur excusable, pourra ne pas prononcer contre lui la déclaration de faillite et l'affranchir ainsi des incapacités légales.

(*Journal officiel*, Chambre. Débats parlementaires, p. 1421).

cupa que d'organiser le régime de la liquidation judiciaire, laissant de côté la faillite et remettant à plus tard son avis sur la réhabilitation¹. Elle se contenta de repousser l'amendement que la commission avait déjà écarté et que M. Saint-Martin lui proposait une seconde fois d'adopter², puis les textes votés furent transmis au Sénat.

Proposition de MM. Millaud et Bardoux.

Le Sénat, comme la Chambre, ne voulait pas s'occuper de la réhabilitation, mais MM. Millaud et Bardoux n'en déposèrent pas moins un projet de loi tendant à introduire en cette matière trois importantes réformes³.

1. « Nous ne faisons pas une loi sur la réhabilitation, disait le rapporteur, M. Laroze, à la séance du 20 octobre 1888, cette loi pourra être faite plus tard. »

2. Cet amendement était ainsi conçu : « La réhabilitation sera « accordée sur quittance légalisée de chacun des créanciers se « déclarant intégralement désintéressés en principal, intérêts et « frais. La justification du paiement des intérêts ne sera pas « exigible au-delà de cinq ans. » (*Journal Officiel*, Chambre. Débats parlementaires. Séance du 20 octobre 1888, p. 2248).

3. Texte de la proposition de MM. Millaud et Bardoux, déposée devant le Sénat le 11 avril 1889 :

ART. 1^{er}. — Ajouter à l'article 604 du Code de commerce :

« La justification du paiement des intérêts ne sera pas exigible au-delà de cinq ans ».

ART. 2. — Les sommes revenant aux créanciers décédés dont les héritiers sont inconnus, ainsi qu'à ceux qui ont disparu ou dont le domicile

La première consistait dans la réduction à cinq années seulement des intérêts exigibles. Cette réforme avait déjà été demandée par M. Saint-Martin, mais il avait eu le tort de l'insérer dans la rédaction de l'amendement que la Chambre avait repoussé. La Chambre aurait dû la détacher de cet amendement et l'adopter, car elle est indispensable. La jurisprudence exige les intérêts capitalisés et, si un texte n'intervient pas, la difficulté de parvenir à la réhabilitation commerciale subsistera, c'est-à-dire que cette institution manquera toujours son but.

Les deux autres réformes avaient déjà été présentées en 1884 : c'était le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations des sommes destinées à des créanciers disparus et l'admission à la réhabilitation commerciale des banqueroutiers frauduleux, etc., déjà réhabilités pénalement. M. Millaud disait, dans son exposé des motifs, à pro-

n'est pas connu, peuvent être déposées en leurs noms à la Caisse des Dépôts et Consignations. La justification du dépôt équivaldra à la quittance dans la procédure en réhabilitation.

ART. 3. — Modifier ainsi qu'il suit l'article 612 du Code de commerce :

« Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, à moins qu'elles n'aient été réhabilitées conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle.

« Le deuxième paragraphe de l'article 634 du Code d'instruction criminelle est abrogé. »

(*Journal Officiel*, Sénat Documents parlementaires, année 1889, p. 191.)

pos de cette dernière réforme : « Si le banquerou-
« tier a la certitude qu'en effaçant les traces d'une
« condamnation criminelle il reste exposé à tou-
« tes les rigueurs d'une législation commerciale
« qui ne lui laisse aucune espérance, même s'il
« paye intégralement toutes ses dettes, il est fort
« probable qu'il ne réclamera point à être réhabi-
« lité pénalement. La société, tout d'abord, puis
« les créanciers non remboursés souffriront d'un
« tel ostracisme ». Nous approuvons absolument
ses paroles et nous croyons que cette modifica-
tion de l'article 612 du Code de commerce s'im-
pose.

Le Sénat ne s'occupa pas de cette proposition, car son intention était de rédiger sur la liquidation judiciaire une loi qu'il adopta le 28 février 1889, et qui, on le sait, fut promulguée le 4 mars 1889.

Proposition de M. Bérenger.

Le 15 février 1900, un nouveau projet sur la réhabilitation commerciale fut déposé devant cette Assemblée. Ce projet visait uniquement la réhabilitation et il était rédigé par un jurisconsulte dont le Sénat avait déjà apprécié la science et les hautes qualités morales. Son auteur avait apporté des adoucissements à la sévérité de nos lois pénales en

laissant au juge la faculté de surseoir à l'exécution de la peine quand il se trouverait en présence d'un individu commettant un délit pour la première fois (loi du 26 mars 1891). Des adoucissements sont aussi nécessaires à notre législation actuelle sur la réhabilitation commerciale, car les difficultés qu'elle présente créent des situations pénibles, même injustes; aussi, M. Béranger n'a-t-il pas hésité à solliciter l'intervention du législateur pour les faire cesser.

Le but de son projet de loi était de faire bénéficier le failli d'une indulgence analogue à celle que la loi du 5 août 1899 avait accordée aux condamnés à des peines correctionnelles. « Il y a là », disait-il au Sénat le 15 février 1900, « un état « d'inégalité qui blesse la justice et doit appeler « sans retard la sollicitude du législateur »¹.

M. Béranger ne voulait pas assimiler le commerçant au condamné et le déclarer réhabilité de plein droit s'il n'a pas encouru de condamnations pendant un certain nombre d'années, mais il estimait que la situation actuellement laissée aux faillis était inique, puisque, depuis la loi du 5 août 1899, on voyait, d'une part, des coquins réhabilités et,

1. Exposé des motifs du projet de M. Béranger. Sénat. Documents parlementaires. Année 1900, p. 10.

d'autre part, d'honnêtes commerçants qui ne pouvaient pas se faire réhabiliter faute d'argent.

M. Bérenger adressait à notre système de réhabilitation commerciale d'autres reproches relatifs aux différences qui existent entre elle et la réhabilitation pénale ; il n'admettait pas qu'elle fût prononcée publiquement, alors que la réhabilitation pénale est prononcée à huis-clos ; il ne comprenait pas pourquoi les oppositions à la réhabilitation commerciale sont permises, tandis qu'aucune opposition à la réhabilitation pénale n'est possible. M. Bérenger reconnaissait bien que la loi du 5 août 1899, en dispensant les liquidés judiciaires et les faillis concordataires ou excusables de la mention sur le bulletin n° 3, avait apporté des améliorations, mais il les trouvait insuffisantes.

Il constatait que la plupart des législations étrangères étaient moins sévères que la nôtre et il proposait au Sénat de leur emprunter leurs principes.

En effet, la plupart des législations étrangères distinguent deux sortes de réhabilitations : d'une part, celle qui a lieu de plein droit, comme conséquence de l'exécution des conditions fixées par la loi, et, d'autre part, celle qui est prononcée par les tribunaux, après enquête et examen. Notre législation actuelle n'a admis que le premier système, c'est-à-dire la réhabilitation se produisant

après l'accomplissement des conditions fixées par la loi. M. Bérenger proposait d'introduire le second système dans la loi française et de faciliter le fonctionnement du premier en simplifiant ses conditions¹.

Tout d'abord, il voulait apporter des atténuations au système actuel.

En ce qui concerne le paiement, la première

1. Texte de la proposition de M. Bérenger, déposée au Sénat le 15 février 1900 :

Les articles 604 à 613 du Code de commerce sont modifiés comme il suit :

ART. 604. — Est réhabilité de droit le failli qui aura intégralement acquitté en capital et intérêts, sans toutefois que ces derniers puissent être réclamés au-delà de cinq ans, toutes les sommes par lui dues.

Celui qui, ayant obtenu un concordat, aura entièrement satisfait à ses conditions.

Celui qui justifiera soit de la remise qui lui a été faite de ses dettes, soit du consentement exprès de ses créanciers.

En cas de disparition d'un créancier, de son absence ou de son refus de recevoir, la somme due est déposée à son nom à la Caisse des Dépôts et Consignations et la justification de ce dépôt vaut quittance.

ART. 605. — Pourra obtenir sa réhabilitation le failli qui, après dix années de conduite sans reproche, justifiera qu'il a fait tous ses efforts pour s'acquitter et qu'il a été dans l'impossibilité matérielle de le faire.

ART. 606. — Toute demande en réhabilitation sera adressée au Procureur de la République de l'arrondissement dans lequel la faillite a été prononcée, avec les quittances et pièces qui la justifient.

Ce magistrat en adressera des expéditions certifiées par lui au Président du Tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et au Procureur de la République du domicile du demandeur, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés.

ART. 607. — Chacun de ces magistrats transmettra séparément au Président du Tribunal de commerce saisi le résultat de son enquête avec son avis motivé.

ART. 608. — Le Tribunal statuera en chambre du conseil et sans frais.

réforme qu'il proposait était la réduction des intérêts à cinq années seulement et la réduction des frais, qui sont parfois supérieurs au passif de la faillite. Il proposait, en outre, de permettre aux commerçants qui demandent la réhabilitation d'invoquer la novation, l'abandon collectif par voie de concordat, la remise individuelle et la prescription. Il allait même plus loin, car il admettait la réhabilitation consentie expressément par les créanciers. « Les créanciers », disait-il, « sont, en « définitive, les meilleurs juges de la moralité de « la faillite dont ils ont souffert et du degré d'in-

après avoir appelé le demandeur et l'avoir entendu dans ses observations.

ART. 609. — Dans le cas de l'article 604, il se bornera à constater la sincérité des justifications produites, et, si elles sont jugées conformes à la loi, il prononcera la réhabilitation.

Dans celui de l'article 605, il appréciera les circonstances de la cause.

ART. 610. — Les jugements de réhabilitation sont susceptibles d'appel.

ART. 611. — Si la demande est rejetée, elle ne pourra être reproduite qu'après une année d'intervalle.

Si elle est admise, le jugement sera transcrit sur le registre du Tribunal de commerce du lieu de la faillite et de celui du domicile du demandeur.

Il sera, en outre, adressé au Procureur de la République qui aura reçu la demande et, par les soins de ce dernier, au Procureur de la République du lieu de la naissance du demandeur qui fera effacer la mention de la faillite sur le casier judiciaire.

ART. 612. — Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers simples, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle.

Le deuxième paragraphe de l'article 634 du Code d'instruction criminelle est abrogé. (*Journal Officiel*, 1900. Documents du Sénat, p. 13.)

« téréte que mérite le failli ». De plus, il considérât comme libéré définitivement le failli concordataire qui a satisfait aux conditions de son concordat. Enfin, il proposait de permettre le dépôt, à la Caisse des Dépôts et Consignations, des sommes destinées à des créanciers disparus.

En ce qui concerne la dignité du débiteur, M. Béranger la trouvait très mal comprise par l'article 612 de notre Code de commerce. Il reprochait deux choses à ce texte : d'une part, d'admettre à la réhabilitation commerciale le banqueroutier simple sans qu'il ait été réhabilité pénalement et, d'autre part, de refuser la réhabilitation commerciale à des banqueroutiers frauduleux et à d'autres condamnés dont les condamnations sont déjà effacées par la réhabilitation pénale. Il proposait donc d'admettre à la réhabilitation commerciale les banqueroutiers simples, les banqueroutiers frauduleux, les condamnés pour vol, escroquerie ou abus de confiance, à la condition qu'ils aient été réhabilités pénalement. Quant aux stellionataires, aux tuteurs, aux administrateurs, il proposait de soumettre leur réhabilitation à l'appréciation du juge, sans les exclure définitivement.

En ce qui concerne la compétence, M. Béranger

l'attribuait aux tribunaux de commerce et il proposait une nouvelle procédure. La demande serait adressée au Procureur de la République de l'arrondissement dans lequel la faillite a été prononcée, avec les quittances et pièces justificatives. Ce magistrat en adresserait des expéditions non seulement au Président du Tribunal de commerce qui a déclaré la faillite, mais encore au Procureur de la République du domicile actuel du demandeur, en les chargeant de recueillir des renseignements. Ces renseignements seraient ensuite transmis au Président du Tribunal de commerce appelé à statuer sur la demande. Aucune opposition à la réhabilitation ne serait admise. Le jugement de réhabilitation serait prononcé dans la chambre du conseil du Tribunal, c'est-à-dire à huis-clos, après y avoir entendu les observations du demandeur. Ce jugement serait susceptible d'appel.

L'innovation la plus importante que M. Bérenger voulait apporter à la réhabilitation, c'était l'introduction dans nos lois du système pratiqué par quelques nations étrangères, le système de la réhabilitation facultative prononcée par le Tribunal, après enquête et examen. Il considérerait que les commerçants qui ont fait leurs efforts pour payer intégralement leurs dettes, sans y parvenir,

sont dignes d'intérêt et qu'il faudrait leur appliquer ce système de réhabilitation.

« Il faut pour le bon ordre social », disait-il, « que l'effort sincère, que la persévérance dans « l'honnêteté reçoivent leur récompense. Il importe, toutefois, que cette récompense soit « subordonnée aux plus sérieuses garanties ». Les garanties qu'il proposait d'exiger étaient : 1° une durée d'épreuve de dix années d'une conduite sans reproche ; 2° la justification d'efforts constants pour se libérer et de l'impossibilité de le faire ; 3° l'appréciation favorable du Tribunal saisi de la demande.

Il est certain que ceux qui font des efforts constants pendant dix ans pour payer leurs dettes méritent le pardon de leurs créanciers ; mais, en adoptant ce système, il serait à craindre qu'un bon nombre de faillis viennent prétexter qu'ils ont fait des efforts pendant dix ans, alors qu'en réalité ils auront attendu paisiblement l'expiration de ce délai pour obtenir, sans bourse délier, leur réhabilitation.

Cette proposition de loi fut examinée par une commission qui, tout en maintenant le principe posé par M. Bérenger, c'est-à-dire les deux réhabilitations (réhabilitation de droit et réhabilitation facultative), en modifia les conditions. Cette

commission déposa donc un nouveau texte devant le Sénat, le 24 décembre 1900¹.

Elle s'était inspirée, dans la rédaction de son

1. Texte proposé au Sénat, le 24 décembre 1900, par la commission chargée d'examiner la proposition de M. Bérenger :

ART. 604. — Est réhabilité de droit le failli qui aura intégralement acquitté les sommes par lui dues en capital, intérêts et frais, sans toutefois que les intérêts puissent être réclamés au-delà de cinq ans,

Pour être réhabilité de droit, l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite doit justifier qu'il a acquitté dans les mêmes conditions toutes les dettes de la société, lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti.

En cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir d'un ou de plusieurs créanciers, la somme due est déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations et la justification du dépôt vaut quittance.

ART. 605. — Peut obtenir sa réhabilitation en cas de probité reconnue :

Après cinq années à partir du jugement de déclaration de la faillite, le failli qui, ayant obtenu un concordat, aura au moment de la demande intégralement payé les dividendes promis (ette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qui a obtenu des créanciers un concordat particulier);

Celui qui justifie de la remise entière de ses dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation.

Après dix années dans les mêmes conditions : le failli reconnu excusable par le jugement qui justifie qu'il s'est libéré dans toute la mesure compatible avec l'état de ses ressources et qu'il est, malgré ses efforts persévérants, dans l'impossibilité de s'acquitter entièrement.

ART. 606. — Toute demande en réhabilitation sera adressée au Procureur de la République de l'arrondissement dans lequel la faillite a été prononcée, avec les quittances et pièces qui la justifient.

Ce magistrat en adressera des expéditions certifiées par lui au Président du Tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et au Procureur de la République du domicile du demandeur en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés.

ART. 607. — Copie de la demande restera affichée pendant un délai d'un mois dans la salle d'audience du Tribunal. Avis en sera donné par lettres recommandées à chacun des créanciers vérifiés à la faillite ou reconnus par décision judiciaire postérieure.

ART. 608. — Tout créancier qui n'aura pas été payé intégralement dans les conditions de l'article 604 pourra, pendant la durée de l'affaire,

projet, des avis formulés par les Tribunaux de commerce des villes de plus de 50,000 habitants.

former opposition à la réhabilitation par simple acte au greffe appuyé des pièces justificatives.

Le créancier opposant ne pourra jamais être partie dans la procédure de réhabilitation.

ART. 609. — Après l'expiration du délai, le résultat des enquêtes prescrites ci-dessus et les oppositions formées par les créanciers seront communiquées au Procureur de la République saisi de la demande et transmis par lui avec son avis motivé au Président du Tribunal de commerce.

ART. 610. — Le Tribunal appellera, s'il y a lieu, le demandeur et les opposants et les entendra contradictoirement en la chambre du conseil. Le demandeur pourra se faire assister d'un conseil.

Dans le cas de l'article 604, il se bornera à constater la sincérité des justifications produites, et, si elles sont conformes à la loi, il prononcera la réhabilitation.

Dans celui de l'article 605, il appréciera les circonstances de la cause. Le jugement sera rendu en audience publique.

Il pourra être frappé d'appel tant par le demandeur que par le Procureur de la République et les créanciers opposants, dans le délai d'un mois à partir de l'avis qui leur aura été donné par lettres recommandées. Les créanciers opposants seront également avisés du jugement. Ils pourront exercer leur droit d'opposition devant la Cour d'appel. La Cour d'appel statuera après examen et suivant les formes ci-dessus prescrites.

ART. 611. — Si la demande est rejetée, elle ne pourra être reproduite qu'après une année d'intervalle. Si elle est admise, le jugement ou l'arrêt sera transcrit sur le registre du Tribunal de commerce du lieu de la faillite et de celui du domicile du demandeur. Il sera, en outre, adressé au Procureur de la République qui aura reçu la demande et, par les soins de ce dernier, au Procureur de la République du lieu de naissance du demandeur, qui en fera mention en regard de la déclaration de faillite sur le casier judiciaire.

ART. 612. — Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers simples, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle. Le deuxième paragraphe de l'article 634 du Code d'instruction criminelle est abrogé.

Les dispositions ci-dessus et l'article 614 du Code de commerce sont applicables aux commerçants qui ont obtenu la liquidation judiciaire.

(*Journal Officiel*, année 1900, Sénat. Documents parlementaires, p. 875)

Le Ministère de la Justice avait demandé à ces tribunaux leurs avis sur la proposition de M. Bérenger et la plupart étaient partisans de réformes en matière de réhabilitation commerciale. Cependant les avis différaient sur la nature des réformes à y apporter¹. Les tribunaux étaient d'accord sur l'attribution de la compétence aux tribunaux de commerce et sur la réduction des intérêts à cinq années. Pour les frais que M. Bérenger trouvait injuste de réclamer au débiteur, les tribunaux répondirent avec raison qu'il serait encore plus injuste de les laisser à la charge des créanciers. Enfin tous les tribunaux étaient partisans de l'admission des banqueroutiers à la réhabilitation commerciale après leur réhabilitation pénale.

La commission conserva la réduction des intérêts à cinq ans, le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations des sommes dues à des créanciers disparus, la réhabilitation commerciale des banqueroutiers réhabilités pénalement.

Elle conserva aussi la réhabilitation de droit pour ceux qui acquittent toutes leurs dettes en capital, intérêts et frais, mais elle refusa le béné-

1. V. le résumé de ces avis dans le *Journal Officiel* de l'année 1900. — Sénat. Documents parlementaires, p. 861.

fice de cette réhabilitation au débiteur concordataire qui a seulement satisfait aux conditions de son concordat.

Elle lui accorda d'être réhabilité cinq ans après sa déclaration de faillite, à la condition que le Tribunal reconnaisse sa probité. Elle avait donc changé la nature de la réhabilitation du failli concordataire et en avait fait une réhabilitation purement facultative. Elle avait apporté le même changement à la réhabilitation du débiteur auquel ses créanciers accordent la remise de dettes ou leur consentement unanime.

Elle décida d'imposer les conditions des deux sortes de réhabilitation à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite, c'est-à-dire que, pour obtenir la réhabilitation de droit, celui-ci devrait payer toutes les dettes de la société même si un concordat particulier lui avait été consenti, mais que, dans le cas où un concordat particulier lui aurait été consenti, il pourrait être réhabilité cinq ans après la déclaration de faillite, comme les autres faillis concordataires, en cas de probité reconnue par le Tribunal.

La plus importante innovation proposée par M. Béranger, la réhabilitation facultative du débiteur ayant fait des efforts pendant dix ans, fut acceptée par la commission mais avec cette con-

dition que le débiteur ait été reconnu excusable par le jugement déclaratif de faillite.

La compétence fut toujours attribuée au Tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et l'enquête confiée aux soins du président de ce tribunal et du procureur de la République de l'arrondissement.

M. Bérenger n'était pas partisan de la publicité en matière de réhabilitation commerciale, mais la commission qui examina sa proposition crut bon de rendre publics non seulement la demande mais encore le jugement et elle organisa dans ce but une procédure nouvelle. Elle décida que la demande serait affichée pendant un mois dans la salle d'audiences du Tribunal de commerce. De plus, elle pensa, avec raison, que cette affiche ne suffirait pas pour avertir tous les créanciers et elle décida que ceux-ci seraient prévenus par lettres recommandées.

La proposition de M. Bérenger, ayant en vue uniquement l'intérêt du débiteur, sacrifiait l'intérêt des créanciers ; c'est ainsi qu'elle refusait à ceux-ci le droit d'opposition. La commission pensa, avec raison, que c'est un droit pour un créancier non payé de s'opposer à la réhabilitation de son débiteur ; elle décida donc que ceux qui n'auraient pas été payés pourraient former oppo-

sition à la réhabilitation, mais elle leur interdit d'être parties dans la procédure. Elle imagina de les mettre en présence de leur débiteur dans la chambre du conseil.

Au point de vue du résultat, il nous semble que la comparution des créanciers dans la chambre du conseil ou leur comparution à l'audience sont tout à fait analogues. Dans l'un et l'autre cas, il y aurait un débat entre le débiteur et ses créanciers opposants soumis à l'appréciation du Tribunal.

D'ailleurs, lors de la discussion de ce projet au Sénat, le 26 novembre 1901, on abandonna ce système et on admit que tout créancier opposant pourrait « par requête présentée au Tribunal et notifiée au débiteur intervenir dans la procédure de réhabilitation ». C'est la seule modification que le Sénat apporta à ce projet qu'il adopta le 29 novembre 1901¹.

Ajoutons, pour terminer l'analyse des travaux de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Bérenger, que cette commission avait maintenu la faculté d'appel du jugement de réhabilitation et accordé le droit d'appel au deman-

1 *Journal Officiel*. Année 1901. — Sénat. Débats parlementaires, p. 1355.

deur, au Procureur de la République et aux créanciers opposants.

Telles sont les innovations que le Sénat a adoptées, mais nous serions incomplets dans l'examen des réformes proposées à notre législation actuelle si nous passions sous silence un système qui n'a pas été inséré dans les projets officiels et qui a son importance, car il repose sur une idée dont les applications donneraient peut-être de bons résultats. C'est un système qui a été proposé à la dernière séance de discussion du projet de loi de M. Bérenger, le 29 novembre 1901, par M. Gourju¹.

Il consisterait à permettre au failli non concordataire, mais excusable, de demander, dix ans

1. Amendement de M. Gourju présenté au Sénat, le 29 novembre 1901 :

Après dix années, tout commerçant failli non concordataire, qui aura été déclaré excusable ou sur l'excusabilité duquel il aura été omis de statuer et qui ne sera pas dans l'un des cas prévus par l'article 612, pourra présenter requête au Tribunal de commerce du lieu de la déclaration de faillite pour que ses créanciers vérifiés ou leurs représentants légaux soient convoqués en assemblée et appelés à donner leur avis sur sa réhabilitation. Si le juge-commissaire et le syndic ne sont plus en fonction, il sera pourvu par le Tribunal à leur remplacement. Sous la présidence du juge-commissaire et en présence du syndic, ou lui dûment appelé, les créanciers délibéreront sur la demande de leur débiteur ; si les trois quarts des créanciers présents ou représentés se prononcent en faveur de la réhabilitation, celle-ci pourra être accordée par le Tribunal dans les mêmes conditions que pour les autres faillis auxquels la réhabilitation facultative est applicable.

(*Journal Officiel*), année 1901, Sénat. Débats parlementaires, p. 1356).

après sa déclaration de faillite, la réunion de ses créanciers, sous la présidence d'un juge-commissaire et en présence du syndic, pour les consulter sur sa réhabilitation; l'avis favorable des trois quarts des créanciers présents suffirait pour que le tribunal accordât la réhabilitation.

On objecta à M. Gourju que ce système n'aurait pas de portée pratique, parce que les créanciers seraient indifférents à la réhabilitation d'un individu qui ne les paierait pas davantage. Ces créanciers, pour la plupart, ne répondraient pas à la convocation, il en viendrait peut-être quatre et le consentement de trois seulement suffirait pour admettre le débiteur à la réhabilitation.

Cette objection était très fondée, étant donné que l'amendement Gourju ne donnait pour but à l'assemblée des créanciers que leur avis sur l'admission à la réhabilitation de leur débiteur déclaré excusable par un jugement rendu dix ans auparavant. De plus, cet amendement se plaçait dans l'hypothèse du débiteur qui, pendant dix ans, est censé avoir fait des efforts pour payer, qui n'a pas pu y arriver et qui demande à ses créanciers de consentir malgré cela à sa réhabilitation. Cet amendement favorisait le débiteur au détriment des créanciers, aussi le Sénat n'a-t-il pas hésité à le repousser.

Le système de l'assemblée des créanciers est pourtant excellent, car ceux-ci sont les meilleurs juges du débiteur; la plupart d'entre-eux connaissent son état de fortune et sont par conséquent compétents pour lui accorder ou lui refuser la réhabilitation. Mais tel qu'il avait été présenté au Sénat, ce système aboutirait au résultat inverse de celui qu'il faut atteindre; il favoriserait l'inertie du débiteur et il faut, au contraire, forcer celui-ci à se libérer.

L'idée sur laquelle reposait l'amendement de M. Gourju était, à notre avis, excellente, mais son application était inefficace. Il nous semble qu'on pourrait en donner une autre et, au lieu de permettre au débiteur de demander à ses créanciers l'autorisation de se faire réhabiliter sans les désintéresser, permettre à ce débiteur d'offrir à ses créanciers un dividende dont ceux-ci auraient à apprécier la suffisance. Il est évident que le débiteur aurait intérêt à proposer le dividende le plus élevé qu'il serait capable de verser et que, de leur côté, les créanciers auraient intérêt à l'accepter, de peur de laisser échapper une bonne occasion.

On peut objecter que les créanciers accepteraient toujours, même si le dividende offert n'est pas en rapport avec la solvabilité de leur débiteur. Cette

solvabilité, ils peuvent la connaître, et s'ils sont prudents, ils n'accepteront pas à la légère un dividende quelconque. C'est précisément l'appréciation de la solvabilité du débiteur par les créanciers qui motivera leur décision, et, si le débiteur peut payer plus qu'il n'offre, leur intérêt sera de donner un avis défavorable ; dans ce cas, en effet, le débiteur renouvellera sa demande en offrant un dividende plus fort. Cette décision pourra être prise à la simple majorité des créanciers présents à l'assemblée, car il est probable que les créanciers y seront très nombreux et que la majorité se composera d'un nombre de voix assez considérable. Si l'on exigeait l'unanimité des créanciers présents, on s'exposerait à rendre la réhabilitation aussi difficile qu'avec le système actuel du paiement intégral, car on verrait fréquemment quelques créanciers s'obstiner à refuser le dividende offert par le débiteur.

Proposition de M. Georges Berry.

Tandis que le Sénat examinait la proposition de M. Bérenger, y apportait quelques modifications et finalement l'adoptait, la Chambre des députés prenait en considération une proposition toute

différente déposée le 21 janvier 1901 par M. Georges Berry ¹.

Elle était très simple : elle tendait à réhabiliter de plein droit, sans l'intervention de la justice, mais dix ans après sa déclaration de faillite, tout failli qui depuis cette époque n'aurait subi aucune condamnation.

M. Georges Berry considérait qu'un failli était plus digne d'intérêt qu'un individu qui a été condamné à six mois de prison et qui, depuis la loi du 11 juillet 1900 (art. 10) est réhabilité de plein droit au bout de dix ans. « Il n'est pas admissible », disait-il, « que la loi puisse traiter avec plus
« de bienveillance, avec plus de faveur, un voleur
« qu'un failli, dont la seule faute consiste à avoir
« été malheureux, car c'est presque toujours par
« des circonstances indépendantes de sa volonté
« qu'il a été obligé de manquer à ses engagements
« commerciaux ¹ ».

1. Proposition de M. Georges Berry, présentée à la Chambre des députés le 21 janvier 1901 :

ARTICLE UNIQUE. — Lorsqu'il se sera écoulé dix ans après sa déclaration de faillite, la réhabilitation sera acquise de plein droit au failli qui, depuis cette époque n'aura subi aucune condamnation.

(*Journal Officiel*. année 1901, Chambre. Documents parlementaires, tome I, p. 33).

1. *Journal Officiel*, année 1901. Chambre. Documents parlementaires, tome 1^{er}, p. 33.

M. Georges Berry avait raison de dire « presque toujours », car si beaucoup de faillites sont la conséquence d'événements fortuits qui ont précipité le commerçant dans l'insolvabilité, en revanche un certain nombre de faillites ne sont que des spéculations voulues par le commerçant qui trouve dans la déclaration de faillite le moyen d'obtenir une remise partielle de ses dettes et à réaliser ce qu'on nomme en langage courant « une bonne affaire ».

La proposition de M. Georges Berry aboutirait à la suppression de toute sanction à ces spéculations malhonnêtes, car elle accorderait, au bout de dix ans, le pardon à un individu qui est toujours en faute puisque, ne payant pas, il continue à léser ses créanciers !

Cette proposition fut prise en considération et confiée à une commission qui rédigea un nouveau projet en plusieurs articles. Ce projet fut déposé le 28 octobre 1901, mais ne fut pas discuté. La commission n'avait pas admis la réhabilitation d'office proposée par M. Georges Berry et le rapporteur, M. Lauraine, en donna la raison à la Chambre : « Il y aurait à la fois une injustice et « un danger social à confondre dans une même « mesure le commerçant malheureux et l'aigrefin

« pour lequel la faillite a peut-être été un « moyen ¹ ».

La commission avait pensé qu'il serait bon d'établir des différences entre le failli concordataire et le failli non concordataire, entre le failli excusable et le failli non excusable ².

1. Rapport de M. Lauraine au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Georges Berry. (*Journal Officiel*, année 1901, Chambre. Documents parlementaires, tome II, p. 28.)

2. Texte proposé par la commission chargée d'examiner la proposition de M. Georges Berry :

ART. 1^{er}. — Les dispositions de l'article 21 de la loi du 4 mars 1889 sont applicables au failli excusé et concordataire du jour de l'homologation de son concordat.

ART. 2. — Seront réhabilités :

Le failli qui aura intégralement acquitté en capital, frais et intérêts, sans toutefois que ces derniers puissent être réclamés au-delà de cinq ans, toutes les sommes par lui dues.

Celui qui, ayant été déclaré excusable, représentera le *quittus* de tous ses créanciers et leur consentement exprès.

En cas de disparition d'un créancier, de son absence ou de son refus de recevoir, la somme due, intérêts compris, sera déposée à son nom à la Caisse des Dépôts et Consignations. La justification de ce dépôt vaudra libération.

ART. 3. — Seront réhabilités s'ils n'ont subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende depuis le jugement prononçant la faillite :

Le failli déclaré excusable et concordataire, lorsqu'il se sera écoulé dix ans après la date où le jugement prononçant la faillite sera devenu définitif.

Le délai sera de quinze ans à dater du jugement prononçant la faillite si le failli n'a pas été déclaré excusable ;

De quinze ans à dater de l'expiration de la peine corporelle et du paiement de l'amende si le failli a été condamné pour banqueroute simple.

ART. 4. — Tout failli qui veut faire valoir ses droits à la réhabilitation doit présenter requête au Procureur de la République de l'arrondissement

Elle fit débiter la rédaction de son projet par un texte restituant le droit de vote aux faillies excusables et concordataires. De plus, elle permit au failli excusable d'être réhabilité si ses créanciers lui font remise de ses dettes et consentent à sa réhabilitation.

La commission appliqua le principe posé par M. Georges Berry, mais en le rétrécissant, pour ainsi dire, au moyen de la distinction qu'elle avait

dans lequel la faillite a été déclarée ; il doit y joindre toutes pièces justificatives.

ART. 5. — S'il y a lieu, le Procureur de la République adressera, dans la huitaine, une expédition de la requête certifiée de lui au parquet de l'arrondissement où le demandeur est domicilié.

Il fera diligence pour recueillir tous les renseignements qu'il pourra se procurer sur la vérité des faits exposés. Par ses soins, copie de la requête du demandeur restera affichée pendant le délai d'un mois tant dans les salles d'audience de chaque Tribunal qu'à la Bourse et à la Maison commune et sera insérée par extrait dans un journal publié dans l'arrondissement.

Pareille publicité sera assurée dans les mêmes conditions dans l'arrondissement du domicile du failli par les soins du Procureur près le Tribunal de cet arrondissement.

ART. 6. — Tout créancier qui n'aura pas été intégralement payé de sa créance pourra, pendant toute la durée de l'affiche, former opposition à la réhabilitation par simple acte signifié au Procureur de la République, soit du domicile du failli, soit de l'arrondissement où la faillite a été prononcée, et appuyée des pièces justificatives.

Le créancier opposant ne pourra jamais être partie dans la procédure de réhabilitation.

ART. 7. — Dans la huitaine qui suivra l'expiration du délai d'un mois, le Procureur de la République transmettra au Président du Tribunal qui a prononcé la faillite le dossier de la demande, les renseignements qu'il aura recueillis et les oppositions qui auraient été formées. Il y joindra son avis motivé.

Le Tribunal saisi devra statuer dans le délai de quinzaine. Sa décision sera en dernier ressort.

(*Journal Officiel*, année 1901, Chambre. Documents parlementaires tome II, p. 26).

trouvé nécessaire entre les différents degrés de la faillite. Elle exigea, d'ailleurs, l'intervention de la justice dans tous les cas, pour constater que le failli remplit bien les conditions exigées.

Ces conditions seraient les suivantes : tout d'abord, une condition générale pour tous : l'absence de condamnations à une peine autre que l'amende depuis le jugement prononçant la faillite ; puis des délais variant suivant le degré de la faillite, dix ans pour les excusables et les concordataires, quinze ans pour les faillis non excusables et quinze ans aussi, à partir de l'expiration de leur peine, pour les banqueroutiers simples.

Le résultat pratique serait donc que, seuls, les banqueroutiers frauduleux seraient obligés de payer leurs dettes intégralement. La commission n'avait pas supprimé le principe actuel du paiement intégral en capital, intérêts et frais, et elle avait apporté à ce principe les mêmes adoucissements que les projets antérieurs (réduction des intérêts à cinq ans, dépôt, à la Caisse des Dépôts et Consignations, des sommes dues à des créanciers disparus) ; mais nous croyons qu'en fait, bien peu de faillis hésiteraient à profiter de ces délais si commodes pour ne rien payer. Voilà donc encore les intérêts des créanciers sacrifiés, sous prétexte d'améliorer la condition du débiteur.

En ce qui concerne la procédure, la commission avait attribué la compétence au Tribunal de commerce, après enquête faite par le Procureur de la République de l'arrondissement où a été déclarée la faillite. Elle avait admis la publicité de la demande en réhabilitation par voie d'affiches et d'insertions; elle avait admis aussi les oppositions des créanciers, mais avait interdit à ceux-ci d'intervenir à la procédure. Enfin, elle avait décidé que le jugement de réhabilitation ne serait pas susceptible d'appel.

Ce projet, n'ayant pas été discuté avant la fin de la dernière législature, devenait caduc. Le rapporteur de la commission, qui l'avait rédigé, M. Lauraine, le déposa de nouveau sur le bureau de la Chambre des députés, au commencement de la nouvelle législature, le 28 novembre 1902.

M. Lauraine n'y apportait qu'un seul changement : c'était la réduction à cinq ans du délai de dix ans accordé aux faillis concordataires, et ce délai de cinq ans aurait eu pour point de départ le jour où le failli aurait satisfait aux conditions de son concordat.

La commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle avait donc deux projets à examiner : le projet adopté par le Sénat et le projet présenté par M. Lauraine. Deux partis

s'offraient à elle : ou bien accepter le texte voté par le Sénat ou bien le mettre en harmonie avec les nouvelles idées émises par certains membres de la commission.

C'est le premier parti qui a été adopté, car M. Lauraine, au nom de la commission, a déposé, le 25 juin 1903, sur le bureau de la Chambre des députés, le texte adopté le 29 novembre 1901 par le Sénat.

La Chambre des députés va donc être appelée à donner son avis sur ce texte.

Telle est l'évolution des diverses réformes proposées à notre législation sur la réhabilitation commerciale.

CONCLUSION

Nous sommes arrivés au terme de notre étude qui avait pour objet de dégager une conclusion de l'examen de la législation actuelle et des modifications proposées à cette législation. Cet examen terminé, le moment est venu d'exposer les idées qu'il nous a suggérées et de les résumer de façon à en former un ensemble qui sera notre conclusion.

La réhabilitation commerciale a été instituée pour forcer les commerçants tombés en faillite à payer leurs dettes. Dans ce but le législateur les a frappés de déchéances et il leur a promis de les relever de ces déchéances s'ils désintéressent leurs créanciers. La réhabilitation commerciale est donc une institution en faveur des créanciers sous la forme d'une récompense accordée au débiteur. Mais le législateur a subordonné cette récompense à des conditions tellement rigoureuses que la

plupart des intéressés n'essayent même pas d'y aspirer. Le but est donc manqué et il est indispensable de remédier à cet état de choses. La rareté des réhabilitations prouve que le failli ne pense pas à se faire réhabiliter parce qu'il ne pourra jamais tout payer et qu'il trouve plus simple de ne rien payer.

Le problème à résoudre est donc le suivant : trouver une méthode de réhabilitation plus accessible au débiteur et favorable aux créanciers.

L'assimilation d'un failli à un condamné ne saurait être complète au point d'en tirer la conclusion que, si le coupable d'un délit peut être réhabilité après dix années, *a fortiori* le failli bénéficiera de la même faveur.

Un coupable de délit a devant lui : 1° la société, 2° une victime, pouvant poursuivre chacune une réparation qui peut être simultanée mais qui est indépendante. La société punit une infraction à ses lois d'ordre et de sécurité et cherche à en éviter le retour de la part du coupable ou de ses imitateurs. Une catégorie des peines qu'elle applique a un prolongement qui consiste en déchéances de droits civils et politiques. Ces déchéances sont absolument étrangères aux réparations civiles accordées à la victime de l'acte incriminé dont les moyens d'action rentrent dans la procédure

civile. Des tendances modernes, humanitaires à l'excès, ont fait prédominer ce raisonnement que, si la peine principale accomplie par un condamné est temporaire, le prolongement de cette peine ne saurait être perpétuel et l'on a admis la réhabilitation du condamné après une période de conduite exempte de reproches.

En matière commerciale, le failli n'est pas frappé d'une peine. La société n'intervient que s'il y a des actes criminels. Le commerçant n'a devant lui que ses créanciers, des victimes souvent nombreuses.

C'est en leur faveur que la loi interdit leur débiteur, lui retire la gestion de ses biens et l'exercice de ses droits. Ce n'est pas une peine, c'est une contrainte spéciale mise à la disposition de tous les créanciers groupés en un syndicat — la masse — afin d'obliger leur débiteur à les payer. Retirer aux créanciers ce moyen de contrainte, c'est pour ainsi dire annuler légalement la dette impayée, c'est exproprier les créanciers. Dans l'antiquité, les législateurs — Solon notamment, qui était commerçant — annulaient les dettes en invoquant le respect de la liberté parce qu'en ces temps le débiteur insolvable était esclave. Peut-on invoquer le même motif aujourd'hui que la contrainte par corps n'existe plus? Non, et alors nous ne voyons pas

quel autre motif on pourrait invoquer pour justifier l'anéantissement de la dette sans le consentement des créanciers auquel aboutit le système de la réhabilitation de plein droit à l'expiration d'un certain nombre d'années.

Peut-être pourrait-on objecter que cet anéantissement de la dette au bout d'un certain temps est nécessaire pour rendre à un citoyen ses droits sociaux dont il serait inique de le priver indéfiniment.

Mais nous avons déjà fait remarquer que nous considérons l'individu qui a manqué à ses engagements comme indigne de participer à la gestion des affaires publiques. Si cet individu veut y participer, qu'il paye ses dettes ! S'il ne les paye pas, ses créanciers sont toujours lésés, c'est-à-dire qu'il est toujours en faute et par conséquent toujours indigne. C'est à ses créanciers à lui pardonner et non pas au législateur.

C'est au consentement des créanciers que doit être accordé le rôle principal dans la décision à prendre sur une demande en réhabilitation. Il faut leur accorder la liberté de renoncer à cette condition, inexécutable pour la plupart des faillis, de payer intégralement capital, intérêts et frais. Qu'un texte de loi admette tous les modes de libération prévus par la loi civile, y compris la

remise de dette, afin que le failli puisse être relevé de ses déchéances.

Un autre gros obstacle à aplanir par un texte spécial est la surcharge de l'intérêt composé qui grossit la dette au point de paralyser les efforts du failli de bonne volonté. Qu'on réduise à cinq années le montant des intérêts exigibles en tout état de cause. Nous avons fait remarquer l'accord qui règne, à ce sujet, entre les membres du Parlement et les Tribunaux de commerce consultés.

Supposons accepté comme base de la réhabilitation le consentement des créanciers, comment l'obtenir et le délimiter?

Nous persistons à croire que le consentement collectif des créanciers serait préférable au consentement individuel. On pourrait les convoquer au moyen de lettres, d'insertions dans les journaux et d'affiches. Leur assemblée aurait à statuer sur l'acceptation du dividende offert préalablement par le débiteur et sur les demandes que celui-ci ferait de la remise du solde de ses dettes et de sa réhabilitation comme prix de son effort. Les créanciers estimeraient si cet effort est égal aux ressources du failli et s'il peut ou non le renouveler. Ce sont eux les juges naturels de la situation, de la moralité du failli et de leur propre intérêt. Ils pourraient d'ailleurs, dans leur appré-

ciation, tenir compte du concordat et de l'excusabilité.

L'assentiment de tous les créanciers sans exception serait assez rare et obliger le failli à obtenir un consentement unanime serait rendre sa réhabilitation aussi difficile qu'elle l'est aujourd'hui. Aussi croyons-nous que le vote affirmatif de la majorité des créanciers présents serait suffisant. Les créanciers absents ou oubliés dans la convocation auraient un délai pour faire opposition à la délibération de l'assemblée. Le Tribunal de commerce statuerait sur les oppositions, homologuerait les décisions des créanciers et prononcerait l'admission ou le rejet de la demande en réhabilitation, sauf recours des intéressés à la Cour d'appel.

Les créanciers juges de leur débiteur, tel est le principe que nous proposons comme base de la réhabilitation commerciale, car, à notre avis, c'est le seul moyen d'atteindre le but de cette institution.

VU :

J. PERCEROU.

VU : *Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Dijon, le 17 novembre 1903.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>Origine de la réhabilitation commerciale</i>	5
Section I. — Droit romain.....	5
Section II. — Ancien droit.....	15
Section III. — Droit intermédiaire.....	30
Section IV. — Rédaction du Code de commerce.....	33
CHAPITRE II. — <i>Effets de la faillite sur la personne du débiteur</i>	41
Section I. — Droits civils.....	41
Section II. — Droits politiques.....	46
Section III. — Droits commerciaux.....	58
Section IV. — Droits honorifiques.....	59
Section V. — Casier judiciaire.....	60
Section VI. — Effets spéciaux de la liquidation judiciaire.....	64
CHAPITRE III. — <i>La réhabilitation commerciale en France</i>	71
Section I. — Caractères de la réhabilitation commerciale.....	72
Section II. — Conditions à remplir pour la solliciter.....	73
§ 1 ^{er} . Désintéressement des créanciers.....	73
A. Caractères du désintéressement.....	73
B. Modes de désintéressement.....	83

§ 2. Dignité du débiteur.....	86
A. Exclusion absolue.....	89
B. Exclusion conditionnelle.....	91
C. Réhabilitation posthume.....	92
Section III. — Procédure de la réhabilitation commerciale.....	94
A. Juridiction compétente.....	94
B. Forme de la demande.....	95
C. Enquête et Publicité.....	97
D. Droits des créanciers.....	99
E. Arrêt de réhabilitation.....	101
Section IV. — Effets de la réhabilitation commerciale.....	106
Section V. — Rapprochement entre la réhabilitation commerciale et la réhabilitation pénale.....	113
Section VI. — Faillites prononcées à l'étranger.....	118
 CHAPITRE IV. — <i>La réhabilitation commerciale à l'étranger</i>	125
Section I. — Groupe germanique (Allemagne, Alsace, Autriche, Suisse, Pays-Bas).....	126
Section II. — Groupe britannique (Angleterre, Etats-Unis).....	130
Section III. — Groupe latin (Belgique, Italie, Espagne, Portugal, République Argentine, Chili, Mexique).....	132
 CHAPITRE V. — <i>Les réformes proposées</i>	141
Section I. — Utilité d'une révision de la législation..	141
Section II. — Examen des divers projets de loi.....	143
 CONCLUSION.....	181

ERRATA

Page 20, ligne 15, *au lieu de* ordonnances, *lire* déchéances.

Page 27, ligne 22, *au lieu de* 1866, *lire* 1766.

Page 56, ligne 6, *au lieu de* par, *lire* pour.

Page 76, note 2, *au lieu de* sans, *lire* sur.

Page 128, ligne 16, *au lieu de* équivalent, *lire* équivalent.



